12e année. — N° 224. — 10 Juin 1936

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 224

(10 Juin 1936)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le génie collectif des masses silencieuses est la source de toutes les grandes choses.
E. RENAN.

Ce numéro est mis sous presse alors que se déroule le plus formidable mouvement d'action directe qu'ait jamais mené le prolétariat français.

Il faut remonter à l'action du 1er Mai 1906 pour les huit heures pour en trouver presque l'équivalent. Et encore, cette dernière avait-elle été longuement préparée pendant près de deux ans, alors que le mouvement actuel a été immédiat et spontané.

Nous ne pouvons, pour le moment, ni en dresser un tableau d'ensemble, ni en tirer les conclusions, ni en prévoir les conséquences qui, tant pour l'immédiat que pour un avenir plus éloigné, s'avèrent comme immenses.

Tous les articles de ce numéro qui ont trait au conflit, ont été écrits dans les tout premiers jours du mois, alors que le conflit était encore limité à la métallurgie ou commençait à peine à déborder sur les autres corporations.

En les lisant, il faudra donc ne pas perdre de vue que c'est seulement la situation à ce moment qu'ils reflètent. Depuis lors, il a été impossible à nos camarades parisiens d'écrire une seule ligne, tous leurs instants étant pris par le travail écrasant d'organisation et de négociation qui s'est abattu instantanément sur tous les militants syndicaux.

Notre prochain numéro sera entièrement consacré à ce premier grand acte de la renaissance du Syndicalisme et de l'Action Directe.

VIVE LA GRÈVE !

Le magnifique mouvement revendicatif qui, parti de la région parisienne, gagne tout le pays, me fait penser au mouvement des travailleurs tunisiens d'il y a douze ans, quand naquit la C.G.T. tunisienne.

Etait-ce le caractère nationaliste de la plupart des fondateurs de la nouvelle organisation qui provoquait ce réveil? Certainement pas. Au contraire, les chefs destouriens furent effrayés de l'ampleur du mouvement, et s'ils ne freinèrent pas, c'est parce qu'ils ne le purent pas. Mais ils disaient à Mohammed Ali, le secrétaire de la C.G.T.: « Vous allez lancer le pays dans le malheur ! »

Le malheur, en effet, s'abattit sur le pays : au début de 1925, toute la commission exécutive de la C.G.T.T. était en prison ! Non pas parce que les militants débordés n'avaient pas été maîtres de la situation et qu'ils avaient laissé commettre des actes regrettables, mais surtout parce que destouriens et communistes, socialistes et syndicalistes réformistes, les uns parce qu'ils ne comprirent pas ce mouvement, les autres parce qu'il n'apportait pas d'eau à leur moulin, laissèrent la répression s'abattre sur lui.

C'était sous un gouvernement Bloc des gauches, Herriot régnant soutenu par Léon Blum !

Plus heureux que les travailleurs tunisiens, les travailleurs français ne connaissent pas les tracasseries policières et n'ont plus qu'une seule organisation syndicale.

Car s'il ne faut pas nier l'importance du facteur Front populaire, c'est encore plus à la réalisation de l'unité syndicale que l'on doit l'enthousiasme qui anime les travailleurs en lutte. Si le facteur Front populaire avait été le plus important, mais les travailleurs se seraient contentés d'attendre de voir le gouvernement de Léon Blum à l'œuvre !

C'est l'unité syndicale qui a donné aux travailleurs le sentiment de leur force, qui leur a fait reprendre confiance en eux-mêmes et leur a montré le chemin de l'action directe. C'est cette action directe qui leur vaut les succès remportés et qui est le meilleur gage de victoires futures.

Car enfin, ni le Conseil national économique ni Genève n'ont pu obtenir, malgré les efforts — de plusieurs années — de nos hommes d'Etat syndicaux, ni des augmentations de salaires, qui vont dans le moment actuel jusqu'à 1 franc de l'heure, ni les délégués d'atelier, ni la reconnaissance du droit syndical, ni les vacances payées, que les ouvriers ont obtenu en quelques jours de grève.

Et si demain nous avons la semaine de quarante heures, nous pouvons être certains qu'elle n'empruntera pas d'autre chemin que celui de l'action directe.

Ce mouvement, c'est la revanche de l'action directe. Mais il faut que les militants syndicalistes fassent vite et bien. C'est qu'il n'y a pas de temps à perdre.

Surpris par la soudaineté de l'attaque et l'inertie des pouvoirs publics, les patrons accusent le coup.

Sans doute, la reprise économique dans certaines branches de l'industrie, particulièrement dans celles qui travaillent pour la défense nationale, permet-elle de faire des concessions. Mais les patrons doivent en avoir gros sur le cœur de céder dans les conditions où ils sont obligés de le faire.

Une classe ouvrière que l'on croyait complètement brisée physiquement et moralement par le travail à la chaîne et la crise être capable d'un tel réveil, ils n'en sont pas encore revenus !

Mais ils en reviendront et nous pouvons être certains qu'ils n'oublieront pas de sitôt que leurs *ouvriers les ont dépossédés, momentanément c'est sûr, mais dépossédés tout de même de* leurs *usines.*

Et vous savez comme le bourgeois français qui a eu peur peut être cruel quand il redevient le plus fort.

Il n'est que de se rappeler ce qu'il fit il y a 65 *ans presque jour pour jour : mai* 71 *!*

Nous devons craindre aussi les Scheidemann et les Noske.

C'est pourquoi les militants doivent mettre les bouchées doubles pour forger une arme syndicale solide, capable de consolider les positions conquises afin que le prolétariat ne soit pas frustré demain de sa victoire.

Vive le prolétariat en lutte ! Vive la grève !

J.-P. FINIDORI.

Ce qui a déjà été obtenu (1)

(4 JUIN)

Augmentation de salaires

CHEZ LES METALLOS

Chez BLOCH, à *Courbevoie*, augmentation générale des salaires fixée par contrat.

Chez LOOCKEED, à *Saint-Ouen*, augmentation de 0 fr. 50 à 4 francs du salaire horaire.

Chez AMIOT, à *Villacoublay*, salaires horaires augmentés de 0 fr. 20 à 1 franc de l'heure.

A la Cie PARISIENNE DE FONDERIE, à *Choisy-le-Roi*, salaires horaires augmentés de 1 franc.

Chez GNOME ET RHÔNE, à *Gennevilliers*, salaires horaires augmentés de 1 à 2 francs de l'heure, paiement de la demi-heure de casse-croûte, lait pour les travaux insalubres.

Chez NIEUPORT, à *Issy*, salaires augmentés de 4 à 12 francs par jour, majoration de salaires pour heures supplémentaires (de 33 à 50 %).

Chez BRANDT, à *Paris*-15e, augmentation générale des salaires pour ouvriers et employés.

Aux CAMIONS BERNARD, à *Arcueil*, 10 % d'augmentation.

Chez HOTCHKISS (*Levallois, Clichy, Gennevilliers*), fixation de salaires minima selon les catégories dont les plus bas sont 5 fr. 50 pour les hommes, 4 fr. 25 pour les femmes.

Chez GRENIER, à *Boulogne*, augmentation de 25 à 33 %.

Chez FARMAN, à *Billancourt*, augmentation générale du salaire horaire de 0 fr. 25 de l'heure; augmentation spéciale aux bas salaires; salaire minimum de 1.300 francs pour les employés hommes, et de 700 à 900 francs pour les femmes selon les catégories.

Chez RONÉO, aux *Lilas*, 10 % d'augmentation.

Chez CITROEN, à *Paris*-15e. augmentation de 10 % sur tous les salaires horaires.

A la PRÉCISION MODERNE, *Paris*-15e, augmentation de 0 fr. 75 à 1 franc du salaire horaire, boni minimum garanti, paiement de la demi-heure de casse-croûte.

Chez « FERROLYTE », à *Paris*-15e, salaire minimum de 4 fr. 50 l'heure.

Chez GRAMME, à *Pantin*, augmentation allant jusqu'à 0 fr. 90 l'heure.

Chez PANHARD, à *Paris*-13e, augmentation des bas salaires.

Chez SPIRIS, à *St-Denis*, augmentation de 10 % sur les travaux aux pièces, déplacements payés.

Chez RENAULT, à *Billancourt*, augmentation des salaires inférieurs à 4 francs.

A RADIO-TÉCALÉMIT, à *Puteaux*, augmentation de 10 %.

Chez CASENEUVE, à la *Plaine-Saint-Denis*, augmentation de 12 %.

CHEZ LES AGRICOLES

A *Villepinte* (S.et-O.), chez tous les patrons, augmentation de 4 fr. 50 à 5 francs du salaire quotidien.

DANS LE BATIMENT

Sur tous les chantiers de l'EXPOSITION, augmentation de 0 fr. 75 l'heure pour les terrassiers, 0 fr. 25 pour les mineurs, 0 fr. 50 pour les mécaniciens et conducteurs de pelleteuses, 0 fr. 50 pour les maçons et plâtriers.

Chez NIEPCE, à *Boulogne*, augmentation de 0 fr. 75 à 1 franc l'heure.

Chez HELBIG, à *Paris*, augmentation générale des salaires avec 6 francs minimum pour les compagnons; remboursement des frais de déplacement.

A la FOURNAISE, à *Saint-Denis*, augmentation des salaires de 10 à 15 % avec effet rétroactif.

DANS LES PRODUITS CHIMIQUES

Chez VALENTINE, à *Gennevilliers*, augmentation de 5 francs par jour.

Chez PORCHER, à *Saint-Denis*, augmentation de 0 fr. 50 du salaire horaire et de 8 % des salaires aux pièces.

Chez WEALLERAND, à *Malakoff*, augmentation de 10 %.

Chez COLIBERT, à *Paris*-4e, aumentation de 1 franc de l'heure.

DANS L'ALIMENTATION

Chez KONRAD, à *Saint-Denis*, augmentation de 20 francs par semaine pour les hommes, et de 0 fr. 55 l'heure pour les femmes.

Chez DARAN, à *Toulouse*, suppression d'une diminution de salaires annoncée.

Diminution des heures de travail

CHEZ LES METALLOS

Chez LIORÉ ET OLLIVIER, à *Villacoublay*, 40 heures au lieu de 48, et payées comme 48.

Chez AMIOT, à *Villacoublay*, suppression des heures supplémentaires.

Chez SAUTTER-HARLÉ, à *Paris*-15e, suppression des heures supplémentaires, une demi-heure payée pour le casse-croûte au lieu d'un quart-d'heure.

Chez BRANDT, à *Paris*-15e, semaine de 40 heures au lieu de 48.

Chez CITROEN, à *Paris*-15e, suppression des heures supplémentaires sauf nécessité absolue, une demi-heure de casse-croûte au lieu de 20 minutes.

Chez RENAULT, à *Billancourt*, suppression des heu-

---

(1) Nous avons essayé de faire ci-dessus une liste aussi complète que possible, mais qui n'est certainement pas complète, faute de renseignements suffisants.

res supplémentaires sauf en cas d'accident de machine.

CHEZ LES AGRICOLES

A *Villepinte* (S.et-O.), chez tous les patrons, deux heures de moins par jour.

DANS LE BATIMENT

Sur tous les chantiers de l'EXPOSITION, suppression des heures supplémentaires.

DANS LES PRODUITS CHIMIQUES

Chez COLIBERT, à *Paris*-4e, suppression des heures supplémentaires.

Vacances

CHEZ LES METALLOS

Chez BLOCH, à *Courbevoie*, institution de vacances payées.

Chez LOOCKEED, à *Saint-Ouen*, 8 à 15 jours de vacances payées.

Chez GNOME ET RHÔNE, à *Gennevilliers*, 8 jours de vacances payées après un an de présence, 15 jours après deux ans.

Chez RONÉO, aux *Lilas*, 8 jours de vacances payées.

Chez BRANDT, à *Paris*-15e, 15 jours de vacances payées après un an de présence.

A RADIO-TÉCALÉMIT, à *Puteaux*, 8 jours de vacances payées.

Chez MICHELIN, à *Clermont-Ferrand*, 8 jours de vacances payées.

A la PRÉCISION MODERNE, *Paris*-15e, un jour de vacance payé par mois au-dessus de 6 mois, une semaine après 6 mois, 15 jours après 2 ans.

Chez SPIRIS, à *Saint-Denis*, institution de vacances payées.

Chez CAZENEUVE, à la *Plaine-Saint-Denis*, 8 jours de vacances payées.

DANS LE BATIMENT

Chez NIEPCE, à *Boulogne*, 8 jours de vacances payées.

A la FOURNAISE, à *Saint-Denis*, 8 jours de vacances payées.

DANS L'ALIMENTATION

Chez KONRAD, à *Saint-Denis*, 8 jours de vacances payées.

DANS LES PRODUITS CHIMIQUES

Chez WEALLERAND, à *Malakoff*, 15 jours de vacances payées.

Chez PORCHER, à *Saint-Ouen*, 15 jours de vacances payées.

Contrôle ouvrier

CHEZ LES METALLOS

Chez BRÉGUET, au *Havre*, réintégration des ouvriers licenciés pour chômage du 1er Mai.

Chez LATÉCOÈRE, à *Toulouse*, réintégration des ouvriers licenciés pour chômage du 1er Mai.

Chez LOOKEED, à *Saint-Ouen*, reconnaissance des délégués ouvriers.

Chez AMIOT, à *Villacoublay*, reconnaissance des délégués ouvriers, priorité de reprise des ouvriers actuels en cas de débauchage.

Chez SAUTTER-HARLÉ, à *Paris*-15e, reconnaissance des délégués ouvriers, suppression de licenciements annoncés.

Chez GNOME ET RHÔNE, à *Gennevilliers*, reconnaissance des délégués d'ateliers.

Chez BRANDT, à *Paris*-15e, institution de délégués du personnel.

Chez DEWOITINE, à *Toulouse*, reconnaissance des délégués du personnel.

Chez CODER, à *Marseille*, réintégration des ouvriers licenciés pour chômage du 1er Mai, reconnaissance des délégués du personnel.

Chez FARMAN, à *Billancourt*, institution de délégués d'ateliers.

Aux CAMIONS BERNARD, à *Arcueil*, reconnaissance des délégués du personnel.

Chez PANHARD, à *Paris*-13e, reconnaissance des délégués d'ateliers, acceptation des mesures d'hygiène proposées.

A la SOCIÉTÉ FRANÇAISE RADIOPHONIQUE, à *Levallois*, reconnaissance des délégués d'ateliers.

Chez NIEUPORT, à *Issy*, embauchage par l'intermédiaire du syndicat, réintégration des ouvriers licenciés.

A la PRÉCISION MODERNE, *Paris*-15e, reconnaissance des délégués d'ateliers.

Chez SPIRIS, à *Saint-Denis*, institution de délégués d'ateliers.

Chez GRAMME, à *Pantin*, reconnaissance des délégués d'ateliers.

Chez RENAULT, à *Billancourt*, réintégration de deux ouvriers congédiés et déplacement d'un jaune.

A RADIO-TÉCALÉMIT, à *Puteaux*, reconnaissance des délégués d'ateliers.

Chez « FERROLYTE », à *Paris*-15e, priorité de reprise des ouvrières actuelles en cas de débauchage, reconnaissance des délégués syndicaux, en cas de conflit arbitrage du secrétaire du Comité Intersyndical du 15e.

A la THOMSON, *Paris*-15e, reconnaissance des délégués d'ateliers, suppression du travail des femmes aux fours.

DANS LE BATIMENT

Sur tous les chantiers de l'EXPOSITION, installation de vestiaires, de réfectoires, reconnaissance des délégués ouvriers.

Chez HELBIG, à *Paris*, aménagement de réfectoires, protection et isolement des postes de soudure, reconnaissance des délégués ouvriers.

Chez DARAN, à *Toulouse*, réintégration de 3 ouvriers congédiés.

DANS L'ALIMENTATION

Chez KONRAD, à *Saint-Denis*, reconnaissance des délégués syndicaux.

DANS LES PRODUITS CHIMIQUES

Chez COLIBERT, à *Paris*-4e, réintégration d'un ouvrier congédié.

Aux usines de SAINT-GOBAIN, à *Grand-Quevilly* (S.-Inf.), réintégration d'un révoqué, fourniture de masques et vêtements pour travaux insalubres.

M. Burtin nous répond

A la suite de mon filet « *la Jaunisse à l'honneur* » (*R. P.* du 10 et du 24 mai), j'ai reçu une lettre de M. Burtin, député de Saône-et-Loire. On y lit que je suis « *un imbécile, un couard, un lâche, un être gonflé de suffisance et de fiel, un Basile* ». Ce sont là des jugements respectables et je ne m'étonne pas de l'exquise politesse parlementaire de mon ex-collègue. On y lit aussi que M. Burtin est syndiqué. C'est exact. Je l'ignorais. Manque de vigilance, de ma part. Car M. Burtin ne s'est syndiqué que pour être candidat, et nous aurions dû, à la section syndicale, lui poser quelques questions avant d'accepter son adhésion.

Mais on n'y lit pas que M. Burtin a fait grève le 12 février 1934. Et pour cause.

Je dois cependant des excuses à M. Burtin. Je le croyais insignifiant. J'avais tort.

Défaillant et briseur de grève le 12 février 1934, porte-drapeau du Front Populaire le 26 avril 1936, adhérent sur le tard au syndicat qu'il a trahi et dont il insulte un des militants — ce monsieur fait preuve d'un culot qu'on ne peut pas se défendre d'admirer !

Roger HAGNAUER.

La vie et la grève des ouvrières métallos

Enfin, on respire! C'est la grève chez les métallos. Le public qui voit tout ça de loin ne comprend guère. Qu'est-ce que c'est ? Un mouvement révolutionnaire ? Mais tout est calme. Un mouvement revendicatif ? Mais pourquoi si profond, si général, si fort, et si soudain ?

Quand on a certaines images enfoncées dans l'esprit, dans le cœur, dans la chair elle-même, on comprend. On comprend tout de suite. Je n'ai qu'à laisser affluer les souvenirs.

Plus vite ! Plus vite !

Un atelier, quelque part dans la banlieue, un jour de printemps, pendant ces premières chaleurs si accablantes pour ceux qui peinent. L'air est lourd d'odeurs de peintures et de vernis. C'est ma première journée dans cette usine. Elle m'avait parue accueillante, la veille : au bout de toute une journée passée à arpenter les rues, à présenter des certificats inutiles, enfin ce bureau d'embauche avait bien voulu de moi. Comment se défendre, au premier instant, d'un sentiment de reconnaissance ? Me voici sur une machine. Compter cinquante pièces... les placer une à une sur la machine, d'un côté, pas de l'autre.... manier à chaque fois un levier... ôter la pièce... en mettre une autre... encore une autre... compter encore... Je ne vais pas assez vite. La fatigue se fait déjà sentir. Il faut forcer, empêcher qu'un instant d'arrêt sépare un mouvement du mouvement suivant. Plus vite, encore plus vite! Allons bon! Voilà une pièce que j'ai mise du mauvais côté. Qui sait si c'est la première ? Il faut faire attention. Cette pièce est bien placée. Celle-là aussi. Combien est-ce que j'en ai fait les dernières dix minutes ? Je ne vais pas assez vite. Je force encore. Peu à peu, la monotonie de la tâche m'entraîne à rêver. Pendant quelques instants, je pense à bien des choses. Réveil brusque : combien est-ce que j'en fais ? Ça ne doit pas être assez. Ne pas rêver. Forcer encore. Si seulement je savais combien il faut en faire ! Je regarde autour de moi. Personne ne lève la tête, jamais. Personne ne sourit. Personne ne dit un mot. Comme on est seul ! Je fais 400 pièces à l'heure. Savoir si c'est assez ? Pourvu que je tienne à cette cadence, au moins... La sonnerie de midi, enfin. Tout le monde se précipite à la pendule de pointage, au vestiaire, hors de l'usine. Il faut aller manger. J'ai encore un peu d'argent, heureusement. Mais il faut faire attention. Qui sait si on va me garder, ici ? Si je ne chômerai pas encore des jours et des jours ? Il faut aller dans un de ces restaurants sordides qui entourent les usines. Ils sont chers, d'ailleurs. Certains plats semblent assez tentants, mais ce sont d'autres qu'il faut choisir, les meilleur marché. Manger coûte un effort encore. Ce repas n'est pas une détente. Quelle heure est-il ? Il reste quelques moments pour flâner. Mais sans s'écarter trop : pointer une minute en retard, c'est travailler une heure sans salaire. L'heure avance. Il faut rentrer. Voici ma machine. Voici mes pièces. Il faut recommencer. Aller vite... Je me sens défaillir de fatigue et d'écœurement. Quelle heure est-il ? Encore deux heures avant la sortie. Comment est-ce que je vais pouvoir tenir ? Voilà que le contremaître s'approche. « Combien en faites-vous ? 400 à l'heure ? Il en faut 800. Sans quoi je ne vous garderai pas. Si à partir de maintenant vous en faites 800, je consentirai peut-être à vous garder. » Il parle sans élever la voix. Pourquoi élèverait-il la voix, quand d'un mot il peut provoquer tant d'angoisse ? Que répondre ? « Je tâcherai. » Forcer. Forcer encore. Vaincre à chaque seconde ce dégoût, cet écœurement qui paralysent. Plus vite. Il s'agit de doubler la cadence. Combien en ai-je fait, au bout d'une heure ? 600. Plus vite. Combien, au bout de cette dernière heure ? 650. La sonnerie. Pointer, s'habiller, sortir de l'usine, le corps vidé de toute énergie vitale, l'esprit vide de pensée, le cœur submergé de dégoût, de rage muette, et par-dessus tout cela d'un sentiment d'impuissance et de soumission. Car le seul espoir pour le lendemain, c'est qu'on veuille bien me laisser passer encore une pareille journée. Quant aux jours qui suivront, c'est trop loin. L'imagination se refuse à parcourir un si grand nombre de minutes mornes.

Le lendemain, on veut bien me laisser me remettre à ma machine, quoique je n'aie pas fait la veille les 800 pièces exigées. Mais il va falloir les faire ce matin. Plus vite. Voilà le contremaître. Qu'est-ce qu'il va me dire ? « Arrêtez. » J'arrête. Qu'est-ce qu'on me veut ? Me renvoyer ? J'attends un ordre. Au lieu d'un ordre, il vient une sèche réprimande, toujours sur le même ton bref. « Dès qu'on vous dit d'arrêter, il faut être debout pour aller sur une autre machine. On ne dort pas, ici. » Que faire ? Me taire. Obéir immédiatement. Aller immédiatement à la machine qu'on me désigne. Exécuter docilement les gestes qu'on m'indique. Pas un mouvement d'impatience : tout mouvement d'impatience se traduit par de la lenteur ou de la maladresse. L'irritation, c'est bon pour ceux qui commandent, c'est défendu à ceux qui obéissent. Une pièce. Encore une pièce. Est-ce que j'en fais assez ? Vite. Voilà que j'ai failli louper une pièce. Attention ! Voilà que je ralentis. Vite. Plus vite...

Souvenirs

Quels souvenirs encore ? Il n'en vient que trop pêle-mêle. Des femmes qui attendent devant une porte d'usine. On ne peut entrer que dix minutes avant l'heure, et quand on habite loin il faut bien venir une vingtaine de minutes en avance, pour ne pas risquer une minute de retard. Un portillon est ouvert, mais officiellement « ce n'est pas ouvert ». Il pleut à torrents. Les femmes sont dehors sous la pluie, devant cette porte ouverte. Quoi de plus naturel que de s'abriter quand il pleut et que la porte d'une maison est ouverte ? Mais ce mouvement si naturel, on ne pense même pas à le faire devant cette usine, parce que c'est défendu. Aucune maison étrangère n'est si étrangère que cette usine où on dépense quotidiennement ses forces pendant huit heures.

Une scène de renvoi. On me renvoie d'une usine où j'ai travaillé un mois, sans qu'on m'ait jamais fait aucune observation. Et pourtant on embauche tous les jours. Qu'est-ce qu'on a contre moi ? On n'a pas daigné me le dire. Je reviens à l'heure de la sortie. Voilà le chef d'atelier. Je lui demande bien poliment une explication. Je reçois comme réponse : « Je n'ai pas de comptes à vous rendre » et aussitôt il s'en va. Que faire ? Un scandale ? Je risquerais de ne trouver d'embauche nulle part. Non, m'en aller bien sagement, recommencer à arpenter les rues, à stationner devant les bureaux d'embauche, et, à mesure que les semaines s'écoulent, sentir croître, au creux de l'estomac, une sensation qui s'installe en permanence et dont il est impossible de dire dans quelle mesure c'est de l'angoisse et dans quelle mesure de la faim.

Quoi encore ? Un vestiaire d'usine, au cours d'une semaine rigoureuse d'hiver. Le vestiaire n'est pas chauffé. On entre là-dedans, quelquefois juste après avoir travaillé devant un four. On a un mouvement de recul, comme devant un bain froid. Mais il faut entrer. Il faut passer là dix minutes. Il faut mettre dans l'eau glacée des mains couvertes de coupures, où la chair est à vif, il faut les frotter vigoureusement avec de la sciure de bois pour ôter un peu l'huile et la poussière noire. Deux fois par jour. Bien sûr, on supporterait des souffrances encore plus pénibles, mais celles-là sont si inutiles ! Se plaindre à la direction ? Personne n'y songe un seul instant. « Ils se foutent bien de nous ». C'est vrai ou ce n'est pas vrai — mais en tout cas c'est bien l'impression qu'ils nous donnent. On ne veut pas risquer de se faire rembarrer. Plutôt souffrir tout cela en silence. C'est encore moins douloureux.

Des conversations, à l'usine. Un jour, une ouvrière amène au vestiaire un gosse de neuf ans. Les plaisanteries fusent. « Tu l'amènes travailler ? » Elle répond : « Je voudrais bien qu'il puisse travailler. » Elle a deux gosses et un mari malade à sa charge. Elle gagne bien de 3 à 4 francs de l'heure. Elle aspire au moment où enfin ce gosse pourra être enfermé à longueur de journée dans une usine pour rapporter quelques sous. Une autre, bonne camarade et affectueuse, qu'on interroge sur sa famille. « Vous avez des gosses ? — Non, heureusement. C'est-à-dire, j'en avais un, mais il est mort. » Elle parle d'un mari malade qu'elle a eu huit ans à sa charge. « Il est mort, heureusement. » C'est beau, les sentiments, mais la vie est trop dure...

Des scènes de paie. On défile comme un troupeau, devant le guichet, sous l'œil des contremaîtres. On ne sait pas ce qu'on touchera : il y aurait toujours à faire des calculs tellement compliqués que personne ne s'en sort, et il y a souvent de l'arbitraire. Impossible de se défendre du sentiment que ce peu d'argent qu'on vous passe à travers le guichet est une aumône.

Angoisses

La faim. Quand on gagne 3 francs de l'heure, ou même 4 francs, ou même un peu plus, il suffit d'un coup dur, une interruption de travail, une blessure, pour devoir pendant une semaine ou plus travailler en subissant la faim. Pas la sous-alimentation, qui peut, elle, se produire en permanence, même sans coup dur — la faim. La faim jointe à un dur travail physique, c'est une sensation poignante. Il faut travailler aussi vite que d'habitude, sans quoi on ne mangera pas encore assez la semaine suivante. Et par-dessus le marché, on risque de se faire engueuler pour production insuffisante. Peut-être renvoyer. Ce ne sera pas une excuse de dire qu'on a faim. On a faim, mais il faut quand même satisfaire les exigences de ces gens par qui on peut en un instant être condamné à avoir encore plus faim. Quand on n'en peut plus, on n'a qu'à forcer. Toujours forcer. En sortant de l'usine, rentrer aussitôt chez soi pour éviter la tentation de dîner, et attendre l'heure du sommeil, qui d'ailleurs sera troublé parce que même la nuit on a faim. Le lendemain, forcer encore. Tous ces efforts, ils auront leur contre-partie : les quelques billets, les quelques pièces qu'on recevra au travers d'un guichet. Que demander d'autre ? On n'a droit à rien d'autre. On est là pour obéir et se taire. On est au monde pour obéir et se taire.

Compter sous par sous. Pendant huit heures de travail, on compte sous par sous. Combien de sous rapporteront ces pièces ? Qu'est-ce que j'ai gagné cette heure-ci ? Et l'heure suivante ? En sortant de l'usine, on compte encore sous par sous. On a un tel besoin de détente que toutes les boutiques attirent. Est-ce que je peux prendre un café ? Mais ça coûte dix sous. J'en ai déjà pris un hier. Il me reste tant de sous pour la quinzaine. Et ces cerises ? Elles coûtent tant de sous. On fait son marché : combien coûtent les pommes de terre, ici ? Deux cents mètres plus loin, elles coûtent deux sous de moins. Il faut imposer ces deux cents mètres à un corps qui se refuse à marcher. Les sous deviennent une obsession. Jamais, à cause d'eux, on ne peut oublier la contrainte de l'usine. Jamais on ne se détend. Ou, si on fait une folie — une folie à l'échelle de quelques francs — on subira la faim. Il ne faut pas que ça arrive souvent : on finirait par travailler moins vite, et par un cercle impitoyable la faim engendrerait encore plus de faim. Il ne faut pas se faire prendre par ce cercle. Il mène à l'épuisement, à la maladie, à la mort. Car quand on ne peut plus produire assez vite, on n'a plus droit à vivre. Ne voit-on pas les hommes de 40 ans refusés partout, à tous les bureaux d'embauche, quels que soient leurs certificats ? A 40 ans, on est compté comme un incapable. Malheur aux incapables.

La fatigue. La fatigue, accablante, amère, par moments douloureuse au point qu'on souhaiterait la mort. Tout le monde, dans toutes les situations, sait ce que c'est que d'être fatigué, mais pour cette fatigue-là il faudrait un nom à part. Des hommes vigoureux, dans la force de l'âge, s'endorment de fatigue sur la banquette du métro. Pas après un coup dur, après une journée de travail normale. Une journée comme il y en aura une encore le lendemain, le surlendemain, toujours. En descendant dans la rame de métro, au sortir de l'usine, une angoisse occupe toute la pensée : est-ce que je trouverai une place assise ? Ce serait trop dur de devoir rester debout. Mais bien souvent il faut rester debout. Attention qu'alors l'excès de fatigue n'empêche pas de dormir! Le lendemain il faudrait forcer encore un peu plus.

La peur. Rares sont les moments de la journée

où le cœur n'est pas un peu comprimé par une angoisse quelconque. Le matin, l'angoisse de la journée à traverser. Dans les rames de métro qui mènent à Billancourt, vers 6 h. ½ du matin, on voit la plupart des visages contractés par cette angoisse. Si on n'est pas en avance, la peur de la pendule de pointage. Au travail, la peur de ne pas aller assez vite, pour tous ceux qui ont du mal à y arriver. La peur de louper des pièces en forçant sur la cadence, parce que la vitesse produit une espèce d'ivresse qui annule l'attention. La peur de tous les menus accidents qui peuvent amener des loupés ou un outil cassé. D'une manière générale, la peur des engueulades. On s'exposerait à bien des souffrances rien que pour éviter une engueulade. La moindre réprimande est une dure humiliation, parce qu'on n'ose pas répondre. Et combien de choses peuvent amener une réprimande! La machine a été mal réglée par le régleur; un outil est en mauvais acier; des pièces sont impossibles à bien placer : on se fait engueuler. On va chercher le chef à travers l'atelier pour avoir du boulot, on se fait rembarrer. Si on l'avait attendu à son bureau, on aurait risqué une engueulade aussi. On se plaint d'un travail trop dur ou d'une cadence impossible à suivre, on s'entend brutalement rappeler qu'on occupe une place que des centaines de chômeurs prendraient volontiers. Mais pour oser se plaindre, il faut véritablement qu'on n'en puisse plus. Et c'est ça la pire angoisse, l'angoisse de sentir qu'on s'épuise ou qu'on vieillit, que bientôt on n'en pourra plus. Demander un poste moins dur ? Il faudrait avouer qu'on ne peut plus occuper celui où on est. On risquerait d'être jeté à la porte. Il faut serrer les dents. Tenir. Comme un nageur sur l'eau. Seulement avec la perspective de nager toujours, jusqu'à la mort. Pas de barque par laquelle on puisse être recueilli. Si on s'enfonce lentement, si on coule, personne au monde ne s'en apercevra seulement. Qu'est-ce qu'on est ? Une unité dans les effectifs du travail. On ne compte pas. A peine si on existe.

Discipline

La contrainte. Ne jamais rien faire, même dans le détail, qui constitue une initiative. Chaque geste est simplement l'exécution d'un ordre. En tout cas pour les manœuvres spécialisés. Sur une machine, pour une série de pièces, cinq ou six mouvements simples sont indiqués, qu'il faut seulement répéter à toute allure. Jusqu'à quand? Jusqu'à ce qu'on reçoive l'ordre de faire autre chose. Combien durera cette série de pièces? Jusqu'à ce que le chef donne une autre série. Combien de temps restera-t-on sur cette machine? Jusqu'à ce que le chef donne ordre d'aller sur une autre. On est à tout instant dans le cas de recevoir un ordre. On est une chose livrée à la volonté d'autrui. Comme ce n'est pas naturel à un homme de devenir une chose, et comme il n'y a pas de contrainte tangible, pas de fouet, pas de chaînes, il faut se plier soi-même à cette passivité. Comme on aimerait pouvoir laisser son âme dans la case où on met le carton de pointage, et la reprendre à la sortie! Mais on ne peut pas. Son âme, on l'emporte à l'atelier. Il faut tout le temps la faire taire. A la sortie, souvent on ne l'a plus, parce qu'on est trop fatigué. Ou si on l'a encore, quelle douleur, le soir venu, de se rendre compte de ce qu'on a été huit heures durant ce jour-là, et de ce qu'on sera huit heures encore le lendemain, et le lendemain du lendemain...

Quoi encore ? L'importance extraordinaire que prend la bienveillance ou l'hostilité des supérieurs immédiats, régleurs, chef d'équipe, contremaître, ceux qui donnent à leur gré le « bon » ou le « mauvais » boulot, qui peuvent à leur gré aider ou engueuler dans les coups durs. La nécessité perpétuelle de ne pas déplaire. La nécessité de répondre aux paroles brutales sans aucune nuance de mauvaise humeur, et même avec déférence, s'il s'agit d'un contremaître. Quoi encore ? Le « mauvais boulot », mal chronométré, sur lequel on se crève pour ne pas « couler » le bon, parce qu'on risquerait de se faire engueuler pour vitesse insuffisante; ce n'est jamais le chronométreur qui a tort. Et si ça se produisait trop souvent, on risquerait le renvoi. Et tout en se crevant, on ne gagne à peu près rien, justement parce que c'est du « mauvais boulot ». Quoi encore? Mais ça suffit. Ça suffit pour montrer ce qu'est une vie pareille, et que si on s'y soumet, c'est, comme dit Homère au sujet des esclaves, « bien malgré soi, sous la pression d'une dure nécessité ».

LA GRANDE DÉTENTE

Dès qu'on a senti la pression s'affaiblir, immédiatement les souffrances, les humiliations, les rancœurs, les amertumes silencieusement amassées pendant des années ont constitué une force suffisante pour desserrer l'étreinte. C'est toute l'histoire de la grève. Il n'y a rien d'autre.

Des bourgeois intelligents ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement. J'ai entendu moi-même un ouvrier intelligent dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée par les patrons pour gêner ce même gouvernement. Cette rencontre est drôle. Mais aucune provocation n'était nécessaire. On pliait sous le joug. Dès que le joug s'est desserré, on a relevé la tête. Un point c'est tout.

Comment est-ce que ça s'est passé ? Oh ! bien simplement. L'unité syndicale n'a pas constitué un facteur décisif. Bien sûr, c'est un gros atout, mais qui joue dans d'autres corporations beaucoup plus que pour les métallos de la région parisienne, parmi lesquels on ne comptait, il y a un an, que quelques milliers de syndiqués. Le facteur décisif, il faut le dire, c'est le gouvernement du Front populaire. D'abord, on peut enfin — enfin! — faire une grève sans police, sans gardes mobiles. Mais ça, ça joue pour toutes les corporations. Ce qui compte surtout, c'est que les usines de mécanique travaillent presque toutes pour l'Etat, et dépendent de lui pour boucler le budget. Cela, chaque ouvrier le sait. Chaque ouvrier, en voyant arriver au pouvoir le parti socialiste, a eu le sentiment que, devant le patron, il n'était plus le plus faible. La réaction a été immédiate.

Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas attendu la formation du nouveau gouvernement? Il ne faut pas, à mon avis, chercher là-dessous des manœuvres machiavéliques. Nous ne devons pas non plus, nous autres, nous hâter de conclure que la classe ouvrière se méfie des partis ou du pouvoir d'Etat.

Nous aurions, par la suite, de sérieuses désillusions. Bien sûr, il est réconfortant de constater que les ouvriers aiment encore mieux faire leurs propres affaires que de les confier au gouvernement. Mais ce n'est pas, je crois, cet état d'esprit qui a déterminé la grève. Non. En premier lieu on n'a pas eu la force d'attendre. Tous ceux qui ont souffert savent que lorsqu'on croit qu'on va être délivré d'une souffrance trop longue et trop dure, les derniers jours d'attente sont intolérables. Mais le facteur essentiel est ailleurs. Le public, et les patrons, et Léon Blum lui-même, et tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. C'est que dans ce mouvement il s'agit de bien autre chose que de telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle. Si le gouvernement avait pu obtenir pleine et entière satisfaction par de simples pourparlers, on aurait été bien moins content. Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

Une joie

Oui, une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai passé quelques heures avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine! Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus de doigts, elles ne font plus de mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. On cesse enfin d'avoir besoin de lutter à tout instant, pour conserver sa dignité à ses propres yeux, contre une tendance presque invincible à se soumettre corps et âme. Joie de voir les chefs se faire familiers par force, serrer des mains, renoncer complètement à donner des ordres. Joie de les voir attendre docilement leur tour pour avoir le bon de sortie que le comité de grève consent à leur accorder. Joie de dire ce qu'on a sur le cœur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte à côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine — le rythme qui correspond à la respiration, aux battements du cœur, aux mouvements naturels de l'organisme humain — et non à la cadence imposée par le chronométreur. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme les soldats en permission pendant la guerre. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission. Des souvenirs qui mettront un peu de fierté au cœur, qui laisseront un peu de chaleur humaine sur tout ce métal.

On se détend complètement. On n'a pas cette énergie farouchement tendue, cette résolution mêlée d'angoisse si souvent observée dans les grèves. On est résolu, bien sûr, mais sans angoisse. On est heureux. On chante, mais pas *l'Internationale*, pas la *Jeune Garde;* on chante des chansons, tout simplement, et c'est très bien. Quelques-uns font des plaisanteries, dont on rit pour le plaisir de s'entendre rire. On n'est pas méchant. Bien sûr, on est heureux de faire sentir aux chefs qu'ils ne sont pas les plus forts. C'est bien leur tour. Ça leur fait du bien. Mais on n'est pas cruel. On est bien trop content. On est sûr que les patrons céderont. On croit qu'il y aura un nouveau coup dur au bout de quelques mois, mais on est prêt. On se dit que si certains patrons ferment leurs usines, l'Etat les reprendra. On ne se demande pas un instant s'il pourra les faire fonctionner aux conditions désirées. Pour tout Français, l'Etat est une source de richesse inépuisable. L'idée de négocier avec les patrons, d'obtenir des compromis, ne vient à personne. On veut avoir ce qu'on demande. On veut l'avoir parce que les choses qu'on demande, on les désire, mais surtout parce qu'après avoir si longtemps plié, pour une fois qu'on relève la tête, on ne veut pas céder. On ne veut pas se laisser rouler, être pris pour des imbéciles. Après avoir passivement exécuté tant et tant d'ordres, c'est trop bon de pouvoir enfin pour une fois en donner à ceux mêmes de qui on les recevait. Mais le meilleur de tout, c'est de se sentir tellement des frères...

Et après?

Et les revendications, que faut-il en penser? Il faut noter d'abord un fait bien compréhensible, mais très grave. Les ouvriers font la grève, mais laissent aux militants le soin d'étudier le détail des revendications. Le pli de la passivité contracté quotidiennement pendant des années et des années ne se perd pas en quelques jours, même quelques jours si beaux. Et puis ce n'est pas au moment où pour quelques jours on s'est évadé de l'esclavage qu'on peut trouver en soi le courage d'étudier les conditions de la contrainte sous laquelle on a plié jour après jour, sous laquelle on pliera encore. On ne peut pas penser à ça tout le temps. Il y a des limites aux forces humaines. On se contente de jouir, pleinement, sans arrière-pensée, du sentiment qu'enfin on compte pour quelque chose; qu'on va moins souffrir; qu'on aura des congés payés — cela, on en parle avec des yeux brillants, c'est une revendication qu'on n'arrachera plus du cœur de la classe ouvrière — qu'on aura de meilleurs salaires et quelque chose à dire dans l'usine, et que tout cela, on ne l'aura pas simplement obtenu, mais imposé. On se laisse, pour une fois, bercer par ces douces pensées, on n'y regarde pas de plus près.

Or, ce mouvement pose de graves problèmes. Le problème central, à mes yeux, c'est le rapport entre les revendications matérielles et les revendications morales. Il faut regarder les choses en face. Est-ce que les salaires réclamés dépassent les possibilités des entreprises dans le cadre du régime? Et si oui, que faut-il en penser? Il ne s'agit pas simplement de la métallurgie, puisqu'à juste titre le mouvement revendicatif est devenu général. Alors ? Assisterons-nous à une nationalisation progressive de l'économie sous la poussée des revendications ouvrières, à une évolution vers l'économie d'Etat et le pouvoir totalitaire? Ou à une recrudescence du chômage? Ou à une reculade des ouvriers obligés de baisser la tête une fois de plus sous la contrainte des nécessités économiques? Dans chacun de ces cas, ce beau mouvement aurait une triste issue.

Contrôle ouvrier

J'aperçois, pour moi, une autre possibilité. Il est à vrai dire délicat d'en parler publiquement dans un moment pareil. En plein mouvement revendicatif, on ose difficilement suggérer de limiter volontairement les revendications. Tant pis. Chacun doit prendre ses responsabilités. Je pense, pour moi, que le moment serait favorable, si on savait l'utiliser, pour constituer le premier embryon d'un contrôle ouvrier. Les patrons ne peuvent pas accorder des satisfactions illimitées, c'est entendu; que du moins ils ne soient plus seuls juges de ce qu'ils peuvent ou disent pouvoir. Que partout où les patrons invoquent comme motif de résistance la nécessité de boucler le budget, les ouvriers établissent une commission de contrôle des comptes constituée par quelques-uns d'entre eux, un représentant du syndicat, un technicien membre d'une organisation ouvrière. Pourquoi, là où l'écart entre leurs revendications et les offres du patronat est grand, n'accepteraient-ils pas de réduire considérablement leurs prétentions jusqu'à ce que la situation de l'entreprise s'améliore, et sous la condition d'un contrôle syndical permanent ? Pourquoi même ne pas prévoir dans le contrat collectif, pour les entreprises qui seraient au bord de la faillite, une dérogation possible aux clauses qui concernent les salaires, sous la même condition? Il y aurait alors enfin et pour la première fois, à la suite d'un mouvement ouvrier, une transformation durable dans le rapport des forces. Ce point vaut la peine d'être sérieusement médité par les militants responsables.

Un autre problème, qui concerne plus particulièrement les bagnes de la mécanique, est lui aussi à considérer. C'est la répercussion des nouvelles conditions de salaires sur la vie quotidienne à l'atelier. Tout d'abord, l'inégalité entre les catégories sera-t-elle intégralement maintenue ou diminuée? Il serait déplorable de la maintenir. L'effacer serait un soulagement, un progrès prodigieux quant à l'amélioration des rapports entre ouvriers. Si on se sent seul dans une usine, et on s'y sent très seul, c'est en grande partie à cause de l'obstacle qu'apporte aux rapports de camaraderie de petites inégalités, grandes par rapport à ces maigres salaires. Celui qui gagne un peu moins jalouse celui qui gagne un peu plus. Celui qui gagne un plus méprise celui qui gagne un peu moins. C'est ainsi. Ce n'est pas ainsi pour tous, mais c'est ainsi pour beaucoup. On ne peut pas sans doute encore établir l'égalité, mais du moins on peut diminuer considérablement les différences. Il faut le faire. Mais ce qui me paraît le plus grave, le voici. On aura, pour chaque catégorie, un salaire minimum. Mais le travail aux pièces est maintenu. Que se passera-t-il alors en cas de « bons coulés », c'est-à-dire au cas où le salaire calculé en fonction des pièces exécutées est inférieur au salaire minimum? Le patron réglera la différence, c'est entendu. La fatigue, le manque de vivacité, la malchance de tomber sur du « mauvais boulot » ou de travailler sur une machine détraquée ne seront plus automatiquement punis par un abaissement presque illimité des salaires. On ne verra plus une ouvrière gagner douze francs dans une journée parce qu'elle aura dû attendre quatre ou cinq heures qu'on ait fini de réparer sa machine. Très bien. Mais il y a à craindre alors qu'à cette injuste punition d'un salaire dérisoire se substitue une punition plus impitoyable, le renvoi. Le chef saura de quels ouvriers il a dû relever le salaire pour observer la clause du contrat, il saura quels ouvriers sont restés le plus souvent au-dessous du minimum. Pourra-t-on l'empêcher de les mettre à la porte pour rendement insuffisant? Les pouvoirs du délégué d'atelier peuvent-ils s'étendre jusque-là? Cela me paraît presque impossible, quelles que soient les clauses du contrat collectif. Dès lors, il est à craindre qu'à l'amélioration des salaires corresponde une nouvelle aggravation des conditions morales du travail, une terreur accrue dans la vie quotidienne de l'atelier, une aggravation de cette cadence du travail qui déjà brise le corps, le cœur et la pensée. Une loi impitoyable, depuis une vingtaine d'années, semble faire tout servir à l'aggravation de la cadence.

Faire l'avenir

Je m'en voudrais de terminer sur une note triste. Les militants ont, en ces jours, une terrible responsabilité. Nul ne sait comment les choses tourneront. Plusieurs catastrophes sont à craindre. Mais aucune crainte n'efface la joie de voir ceux qui toujours, par définition, courbent la tête, la redresser. Ils n'ont pas, quoi qu'on suppose du dehors, des espérances illimitées. Il ne serait même pas exact de parler en général d'espérance. Ils savent bien qu'en dépit des améliorations conquises le poids de l'oppression sociale, un instant écarté, va retomber sur eux. Ils savent qu'ils vont se retrouver sous une domination dure, sèche et sans égards. Mais ce qui est illimité, c'est le bonheur présent. Ils se sont enfin affirmés. Ils ont enfin fait sentir à leurs maîtres qu'ils existent. Se soumettre par force, c'est dur; laisser croire qu'on veut bien se soumettre, c'est trop. Aujourd'hui, nul ne peut ignorer que ceux à qui on a assigné pour seul rôle sur cette terre de plier, de se soumettre et de se taire plient, se soumettent et se taisent seulement dans la mesure précise où ils ne peuvent pas faire autrement. Y aura-t-il autre chose? Allons-nous enfin assister à une amélioration effective et durable des conditions du travail industriel? L'avenir le dira; mais cet avenir, il ne faut pas l'attendre, il faut le faire.

S. GALOIS.

CHEZ RENAULT

Aux portes ! voilà les mobiles !

Il est des choses vraiment curieuses à voir, tant elles sortent, de ce que l'on s'est habitué à considérer comme normal : ainsi la naissance et la spontanéité du mouvement dans la plus importante firme métallurgique de la région parisienne : Renault.

Depuis quelques jours le mouvement était lancé chez Nieuport, et l'on en parlait à peine. Puis, un matin, de superbes affiches jaunes annoncent aux travailleurs de Billancourt, l'extension de ce mouvement aux usines Farman et réclament soutien et solidarité. Le lendemain jeudi, rentrée matinale, calme et normale; puis des bruits naissent, qui ne sont pas ceux des machines, et circulent de bouche à oreille, suivis de très près du « on débraye » exécuté spontanément.

Un mot d'ordre ? Non ! Car aussitôt c'est une invraisemblable pagaïe et à part quelques ateliers mieux organisés il faudra plusieurs heures pour arriver à nommer des délégués d'équipe, puis d'atelier. Le lendemain vendredi est jour de promenade, car il fait beau, et chacun en profite pour visiter l'usine où il travaille; beaucoup, ne connaissant que leur atelier et le chemin pour s'y rendre, sont tout étonnés, après avoir fait bien des kilomètres, de ne pas avoir tout vu. Des concerts improvisés se créent un peu partout et même l'on danse; diverses réunions sont tenues par les élus boulonnais : Morizet et Costes qui le soir donnent l'ordre d'évacuer pendant les fêtes et la discussion des accords. Cependant, le mardi de Pentecôte, la reprise du travail a lieu avec un enthousiasme restreint, et cela dure jusqu'au jeudi soir vers 6 heures, heure à laquelle les délégués nous apprennent que les pourparlers sont rompus. Aussitôt, cessation du travail et organisation de l'occupation permanente.

Le ravitaillement assuré du mieux possible, les positions de nuit sont prises et beaucoup se couchent, plus mal que bien, espérant pouvoir dormir un peu malgré le froid. Mais, vers minuit des cris éclatent : « *Debout et tous aux portes ! voilà les mobiles!* » En un clin d'œil, des barres et des chaînes doublent les portes en fer pendant que s'accumulent par derrière d'énormes gueuses en fonte et autres instruments de poids. Et pendant que des gaillards décidés attendent de pied ferme, les plus habiles déjà sur le toit caressent les tuiles.

L'alerte avait été donnée un peu vite par un camarade peut-être un peu nerveux, qui avait aperçu une patrouille de gardes dans les rues.

Quelle flamme et quel enthousiasme chez tous ces syndiqués d'hier, car il faut considérer que 10 % seulement des trente et quelques mille ouvriers et ouvrières de l'usine étaient organisés avant le mouvement. Les adhésions ont lieu maintenant en masse, et les quelques hésitants sont vite ralliés.

L'impression qui se dégage est celle d'une masse énorme qui reprend conscience de sa dignité et qui est capable de grandes choses parce qu'elle se sent les coudes dans l'unité. Il est aussi très encourageant de constater l'attitude « amicale » des chefs de service et contremaîtres et de voir les plus intraitables devenir conciliants.

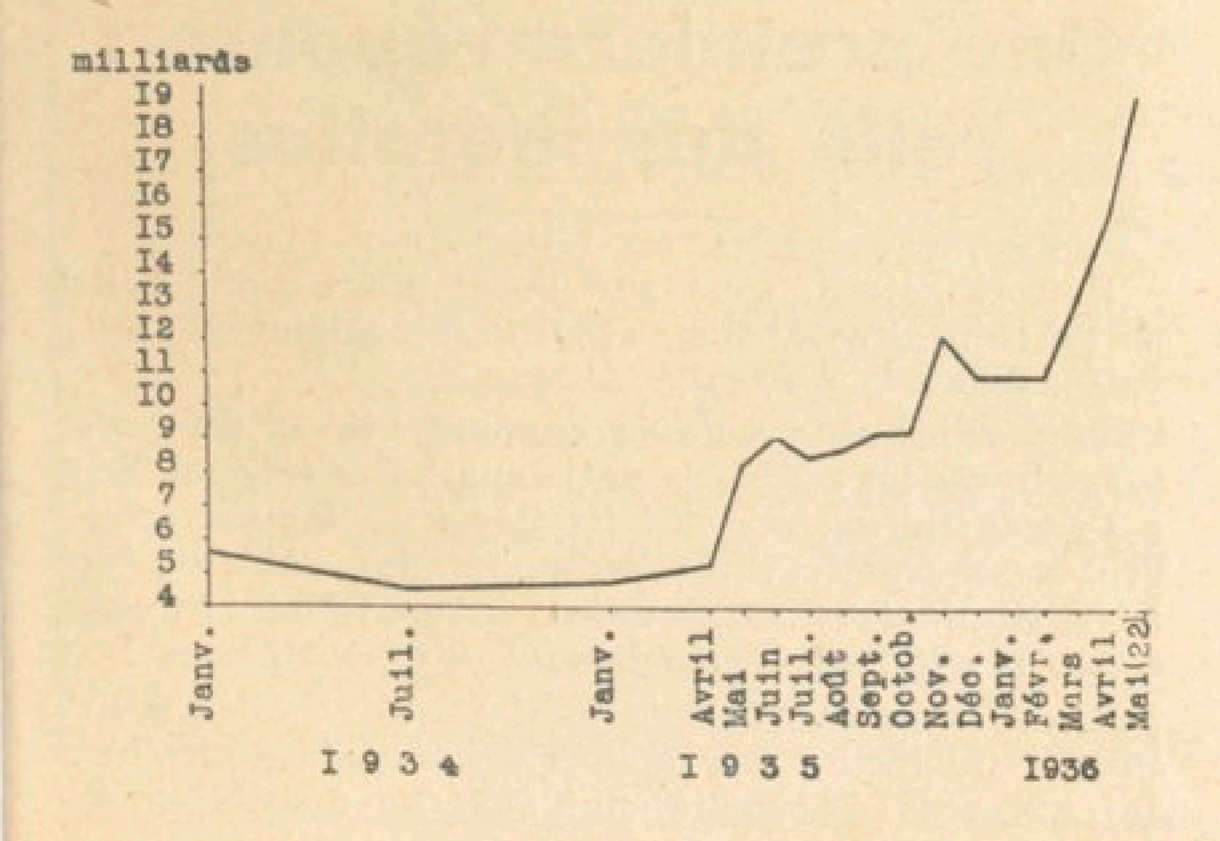
La résistance aux revendications — modérées — des ouvriers ne vient plus maintenant de la direction de l'usine, mais de bien plus haut puisque les pourparlers ont été rompus par ordre du « Comité des Forges ». Il faut espérer qu'à la parution de ces lignes le patronat aura été obligé de capituler. Vive l'unité !

L. A.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

La planche à billets

La courbe ci-dessous indique l'augmentation du portefeuille dit « commercial » de la Banque de France : en réalité, les billets tirés par la Banque pour permettre à l'Etat de solder ses dépenses. (Voir dans la *R. P.* du 25 avril, dans la note sur l'inflation, le mécanisme de l'opération.)



Dépréciation monétaire ou cafouillage

Au jour où j'écris j'ignore le programme financier immédiat que le gouvernement Blum adoptera, mais il n'est pas besoin d'être prophète pour affirmer que c'est exclusivement de ce programme que dépendra le succès, au moins provisoire, de l'expérience dite « socialiste ».

Ou bien Blum, malgré son discours au Conseil National, fera ce qu'a fait Mac Donald en Angleterre, Roosevelt en Amérique, Van Zeeland en Belgique : il dépréciera la monnaie, et les mêmes conséquences qu'en Angleterre, en Amérique et en Belgique, se produiront : sous ce coup de fouet, l'activité économique capitaliste reprendra, les finances de l'Etat se rétabliront et l'économie capitaliste française repartira pour une période d' « euphorie » et de « prospérité » (1) que viendra simplement interrompre, à brève échéance

(1) Sur le mécanisme par lequel la dépréciation monétaire produit ses effets, je renvoie aux nombreux articles que la *R. P.* a consacré à cette question depuis sa fondation. En particulier aux derniers : celui du 25 avril 35 sur la dépréciation du belga, celui du 25 mai 35, lorsque la dépréciation du franc apparut définitivement comme une nécessité.

d'ailleurs, la prochaine crise économique mondiale. Cependant, cela durera assez longtemps pour que la popularité du « Front populaire » puisse bénéficier, durant un temps, de la reprise économique qui, grâce à la dépréciation du franc, se sera produite sous son règne.

Mais si, au contraire, Blum cède aux objurgations communistes, s'il sacrifie aux imbéciles considérations de prestige qui consistent, en maintenant la valeur du franc, à maintenir à leur pleine valeur tout le poids des dettes des particuliers et de l'Etat et à faire la vie en France plus chère que partout ailleurs (sauf en Suisse et en Hollande), la course est courue : quelles que mesures que l'on puisse adopter par ailleurs, quels que trucs que l'on puisse imaginer, tous les désastreux effets produits par la politique de « déflation » suivie en France depuis 1933 (date du début de la reprise mondiale) continueront à se produire à une cadence seulement plus accélérée du fait que la bourgeoisie n'aura plus intérêt à soutenir une expérience qui ne sera plus le fait de son gouvernement. Et alors, quel cafouillage !

Succès provisoire, ou chute rapide et ignominieuse, voici ce qu'attend le nouveau ministère et la nouvelle majorité selon qu'ils déprécieront le franc (que ce soit par dévaluation ou inflation, que ce soit ouvertement ou avec camouflage), ou qu'ils en maintiendront la valeur. Tout le reste... n'est que littérature.



Action directe ou « sagesse » et misère ?

Il faut reconnaître que la présence des socialistes au gouvernement a contribué d'une manière utile à notre redressement, en ce sens qu'un tel gouvernement, ayant une plus grande autorité sur les syndicats ouvriers, a permis à l'économie nationale d'éviter les conflits qui se produisent souvent en période d'amélioration des affaires.

J. Wallenberg,
directeur de la plus grande banque suédoise.
(*L'Information*, 19 mai 36.)

Les représentants socialistes au sein du cabinet se sont comportés très loyalement et très sagement, ne formulant aucune revendication particulière, s'abstenant de tout appel à la mystique des salaires (sic !), *s'employant à contribuer à l'apaisement et à* entraver toute agitation ouvrière.

M. H. Jaspar,
chef du parti libéral belge.
(*L'Information*, 21 mai 36.)

La baisse du franc signifierait donc la fin de la crise pour la bourgeoisie française, mais signifierait-elle *ipso facto*, par elle-même, la fin de la crise, la fin des bas salaires pour les prolétaires français ? En aucune manière. Nous l'avons dit et redit : le taux des salaires, des salaires *réels*, n'est qu'une question de force, entre bourgeoisie et prolétariat. La reprise de l'activité économique facilite la lutte du prolétariat pour l'amélioration de ses conditions de vie, mais cette lutte *il faut qu'il la fasse;* s'il ne la fait pas, la reprise de l'activité économique profite exclusivement à la bourgeoisie.

C'est ce qui est arrivé notamment en Suède et en Belgique. Les déclarations que nous reproduisons en tête de cette note le montrent surabondamment. Elles ont été faites tout récemment par deux grands bourgeois éminemment représentatifs l'un et l'autre à un rédacteur de l'*Information* chargé d'enquêtes en pays à gouvernements socialistes.

En Suède et en Belgique, les syndicats sont étroitement liés à un parti politique; la classe ouvrière y est d'une docilité exemplaire à l'égard de ses « représentants »; aussi, pour ne pas gêner « ses » ministres, la classe ouvrière s'y est-elle abstenue de profiter, pour poser ses revendications, de la vigoureuse reprise économique qui s'est manifestée dans ces deux pays après que leurs monnaies respectives eurent été dépréciées. Le rôle des ministres socialistes fut d' « *éviter les conflits* », d' « *entraver l'agitation ouvrière* ». De ce fait, le bénéfice de la dépréciation monétaire a pu aller *tout entier* à la bourgeoisie, et celle-ci peut se déclarer aujourd'hui entièrement satisfaite des excellents services que lui ont rendus les ministres socialistes, services que n'auraient jamais pu lui rendre à degré égal des ministres bourgeois.

Toute autre a été, rappelons-le, l'attitude de la classe ouvrière américaine. Indépendants des partis politiques, les syndicats ouvriers des Etats-Unis ont rigoureusement réagi à la dépréciation du dollar. Celle-ci ayant amené une baisse de leurs salaires réels, les ouvriers américains ont déclenché la plus formidable vague de grèves qui ait jamais déferlé sur le territoire des Etats-Unis.

Dans un article, que la *R. P.* a signalé à l'époque si je ne me trompe, *Advance*, l'organe des syndicats de l'Habillement de New-York, disait fort justement, lorsque Roosevelt inaugurait son New Deal : « Le New Deal n'est, en soi, ni bon ni mauvais pour la classe ouvrière; il lui offre seulement une occasion de se battre; si la classe ouvrière saisit cette occasion et lutte, les conséquences du New Deal et de la dépréciation du dollar qui en est la pièce maîtresse peuvent être excellentes pour elle. »

C'est exactement de la même manière que se pose actuellement la question pour la classe ouvrière française : le gouvernement du Front populaire et la dépréciation du franc, s'il la réalise, offrent au prolétariat français une occasion excellente de lutter; s'il la saisit, s'il « *agit directement* », il profitera du Front populaire et de la reprise de l'activité économique; sinon, s'il attend passivement que le « gouvernement populaire » agisse pour lui, s'il se laisse endormir par « ses » ministres, c'est lui qui pâtira de la baisse du franc, et sa misère sera la rançon des éloges que les Wallenberg et les Jaspar français ne manqueront pas alors de décerner à la « loyauté » et à la « sagesse » des ministres socialistes de ce pays.



Une première réponse : celle des métallos

Pour l'instant, c'est sur la première voie, celle de l'action directe, que s'aiguille le prolétariat français.

Quel admirable sens de l'opportunité et du geste à faire ont les ouvriers parisiens ! Pas très enclins à l'organisation, certes ! Faciles à se laisser prendre et reprendre aux boniments des hâbleurs de la politique, très certainement encore ! Mais, comme sens du combat, véritablement extraordinaires !

Exactement le moment qu'il fallait choisir pour entrer en lutte : un gouvernement d'aujourd'hui qui n'a plus d'autorité, puisqu'il va démissionner

demain, un gouvernement de demain auquel il faut donner le sérieux avertissement qu'on ne se contentera pas de belles phrases, mais qu'on veut du *positif :* augmentation des salaires, diminution de la durée de travail par la semaine de 40 heures, frein à l'absolutisme patronal par l'institution de délégués d'ateliers munis de pouvoirs.

Exactement le point sur lequel il fallait d'abord commencer à frapper : la métallurgie, seule branche d'industrie dans laquelle la « prospérité » est revenue, à cause des armements, celle qui fait les plus gros bénéfices et qui également paie les plus bas salaires.

Exactement le mode de lutte qui convenait : l'occupation des usines que le développement considérable de l'outillage rend maintnant si efficace, le patron, dont la plus grande partie des capitaux est désormais employée en machines de haut prix, ne craignant rien autant que la bagarre à l'intérieur des ateliers. Le sommeil de la flicaille est fonction de la valeur du matériel.

Durant toutes ces dernières années, c'étaient les fonctionnaires qui avaient dû, presque seuls, soutenir le combat en retraite. Maintenant c'est l'industrie privée qui amorce l'offensive. Sage et judicieux relais.

RENDEZ EUPEN !

S'il est un fait récent qui montre bien la nécessité de réviser le traité de Versailles, c'est le résultat des élections belges. On avait, lors de Versailles déclaré que la région d'Eupen était incontestablement belge, que les habitants brûlaient d'envie d'être rattachés à la Belgique, qu'ils ne demandaient qu'à être libérés du « joug » de l'Allemagne. Résultat : après 19 ans d'occupation et d'administration belges, 3.264 citoyens d'Eupen votent blanc, c'est-à-dire pour le rattachement à l'Allemagne, contre 1.040 seulement qui votent belge; plus de 3 contre 1; une paille !

Pour oser prétendre encore après cela que la paix de Versailles a été une paix juste, qu'elle a respecté le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, premier des 14 points sur lesquels l'armistice avait été établi, il faut vraiment tout le culot de notre bourgeoisie !

La première chose qu'il convient de faire est de rendre Eupen à l'Allemagne.

On ne pourra combattre efficacement Hitler qu'en rendant d'abord justice à l'Allemagne.

Révision ! Révision !

R. LOUZON.

DEUX LETTRES DE VICTOR SERGE

LETTRE A SES AMIS

Bruxelles, mai 1936.

Chère Magdeleine Paz,
Chers amis,

Mes années de captivité en U.R.S.S. sont finies. C'est à vous que je le dois. Ma captivité commença en 1928, aussitôt après mon exclusion du Parti communiste russe, par le refus des passeports pour l'étranger, le boycottage littéraire, des formes variées, mais harcelantes, de persécution. Votre action de soutien commença dès alors, pour devenir pendant mon emprisonnement et ma déportation une lutte de tous les jours, presque physique, je le sais, comme lorsqu'il vous fallut imposer votre parole à un congrès d'écrivains réunis pour défendre les droits de la pensée (partout ailleurs sans doute qu'au sein de la révolution défigurée...). Nos vieilles amitiés, cimentées en une quinzaine d'années à travers toutes les crises de la révolution en Russie et en Europe, ont su, grâce à vous, mobiliser efficacement la solidarité révolutionnaire. J'ai vu, vécu bien des tristesses depuis dix ans, j'ai vu des combattants d'Octobre défaillir sous la contrainte et la répression, perdre toute clairvoyance dans l'étouffement, s'abaisser pour vivoter à des palinodies; j'ai vu fusiller en U.R.S.S. des jeunes communistes; j'ai vu le grand parti de Lénine devenir ce qu'il est devenu — un puissant appareil gouvernemental fondé sur le privilège et l'obéissance passive —; j'ai partagé la misère du peuple qui a fait le plus depuis un demi-siècle pour la libération des hommes. Expérience amère et qui me situe loin des bonimenteurs. Je pensais souvent à vous en l'accomplissant, parce que mes seules chances de salut tenaient à votre action. Le régime ne lâche jamais un objecteur. Pour le communiste opposant, pour l'écrivain libre, pour le témoin gênant que je suis, comme pour tous les objecteurs socialistes, anarchistes, syndicalistes, communistes de gauche, trotskistes ou autres, il n'est en U.R.S.S. ni amnistie ni libération, ni possibilité de vivre d'aucune sorte, *jamais*. Les camps de concentration, la prison, la déportation, les passeports spéciaux impliquant la haute surveillance et l'interdiction de séjour, alternent sans cesse dans leurs destinées. Pour moi, j'étais voué, on me l'avait bien dit, à de longues réclusions... Mais je savais que vous existiez, que vous agissiez; je le savais même quand le cabinet noir coupa toute ma correspondance, et que mon isolement devint absolu. (La censure alla jusqu'à me supprimer l'*Humanité*...). Je comptais sur vous pour redevenir un vivant, c'est-à-dire, à ma façon bien entendu, un combattant. Je consentais aussi, de meilleur cœur, à succomber dans cette lutte obscure, sachant que vous ne permettriez pas que ce fût en vain. Le révolutionnaire n'en demande pas plus; voulant vivre pour persévérer, il accepte le risque utile. Je ne m'attribue dans tout ceci d'importance qu'en tant que représentant — par la force des choses — d'un principe et d'une minorité : du droit de penser dans la révolution et de la minorité qui maintient ce droit. A quel prix !

Ma libération m'apparaît comme un succès de la solidarité ouvrière acquis par votre inlassable effort. Entre tous, et tous savent que je n'en oublie aucun, je veux nommer ici quelques hommes et quelques équipes de militants : Jacques Mesnil avec qui, dès 1921, à Moscou, je partageai certaines inquiétudes, Marcel Martinet, cher poète de la *Nuit*, si solide et si lucide sur sa couche de malade, si sûr dans l'amitié, si sûr dans le combat, les camarades de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, de la *Révolution Prolétarienne*, des *Humbles*, de la *Vérité*, de la *Critique Sociale*, du *Combat Marxiste*, les écrivains prolétariens groupés autour de Poulaille... C'est ma fierté d'avoir mérité l'appui de camarades si dissemblables à divers égards, affirmant ensemble toutes les nuances de l'esprit révolutionnaire d'aujourd'hui. Il ne s'agit ici, entre nous, ni de remerciements ni même de gratitude, mais d'une réalité autrement profonde, autrement sérieuse dans ses conséquences et qui s'appelle la solidarité. Nous faisons tous face au fascisme et nous avons derrière nous une révolution en proie à une terrible réaction intérieure. Beaucoup d'entre nous sont coincés entre deux répressions. Exemple frappant, ces camarades italiens que l'U.R.S.S. ne consent à laisser sortir qu'à la condition qu'ils se laisseront embarquer à Odessa pour l'Italie... Serrons-nous donc les coudes. Soyons fraternels jusque dans nos désaccords de tendances. Solidarité d'abord.

Est-il bien nécessaire que je revienne ici sur mon cas personnel? Le moins possible. (A moins que d'aucuns n'en veuillent discuter; tout à leur disposition...). Vous avez dit là-dessus tout ce qu'il y avait à dire. Jacques Mesnil a donné dans la *R. P.* une information rigoureusement exacte. Quelques menteurs quasi professionnels ont tant menti qu'ils ont fini par se démentir eux-mêmes... Ça se traite par le mépris. Vaste est le temps du mépris. Malraux ne sait peut-être pas combien ce temps est vaste! — En deux mots, s'il y avait une légalité soviétique, je pourrais souligner que j'ai été arrêté sans mandat d'arrêt, mis au secret sans inculpation précise, interrogé sur mes idées, mes livres, mes relations, déporté sans savoir exactement pourquoi. Et j'ai jugé tout à fait vain de me renseigner ou d'en appeler... à qui? Il n'est qu'un détail capital que je doive vous faire connaître parce qu'une vie en dépend. On finit par me sortir un faux, mais un faux criant, incontestable, signé (paraît-il) de ma belle-sœur, qui avait été ma dactylo, Anita Roussakova. Quand je me fâchai, on le rétracta et cette jeune femme fut mise en liberté. Mais comme, en décembre dernier, mon départ pour l'étranger, et par conséquent mon passage par Moscou devenait imminent, elle fut de nouveau arrêtée et elle vient, après trois mois d'instruction secrète, d'être déportée *pour cinq ans* à Viatka. C'est une petite employée tout à fait apolitique, d'un caractère ombrageux et craintif. Le jeu est odieusement clair : il ne fallait pas que je puisse, la rencontrant à Moscou, faire la lumière sur les dessous du mauvais coup manqué contre moi. Des inquisiteurs qui peuvent tout de même être appelés à répondre de leurs procédés — surtout quand ils échouent ! — défendent leurs carrières.

En déportation, je fus, comme des milliers d'autres, privé de toutes possibilités de travail... J'écrivis. La censure et la poste firent disparaître tous les manuscrits que je leur confiai. J'ai écrit deux ouvrages à Orenbourg, un témoignage (*Les Hommes perdus*) et un roman faisant suite à *Ville Conquise* (*La Tourmente*) et des poèmes. Tous mes manuscrits, avec tous mes documents et souvenirs per-

sonnels sont encore en souffrance à la censure, à Moscou...

Laissez-moi maintenant vous parler des autres. Il est humiliant de penser qu'une certaine solidarité littéraire a aussi joué pour moi, qui ne peut pas jouer pour les autres, simples et grands révolutionnaires sans encriers... De ceux-là, les congrès d'écrivains ne voudront peut-être pas entendre parler du tout. Les autres sont des milliers et des dizaines de milliers. Quiconque pense ou pensa il y a dix ans autrement que ne l'entend la bureaucratie dirigeante est aujourd'hui, là-bas, voué aux pénitenciers. Je n'exagère rien, je pèse mes syllabes, je puis étayer chacune d'elles de preuves tragiques et de noms. Parmi cette masse de victimes et d'objecteurs, silencieux pour la plupart, une héroïque minorité m'est proche entre toutes, précieuse par son énergie, sa clairvoyance, son stoïcisme, son attachement au bolchévisme de la grande époque. Ils sont quelques milliers, communistes de la première heure, compagnons de Lénine et de Trotski, bâtisseurs des républiques soviétiques quand existaient les Soviets, à invoquer contre la déchéance intérieure du régime les principes du socialisme, à défendre comme ils peuvent (et ils ne peuvent plus que consentir à tous les sacrifices) les droits de la classe ouvrière. J'ai franchi la frontière sous l'accablante impression de la mort de l'un des plus doués parmi mes camarades de l'opposition communiste russe: Solntsev. Ses convictions lui avaient d'abord valu trois ans de prison; puis on en ajouta deux (car on a inventé ça : d'en ajouter !). Libéré en 1934 et naturellement déporté dans un coin perdu de la Sibérie occidentale où il lui fut impossible d'obtenir du travail. Arrêté au bout de quelques mois sans motifs plausibles (mais penser à des motifs précis est dérisoire et un peu ridicule), frappé d'une nouvelle peine insensée de cinq ans de réclusion, se refuse à la subir et commence une grève de la faim mortelle. Au dix-huitième jour de son lent suicide, satisfaction lui est donnée de n'être que déporté de nouveau, cette fois auprès de sa femme et de son enfant, déportés eux aussi, cela va de soi. Il part et meurt en chemin. (C'est au moment où toute la presse soviétique, commentant un discours de Staline, annonce un nouveau tournant vers l'humanité... Vaste, vaste est le temps du mépris !).

Pensons à ceux-là, aux vivants et aux morts. La classe ouvrière d'Occident ne peut pas les lâcher, les intellectuels n'ont pas le droit de les ignorer. Il n'y a pas d'hommes qui aient plus fait pour la révolution, qui se soient donnés à elle plus profondément. En leur refusant le droit à la vie, le régime bureaucratique foule aux pieds les principes mêmes de la révolution d'Octobre. Le parti de Lénine n'a jamais conçu la dictature du prolétariat que comme une démocratie des travailleurs. Dictature pour briser la résistance des classes expropriées, démocratie pour former la conscience nouvelle des classes libérées, pour bâtir le socialisme, pour aérer sans cesse la nouvelle maison... Que nous reste-t-il de la révolution d'Octobre si tout ouvrier qui se permet une revendication ou une appréciation critique est voué au pénitencier ? Ah, l'on peut bien ensuite instituer je ne sais quel vote secret ! — Chers amis, je ne veux pas polémiquer. Je vous apporte le message des enfermés de là-bas. Ils tiendront tant qu'il faudra, jusqu'au bout, dussent-ils ne pas voir se lever sur la révolution une nouvelle aurore. Ils savent qu'ils ont peu de chances de la voir... Ils vous saluent fraternellement. Les révolutionnaires d'Occident peuvent compter sur eux; la flamme sera maintenue, ne serait-ce que dans les prisons. Ils comptent aussi sur vous. Vous devez, nous devons les défendre, pour défendre la démocratie ouvrière dans le monde, restituer à la dictature du prolétariat son visage de libératrice, rendre un jour à l'U.R.S.S. sa grandeur morale et la confiance des travailleurs, maintenir le socialisme au-dessus des boues...

Victor SERGE.

◇◆◇

LETTRE A ANDRÉ GIDE

Bruxelles, mai 1936.

Cher André Gide,

Vous avez présidé naguère à Paris un congrès international d'écrivains réunis pour la défense de la culture, où la question du droit de penser en U.R.S.S. ne se posa qu'à mon propos et, semble-t-il, contre la volonté de la majorité des congressistes. J'apprends que vous avez tenté à cette époque certaines démarches pour sauver mes manuscrits retenus à la censure de Moscou. Ils y sont encore avec tous mes papiers personnels, tous mes souvenirs, tous mes travaux ébauchés, tout ce qu'on amasse de papiers précieux en une vie... Du peu que vous avez fait pour moi, comme de l'impartialité dont vous avez fait preuve à l'égard de mes amis qui me défendaient et auxquels on refusait la parole, je vous remercie. Si mon cas personnel vous intéresse, vous trouverez quelques renseignements à ce sujet dans une lettre à Magdeleine Paz, dont je vous joins copie. Je me tiens d'ailleurs à votre disposition.

Il s'agit peu de vous et de moi en réalité dans le grand drame auquel nous participons. Vous êtes venu prendre place parmi les révolutionnaires, André Gide, permettez qu'un communiste vous parle en toute franchise de ce qui nous domine du plus haut. Je me souviens des pages de votre journal, dans lesquelles vous notiez en 1932 votre adhésion de principe au communisme parce qu'il assure le libre développement de la personnalité. (Je reconstitue de mémoire votre pensée, plus un livre ne me reste et le loisir me fait défaut pour rechercher votre texte.) Je lus ces pages à Moscou avec un sentiment bien contradictoire. Je fus d'abord heureux de vous voir venir au socialisme, vous dont j'avais suivi — d'assez loin — la pensée depuis mes enthousiasmes de jeunesse. Puis, je fus navré du contraste entre vos affirmations et la réalité dans laquelle j'étais plongé. Vos pages de journal me tombaient sous les yeux à une époque où personne autour de moi ne se fût risqué à tenir un journal, dans la conviction que la police politique fût infailliblement venue le chercher quelque nuit... Je dus éprouver à vous lire un sentiment assez analogue à celui des combattants qui, dans les tranchées, recevaient les gazettes de l'arrière et y trouvaient des proses lyriques sur la dernière guerre du droit, etc... Se pouvait-il, me demandai-je, que vous ne sachiez rien de nos luttes, rien de la tragédie d'une révolution ravagée à l'intérieur par la réaction ? Dès alors, pas un travailleur ne pouvait émettre une opinion, quelle qu'elle fût et fût-ce à voix basse, sans être aussitôt chassé du parti, du syndicat, de l'atelier, emprisonné, déporté... Trois années se sont passées depuis, quelles années ! Marquées par les hécatombes qui ont suivi la fin de Kirov, par la déportation en masse d'une partie de la population de Léningrad, par l'emprisonnement de plusieurs milliers de communistes de la première heure, par le surpeuplement des camps de concentration qui sont à coup sûr les plus vastes du monde...

Si je vous comprends vraiment, cher André Gide, votre courage a toujours été de vivre les yeux

ouverts. Vous ne pouvez pas les fermer aujourd'hui sur cette réalité — ou vous n'auriez plus le droit moral de dire un mot aux ouvriers pour lesquels le socialisme est bien plus qu'un concept: l'œuvre de leur chair, et de leur esprit, le sens même de leur vie.

Condition de la pensée ? Une sèche doctrine, vidée de tout son contenu, durement imposée dans tous les domaines; et réduite dans tout ce qui s'imprime, sans exception, à la répétition mot à mot ou au plus plat commentaire des propos d'un seul. L'histoire remaniée à fond chaque année, les encyclopédies refondues, les bibliothèques épurées pour rayer partout le nom d'un Trotski, supprimer ou salir d'autres compagnons de Lénine, mettre la science au service de l'agitation du moment, lui faire dénoncer hier la Société des Nations comme un bas instrument de l'impérialisme anglo-français, lui faire révéler aujourd'hui en la S.D.N. un instrument de paix et de progrès humain... Condition de l'écrivain, c'est-à-dire en définitive de l'homme qui fait profession de parler pour beaucoup d'autres qui sont sans voix ? Nous avons vu Gorki remanier ses souvenirs sur Lénine pour faire dire à Lénine, dans la dernière édition, le contraire exactement de ce qu'il disait dans certaine page de la première... Une littérature dirigée dans ses moindres manifestations, un mandarinat littéraire admirablement organisé, grassement rétribué, bien-pensant comme il sied. Quant aux autres... Qu'est devenu le frère en esprit de notre grand Alexandre Blok, l'auteur d'une *Histoire de la pensée russe contemporaine*, Ivanov-Razoumnik ? Il était en prison quand j'y étais, en 1933. Est-il vrai, comme on l'affirme, que le vieux poète symboliste Vladimir Piast ait fini par se suicider en déportation ? Son crime était grand : il versait dans le mysticisme. Mais voici des matérialistes de nuances diverses: qu'est devenu Herman Sandomirski, auteur d'ouvrages réputés sur le fascisme italien, condamné à mort sous l'ancien régime ? dans quel pénitencier, dans quelle déportation chemine-t-il et pourquoi ? Où est Novomirski, lui aussi forçat sous l'ancien régime, initiateur de la première encyclopédie soviétique, condamné récemment à dix ans de camp de concentration — pourquoi ? Ces deux-là sont des vétérans anarchistes. Souffrez que je vous nomme aussi des communistes, combattants d'Octobre et intellectuels de grande classe (je souffre assez d'avoir à les nommer) : Anychev, à qui nous devons le seul *Essai d'histoire de la Guerre civile* honnête et clair qu'il y ait en russe; Gorbatchev, Lélévitch, Vardine, tous les trois critiques et historiens de la littérature. Ces quatre suspects de sympathie pour la tendance Zinoviev. Camps de concentration. Les suivants sont des trotskistes, les plus durement traités parce qu'ils sont plus fermes, emprisonnés ou déportés depuis huit ans : Fédor Dingelstedt, professeur d'agronomie à Léningrad, Grégory Yakovine, professeur de sociologie; notre jeune et grand Solntsev est mort en janvier des suites d'une grève de la faim... Je me borne à nommer ici des écrivains, André Gide, où il faudrait remplir des pages qui seraient émaillées de noms de héros. Il m'humilie un peu de faire cette concession à l'esprit de caste des gens de plume, pardonnez-la moi. Qu'est devenu l'exemplaire Bazarov, pionnier du socialisme russe, disparu depuis cinq ans ? Qu'est devenu le fondateur de l'Institut Marx et Engels, Riazanov ? Mort ou vivant après ses longues luttes de la prison de Verkhnéouralsk, l'historien Soukhanov qui nous a donné une monumentale histoire de la révolution de février 1917 ? De quel prix paie-t-il le sacrifice de sa conscience qu'on exigea de lui et qu'il eut la faiblesse de consentir ?

La condition humaine ? Vous sentez bien qu'il faut s'arrêter. Aucun péril intérieur ne justifie cette répression insensée, sinon celui qui s'invente dans les ténèbres pour les besoins de la Sûreté Générale. Il est même frappant que le fonctionnement en quelque sorte gratuit d'un formidable appareil policier, faisant des multitudes de victimes, institue dans les pénitenciers soviétiques de véritables écoles de contre-révolution où les citoyens d'hier se trempent en ennemis de demain. On n'y voit qu'une explication et c'est qu'apeurée devant les conséquences de sa propre politique et habituée à l'exercice d'un pouvoir absolu sur des masses sans droit, la bureaucratie dirigeante a perdu le contrôle d'elle-même. Il faudrait toucher ici au problème des salaires réels tombés en général extrêmement bas; à la législation ouvrière dans laquelle la contrainte intervient scandaleusement; au système des passeports intérieurs qui prive la population du droit de se déplacer; aux lois spéciales instituant la peine de mort contre les travailleurs et même contre les enfants; au système des otages qui fait frapper impitoyablement toute une famille pour la faute d'un seul; à la loi qui punit de mort le travailleur qui tente de franchir la frontière de l'U.R.S.S. sans passeport (retenez qu'il lui est impossible d'obtenir un passeport pour l'étranger) et ordonne la déportation de tous ses proches.

Nous faisons front contre le fascisme. Comment lui barrer la route avec tant de camps de concentration derrière nous ? Le devoir n'est plus simple, vous le voyez, et il n'appartient plus à personne de le simplifier. Nul conformisme nouveau, nul mensonge sacré ne saurait empêcher le suintement de cette plaie. La ligne de défense de la révolution n'est plus uniquement sur la Vistule et à la frontière mandchoue. Le devoir de défendre la révolution à l'intérieur contre le régime réactionnaire qui s'est installé dans la cité prolétarienne, frustrant peu à peu la classe ouvrière de la plus grande partie de ses conquêtes, n'est pas le moins impérieux. En un sens seulement, l'U.R.S.S. demeure la plus grande espérance des hommes de notre temps : c'est que le prolétariat soviétique n'a pas dit son dernier mot.

Il se peut, cher André Gide, que cette lettre amère vous apprenne quelque chose. Je l'espère. Je vous conjure de ne point fermer les yeux. Voyez derrière les nouveaux maréchaux, les propagandes ingénieuses et coûteuses, les parades, les défilés, les congrès — vieux monde, vieux monde que tout cela ? — la réalité d'une révolution atteinte dans ses œuvres vives et qui nous appelle tous à son secours. Concédez-moi qu'on ne la sert pas en taisant son mal ou en se voilant la face pour l'ignorer.

Nul mieux que vous ne représente cette grande *intelliguentsia* d'Occident qui, si elle a beaucoup fait pour la civilisation, a beaucoup à se faire pardonner du prolétariat pour n'avoir pas compris ce qu'était la guerre en 1914, pour avoir méconnu la révolution russe à ses débuts, dans sa grandeur, pour n'avoir pas assez défendu les libertés ouvrières. Maintenant qu'elle se tourne enfin avec sympathie vers la révolution socialiste incarnée par l'U.R.S.S., il faut bien qu'elle choisisse en son for intérieur entre l'aveuglement et la lucidité. Laissez-moi vous dire qu'on ne peut servir la classe ouvrière et l'U.R.S.S. qu'en toute lucidité. Laissez-moi vous demander, au nom de ceux qui, là-bas, ont tous les courages, d'avoir le courage de cette lucidité.

Victor SERGE.

LA POLITIQUE SOCIALE DE L'ÉGLISE

« Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le bagne capitaliste... aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre les racines de la religion, contre le règne du Capital sous toutes ses formes. »

LENINE.

La lutte contre l'Eglise, soutien du régime, est inséparable de la lutte de classes; elle n'est qu'un des aspects du combat à mener contre le Capitalisme.

Envisagée sous cet angle, elle ne risque pas de détourner les travailleurs de leur véritable devoir révolutionnaire pour les entraîner vers un anticléricalisme purement idéologique et sans contenu social. Au contraire, elle doit simplifier leur action, clarifier la situation, en démasquant un des alliés les plus redoutables du Capitalisme. Cette lutte s'impose pour libérer le prolétariat de toutes les formes d'esclavage spirituel et matériel qui pèsent sur lui et menacent l'action révolutionnaire.

Elle est devenue une obligation impérieuse depuis que l'Eglise s'est fait une nouvelle arme de sa politique sociale, dangereuse — elle est un piège pour l'ouvrier abusé, agressive — elle attaque véhémentement le marxisme en tant que doctrine philosophique et politique, le communisme, le socialisme, le syndicalisme reconnaissant la lutte de classes.

L'Eglise dispose de moyens si puissants que vouloir ignorer la menace qu'elle constitue pour le prolétariat révolutionnaire c'est aller au-devant d'échecs certains.

◇◇◇

La religion est par essence conservatrice. La *philosophie* religieuse est née d'une inadaptation de l'homme au milieu. « La religion est née à une époque extrêmement reculée des représentations erronées, primitives des hommes, relatives à leur propre nature et à la nature environnante » (Engels.)

Elle tend à conserver cette inadaptation :

1° En face du milieu physique, en faisant croire à l'individu que cet univers est l'œuvre d'un Dieu, qu'il est sorti d'une volonté et d'une intelligence divines impénétrables. Elle met donc, de par son existence même, une borne à l'intelligence humaine. C'est ce qu'exprimait Gœthe quand il écrivait que « c'est à cause du mythe de Jésus que le monde pourra rester encore stationnaire pendant 10.000 ans et que personne ne raisonne convenablement, car il faut dépenser autant d'énergie, de science, d'intelligence et d'ingéniosité pour défendre ce mythe que pour le réfuter »;

2° En face du milieu social, en faisant croire à l'homme que les lois humaines sont d'origine divine, elle lui interdit d'essayer de pénétrer le secret d'apparition de ces lois, la source de la structure économique et politique. Elle empêche l'homme de poser, en termes humains, le sens de la destinée humaine; en outre, par le vain mirage d'une vie meilleure, elle neutralise ses efforts pour changer le milieu terrestre. Elle joue le rôle « d'opium du peuple ».

Le même caractère conservateur se retrouve dans la *morale* chrétienne, morale de classe destinée à maintenir les hommes dans une captivité perpétuelle. « Les principes sociaux du christianisme glorifient la lâcheté, la mortification de soi-même, la soumission, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille; mais pour le prolétariat qui ne veut être traité comme le rebut du genre humain, le courage, la conscience, le sentiment de la fierté et de l'indépendance sont plus importants que le pain quotidien. Les principes sociaux du christianisme portent l'empreinte de la servilité et de l'hypocrisie, tandis que le prolétariat est révolutionnaire » (Marx).

Or, ce sont précisément ces modes de pensée et ces règles de conduite que nous trouvons à la base de la politique sociale de l'Eglise. Comment s'étonner qu'elle soit conservatrice ?

Nous proposant d'étudier les principaux caractères de cette politique, nous démontrerons :

1° Que les préoccupations sociales des papes ont été dictées par des considérations d'intérêts, imposées par les circonstances, que l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière n'a pas été le but des encycliques;

2° Qu'étant donné la personnalité des promoteurs du mouvement, chefs d'une organisation la plus puissamment hiérarchisée qui soit, leurs doctrines politiques ne pouvaient être que réactionnaires;

3° Que le but de cette politique est de maintenir le statu quo, de conserver, en le restaurant, le régime capitaliste, soutien et allié de l'Eglise.

Nous ne retiendrons dans cette étude que le point de vue de l'Eglise officielle et non celui des « francs-tireurs »; les mouvements non orthodoxes n'étant pas tolérés dans cette organisation si fortement disciplinée et autoritaire. Ils sont mis au ban de la société ecclésiastique.

La doctrine sociale de l'Eglise est contenue dans un certain nombre d'encycliques papales; nous n'étudierons que les plus importantes : *Rerum Novarum* (1891), *Graves de Communi* (1901), *Quadragesimo Anno* (1931), *Caritate Christi* (1932). Au dire des clercs et des « laïcs » de l'Eglise chrétienne, les papes ont découvert la question sociale et nous ont donné, dans ces encycliques, une solution au conflit qui met aux prises « classes supérieures et classes inférieures ».

Au premier congrès mondial de la J.O.C., tenu à Bruxelles en 1935, M. Van Zeeland, président du Conseil dans un gouvernement à participation socialiste, s'exprimait ainsi : « Soyez en sécurité, vous avez la doctrine économique et sociale la plus complète, la plus sûre qui soit, la seule vraiment cohérente, la plus adaptée aux nécessités de l'heure : vous la trouverez dans les encycliques pontificales. » Voyons ce que valent ces documents, comment et par qui ils furent élaborés.

Causes du mouvement

Il serait faux de croire que l'Eglise, qui a légitimé l'esclavage, le servage, la colonisation et la guerre, qui depuis qu'elle est constituée a partout et toujours soutenu les puissants, toléré ou couvert leurs abus, s'est brusquement inquiétée du sort des travailleurs et a décidé de se prononcer contre le salariat. La politique sociale des papes, imposée par les circonstances (dès 1871), a été un *moyen* et *non une fin;* le sort des travailleurs ne les intéressa que dans la mesure où la pénétration des classes ouvrières pouvait devenir un instrument de domination.

Causes profondes

I. — Perte du pouvoir temporel

En 1848, une révolution avait ébranlé la puissance du pape, la république avait été proclamée à Rome. En 1870, Pie IX perdait les Etats de l'Eglise. L'abolition de son pouvoir temporel le mettait dans l'obligation, pour affermir son prestige, de reconquérir sa place de chef d'Etat sérieusement compromise, afin de faire valoir avec éclat ses prétentions. A la mort de Pie IX, le Vatican n'entretenait plus de relations cordiales ou pacifiques qu'avec l'Amérique du Sud, l'Espagne et l'Autriche (1). En 1871, Léon XIII, successeur de Pie IX, entreprit de faire regagner à l'Eglise le terrain perdu par elle. Pour parvenir à ses fins, il devenait nécessaire de changer de tactique. Il adopta une attitude souple, se pliant aux circonstances, tendant à pénétrer toutes les politiques du monde. « Le chef du catholicisme sort de son isolement, il prend contact avec la société moderne, il en évalue les forces politiques et sociales, puis il prépare et met en œuvre les moyens qu'il estime les plus propres à dominer ces forces » (M. Pernot).

Son premier soin est de renouer des *alliances.* Profitant des luttes qui mettent partout aux prises bourgeoisie et prolétariat, Léon XIII se présente comme un allié des pouvoirs établis et leur propose de ramener les travailleurs, au nom de leurs propres intérêts, sous la domination de la classe dirigeante inféodée à l'Eglise. En Espagne, il se rapproche des Bourbons : « L'Eglise est la meilleure amie et la plus généreuse bienfaitrice des princes et des peuples » (1887). Pour se concilier les bonnes grâces de l'empereur d'Allemagne en lutte avec le socialisme, il attaque et condamne le principe de la démocratie (*Quod aspotolici,* 1878). Dans l'espoir d'amener l'Angleterre à adhérer à son projet d'union des Eglises, il sacrifie résolument les irlandais catholiques. L'accroissement d'influence de la France lui fait rechercher un rapprochement avec le gouvernement républicain. L'alliance avec la France est devenue indispensable pour se concilier la Russie et voir se former un bloc capable de faire contrepoids à la Triplice. Il négocie avec la Suisse, la Belgique, le Portugal. Partout il renoue les relations du Saint-Siège avec les puissances.

Quel est le but de ces alliances ? — Il s'agit de s'immiscer dans la vie des gouvernements et de monnayer l'appui qu'il va offrir en concessions faites à l'Eglise. En Allemagne, Léon XIII, manœuvrant habilement entre le parti catholique et le gouvernement impérial, sait obtenir de Bismarck le retrait des lois de Mai. En France, l'appui qu'il prête au gouvernement républicain contre le péril socialiste, dénoncé par lui à grands cris, lui vaut de faire écarter la question de la séparation et d'atténuer singulièrement les lois sur les congrégations.

La Papauté arbitre. — Cet élément conservateur est très apprécié des chancelleries qui, nous le voyons, ont toutes repris l'habitude de « payer assez cher, par des concessions octroyées aux catholiques, l'appui moral ou politique qu'elles obtenaient du Vatican » (M. Pernot, ouvrage cité). L'univers a reconnu dans l'Eglise « la médiatrice entre les princes et les peuples », l'arbitre tout désigné pour trancher les conflits au profit des puissants. Son alliance est sûre, car c'est ses propres intérêts qu'elle défend en consolidant la cause des princes. « Lorsqu'ils auront reconnu que l'Eglise de J.-C. possède, pour détourner le fléau du socialisme, une vertu qui ne se trouve ni dans les lois humaines, ni dans les répressions de magistrats, ni dans les armes des soldats, qu'ils rétablissent enfin cette Eglise dans la condition et la liberté qu'il lui faut pour exercer, dans l'intérêt de la société, sa très salutaire influence » (*Quod apostolici*).

II. — Instauration de la République en France

Les institutions républicaines, l'anticléricalisme de la bourgeoisie au pouvoir pouvaient devenir des obstacles à l'accroissement de la puissance des papes. Cette menace les oblige à lutter, puis à pactiser avec l'ennemi. Après avoir fait une opposition systématique à la République et s'être solidarisé avec tous les partis de réaction, notamment avec le parti royaliste, Léon XIII, diplomate rusé, se rendant compte de son erreur de tactique, décide de se rapprocher du gouvernement républicain. Heurter de front les institutions démocratiques s'est révélé dangereux, mieux vaut s'immiscer dans les rouages du gouvernement, pour dominer et diriger la République. D'accord avec les royalistes, qui écrivaient dans le *Gaulois* « qu'entrer dans la République c'est la mieux investir et c'est un acheminement nécessaire vers la monarchie », Léon XIII décida « d'embrasser la gueuse pour la mieux étouffer ».

Alliance avec la bourgeoisie. — Au lieu de laisser se cimenter un bloc des gauches contre la droite, Léon XIII trouve habile de spéculer sur la peur qu'ont les républicains des revendications ouvrières pour se les concilier. La bourgeoisie, qui se croit menacée — « le péril est à gauche » — écarte les querelles religieuses, abandonne son anticléricalisme de façade et se déclare prête à faire des concessions, afin que le pape calme les esprits. Celui-ci, qui vient de voir la République sortir victorieuse du scandale de Panama et qui veut avoir les mains libres pour les élections, publie l'encyclique *Lœtitia sanctae.* Des conseils, fort sages, sont donnés aux ouvriers; il les exhorte à ne pas fuir le travail pénible et les détourne « de ces visées à un rang supérieur, de ces aspirations inconsidérées vers un égal partage des biens ».

Conquête du suffrage universel. — Le mot d'ordre est donc de se pousser jusqu'aux leviers de commande; pour s'en saisir, la meilleure tactique est encore de pénétrer au Parlement, d'où la nécessité de gagner les masses ouvrières maîtresses du scrutin. Pour capter leur suffrages, il va devenir indispensable de feindre s'intéresser à leur sort, de parler peuple. Il faudra adopter une réforme sociale, exploiter habilement les désillusions provoquées par la carence de la IIIe République en matière de législation sociale, se présenter comme le « défenseur des classes inférieures », sans pour cela ris-

(1) Sur cette question, voir l'ouvrage de M. Pernot : « Le Saint-Siège, l'Eglise catholique et la politique mondiale ».

quer d'inquiéter les bailleurs de fonds, les gros patrons. « Il faut reconquérir le suffrage universel, là est notre seul moyen de salut. Mais comment ? Le suffrage universel est simpliste. Quand on lui parle d'améliorer le sort des prolétaires, il commence à comprendre; pour qu'il écoute encore, il faut un programme. On proposait des lois sur les accidents, la diminution des heures de travail, et nos journaux s'en moquaient, nos députés votaient contre le plus souvent. Alors, quoi, disait le suffrage universel, que faites-vous pour nous? Où est votre programme ? » (Naudet). De tels avertissements furent entendus, l'Eglise eut un programme électoral. La classe ouvrière est donc un instrument, l'atout suprême dans les mains de l'Eglise. Une démagogie éhontée sera le résultat de cette décision. C'est l'époque des pèlerinages ouvriers à Rome, des réceptions par le pape, de la mise en œuvre des ressources inépuisables de la thaumaturgie la plus grossière, de la pompe théâtrale du culte pour attirer les foules populaires ignorantes et superstitieuses. Le pape publie une encyclique sur saint Joseph, modeste ouvrier, dans laquelle il prodigue ses encouragements et son auguste flatterie à la classe ouvrière. Tous les moyens sont bons pour conquérir, amadouer les masses.

Immixtion dans la politique. — Ouvertement ou insidieusement, l'Eglise s'immisce dans la vie politique du pays. Ceux qui refusent de la considérer comme un adversaire politique et social devraient bien relire l'histoire de la IIIe République, fertile en exemples de la persistante intrusion du clergé dans le domaine politique. Dès sa fondation, la République est en butte à l'opposition acharnée de l'Eglise. Elle est l'instigatrice de tous les complots tramés pour le rétablissement de la monarchie; elle est la responsable de toutes les campagnes d'intimidation destinées à faire capituler le parti républicain. Chaque échec provoque chez les réacteurs un déchaînement de fureur et de frayeur, feinte, habilement mise en valeur pour semer la panique et orienter l'assemblée vers la droite. La discussion du projet J. Ferry sur la création des écoles normales dans chaque département et sur la lettre d'obédience provoqua chez les évêques des déclarations indignées, certains se déclarèrent prêts au martyre! Lavigerie avait écrit après la démission de Mac-Mahon : « Il ne manque pas d'Hérodes pour mettre les têtes sur des plats et d'Hérodiades pour la demander. Qu'avons-nous de mieux à faire que de nous y prêter ? » Tous les prétextes sont bons pour prêcher la guerre civile et saper les institutions républicaines. En quelques années, un « tournant » radical aura d'ailleurs lieu dans la politique du clergé. Lavigerie, acteur consommé, après avoir comploté contre la République sera, sur les ordres de son maître, l'homme du ralliement et du toast d'Alger. Pour le moment, ordre est donné de conquérir le suffrage universel, le clergé s'y emploie. Le procès intenté aux Assomptionnistes, en 1899, mit en lumière leurs agissements politiques, l'inquisition qu'ils avaient organisée, ainsi que le système d'espionnage et de délation institué dans toute la France. Il fut établi que dans chaque chef-lieu de département ils avaient créé un comité central d'hommes dévoués, ayant un correspondant dans chaque commune, qui devait renseigner l'Ordre sur la vie de la commune et l'existence privée des électeurs. Les frais étaient largement couverts par les quêtes faites par les nonnes pour la guerre sainte. Par la suite, ils fondèrent le comité « Justice-Egalité », qui se donnait pour objet d'intervenir directement dans les élections municipales, cantonales, législatives et présidentielles, et de triompher des mécréants comme les Croisés du moyen âge triomphaient des musulmans » (A. France, *L'Eglise et la République*). On n'a pas oublié l'action décisive que joua le pape dans l'élection de Deschanel à la présidence de la République (voir à ce sujet les révélations de H. Monet, *Revue de Paris* du 15 avril 1930, citées par Marceau Pivert dans son étude sur les Davidées).

Malgré la suspension du traitement des prêtres, reconnus coupables d'avoir transformé leur chaire en tribune électorale, sous le Concordat (300 suspensions de traitement furent décidées après les élections de 1889), malgré ses dénégations, l'Eglise n'a pas changé de tactique. La pastorale du cardinal Maurin, publiée en avril 1925, émane-t-elle d'un agent électoral ou d'un haut dignitaire de l'Eglise ? Elle est bien moins un document religieux qu'un programme politique destiné à assurer l'élection du Bloc National (1).

La définition du nonce parfait, citée par Racine en ses mémoires et donnée par le nonce Roberté, est toujours vraie et pourrait être étendue à un grand nombre de membres du clergé. « Il faut se frotter de théologie et se faire un fonds de politique ».

Il est établi que l'Eglise ne se cantonne pas dans le domaine philosophico-religieux, que même en France, où un parti confessionnel n'était guère viable, elle constitue un super-parti politique chargé « de distribuer ces forces (catholiques) entre les fractions les plus favorables à la conservation sociale et religieuse » (M. Pernot) et qu'il est du devoir strict du révolutionnaire de la suivre sur le terrain où elle s'est engagée et de la combattre au nom de la lutte contre le capitalisme.

Dans le domaine extérieur, les menées cléricales ne sont pas moins dangereuses; à plusieurs reprises, elles ont conduit le pays à deux doigts de la guerre, tant en Europe (Allemagne-Italie) qu'en Extrême-Orient et chez les musulmans.

III. — Nécessité de lutter contre le socialisme

En 1889, l'Eglise a vu se reconstituer l'Internationale écrasée après la Commune, le mouvement syndical s'affirme, les partis socialistes s'organisent; l'Eglise tremble ou feint de trembler : « Les socialistes, dans leurs conventicules secrets, poussent la multitude à la révolte. L'avenir de la société est en jeu » (*Graves de communi*). Une série de grèves fructueuses ont obligé les gouvernements à jeter du lest; si l'Eglise n'y prend garde, la question sociale va se régler sans elle. « Les pays protestants hérétiques montraient l'exemple. La législation anglaise sur la réglementation du travail (1871-78), la législation allemande (1884-89), suscitaient des comparaisons fâcheuses pour les pays d'obédience catholique » (A. Lapraz, *Bulletin de l'Association des Instituteurs Libres Penseurs de la Haute-Savoie*).

Lutte contre le socialisme. — Il s'agit donc de lutter contre le socialisme en dénonçant ses malfaisances, en lui empruntant ses mots d'ordre, mais en ayant soin de les émasculer pour ne pas s'aliéner les capitalistes. Pour lutter contre le socialisme, l'Eglise ira au peuple, la tactique est courante qui consiste « à embrasser avec éclat la cause des réformes sociales qui ne peuvent plus être évitées » (Debidour, *L'Eglise catholique et l'Etat sous la IIIe République*). La campagne antisocialiste aura

(1) « Pas de prélèvement sur le capital ni d'atteinte à la propriété. Pas d'accroissement de l'impôt sur le revenu; plus de monopoles. Economie sur les fonctionnaires; pas d'économie sur l'armée ni sur la marine », etc., etc.

ainsi le double avantage de saper l'œuvre de l'ennemi invétéré et de se concilier les bonnes grâces des possédants. Tous les papes ont lancé l'anathème contre le socialisme : « Doctrine perverse... Horrible et lamentable système radicalement contraire à la raison et au droit naturel... Pernicieuse invention... qui consiste à se servir des ouvriers pour piller, dilapider les propriétés de l'Eglise d'abord et ensuite celles de tous les particuliers, pour violer tous les droits humains et divins... Monstres effroyables qui sont la honte de la société et qui menacent d'être sa mort » (Origine du pouvoir civil 1881, *Quod apostolici*). Tous se sont servi de la menace de « ce fléau » pour faire valoir leur appui, tous ont affirmé que seule l'Eglise est capable de lutter contre « cette peste ». Mais lancer des invectives ne suffit plus, il s'agit maintenant de dissocier le bloc des masses ouvrières, polarisées par le socialisme, d'opposer organisations à organisations et de se livrer à une propagande habile auprès des masses à conquérir. Des siècles d'atavisme religieux en auront fait des instruments dociles, malléables, prêts à se laisser prendre au piège.

Tactique. — L'essentiel est de ne « jamais heurter les instincts de liberté et d'égalité, et nous reconstruirons plus rapidement que beaucoup ne le pensent l'édifice des corporations ouvrières » (Père Marquigni). Il s'agit bien moins de discuter, de persuader, que « d'incliner les âmes » à se soumettre au bon pasteur. « Il ne faut pas être intransigeant, mais plutôt insinuant ». Doucement, férocement, le prolétaire va être amené à renoncer à son unique bien : sa conscience de classe, le sentiment de la légitimité de sa révolte, la notion de son exploitation, l'éclatante certitude de connaître l'exploiteur; avec onctuosité, avec patience, il sera aveuglé, dupé, ligoté et condamné à un implacable esclavage spirituel et matériel. Diviser pour dominer est la grande règle, opposer l'un à l'autre les travailleurs sera les affaiblir. « Il n'y a pas de vraie fraternité en dehors de la charité chrétienne, donc pas de fraternité pour ceux qui ne sont pas chrétiens » (sur le Sillon, 1910). L'Eglise crée dans le pays un fort courant antisémite. Avant Hitler, elle proclame que chasser le juif serait résoudre la question sociale. Ce mouvement antijuif permettra à l'Eglise de grouper tous les ennemis de la République et de saper son œuvre tout en détournant l'ouvrier de sa lutte contre l'exploiteur. Une campagne violente est déclenchée par la *Croix* (appartenant aux Assomptionnistes). Une souscription pour une épée d'honneur offerte aux enfants d'Henry est ouverte. L'abbé Gros souscrit « pour une descente de lit en peau de youpin ». En même temps, une profusion d'œuvres de piété surgit dans toute la France. Les classes populaires sont « enveloppées et ligotées dans un réseau d'œuvres pieuses qui suivent et retiennent le chrétien pendant toute sa vie » (Debidour). Il s'agit de rendre l'ouvrier *humble* et *modeste* : « La bienveillance publique se tournera vers ces ouvriers actifs, modestes, mettant l'équité avant le gain et préférant à tout la religion du devoir » (*Rerum Novarum,* 1891); *d'en faire des hommes soumis,* « mon Dieu, donnez-moi l'amour de la dépendance » ; *reconnaissants de la charité des riches,* « l'aumône, attaquée par les socialistes, favorise les rapports sociaux en resserrant les liens que crée l'échange des services » (*Graves de communi,* 1901); *respectueux,* « saint Paul avait raison de prescrire aux femmes et aux esclaves de respecter, les unes dans leur mari, les autres dans leur maître, le Christ lui-même » (Fête de la royauté du Christ, 1922); *obéissants* « aux puissances supérieures qui tiennent de Dieu le droit de commander » (*Quod apostolici*). Il faut verser dans l'âme des pauvres courage et *résignation,* « chacun, sauf circonstances défavorables, occupe la place qu'il s'est procurée par sa conduite » (Benoît XV). Les inégalités sont « toutes choses voulues par le créateur de l'ordre harmonieux de la Providence comme les conditions normales et humaines de notre épreuve sanctifiante d'ici-bas » (*Principes de la Charité et de la justice chrétienne,* 1914). « *L'essentiel est de tuer en eux l'esprit de révolte* ». Ce qu'ils veulent, c'est moins la concorde que la stagnation et l'atonie : « Qui résiste au Pouvoir résiste à l'ordre établi par Dieu et ceux qui résistent s'attirent à eux-mêmes la damnation » (*Sur la constitution chrétienne des Etats,* 1885).

L' « opium du peuple » va faire de ces prolétaires abusés des « jaunes », des adeptes des syndicats chrétiens, qui saperont les tentatives de libération de leurs frères de classe restés dans les organisations révolutionnaires.

Causes immédiates

La politique sociale de l'Eglise, ébauchée depuis 1871, n'a connu un développement méthodique qu'après l'encyclique *Rerum Novarum* parue en 1891. Quelles sont les causes immédiates qui déterminèrent Léon XIII à élaborer ce programme de soutien de l'ordre capitaliste ?

Après de longues hésitations, des avances, des reculs, Léon XIII était, pour des raisons de tactique, décidé au ralliement, mais il jugeait opportun de retarder encore l'encyclique sur la question; prendre parti trop nettement pouvait lui aliéner les royalistes. Il était trop averti pour ne pas se rendre compte que cette politique de louvoiements n'était approuvée ni par les monarchistes, ni par les républicains, or ce n'était pas le moment de perdre les faveur de l'opinion, les finances de la Papauté étant en mauvais état; une perte de 20 millions dans le trésor avait obligé le pape à révoquer son trésorier Folchi. Il fallait à tout prix ménager l'aristocratie et laisser, apparemment, de côté la question gouvernementale. Lavigerie, homme de confiance, serait chargé des avances à la République; le pape, lui, se réserverait. Une encyclique sur la question sociale serait moins dangereuse que sur le ralliement; elle aurait, en outre, l'avantage de rassurer les capitalistes. Les gros industriels étaient inquiets des menées ouvrières et les prolétaires déçus de n'avoir pas obtenu la législation attendue sur les accidents du travail et les retraites ouvrières. Partout la question sociale s'imposait. En Amérique, le 1er mai 86 avait été sanglant. En 89, cent mille étaient en grève dans la Ruhr. Le congrès international socialiste, tenu à Paris en 89, venait de décider que le 1er mai 90 les ouvriers manifesteraient. A cette date, une intense agitation avait secoué le pays. Guillaume II, avide de jouer un rôle, avait convoqué à Berlin une conférence internationale pour la protection des travailleurs (1890). Léon XIII ne pouvait se laisser devancer par le « pape protestant », il fallait se prononcer sur la question sociale, sinon « paraître avoir négligé son devoir ». Le 1er mai 91 fut marqué par l'assassinat de dix ouvriers par la troupe à Fourmies. Une tempête d'indignation souleva les masses travailleuses. Quinze jours après ce massacre, *Rerum Novarum* était publiée « à une heure très opportune », déclare Pie XI.

Quarante ans après sa parution, à grand renfort de discours et de célébration solennelle, l'Eglise catholique fêtait l'anniversaire de cet « immortel document » et la publication d'une nouvelle encyclique sur le même sujet : *Quadragesimo anno.*

Causes. — La *guerre* a fait surgir des problèmes nouveaux, elle a ouvert une ère de crise d'une gravité sans précédent, le mécontentement des masses travailleuses s'affirme; si le régime croule, l'Eglise disparaît aussi.

La *Révolution russe* est une menace sérieuse pour la religion et pour le régime économique. « La question sociale attend toujours sa solution, mais il importe qu'elle ne soit pas résolue sans l'Eglise, pour qu'elle ne le soit pas contre elle » (Benoît XV, discours du 10 mars 1919).

Au moment où le régime capitaliste est menacé, le Vatican se doit de définir sa position. L'encyclique de la crise mondiale est une apologie du fascisme, forme exaspérée du capitalisme.

Les protagonistes

Nous avons vu que les raisons historiques qui ont dicté la politique sociale de l'Eglise sont purement intéressées et à caractère réactionnaire. Cette constatation n'est pas surprenante, l'Eglise est une puissance riche, antilibérale, traditionaliste, elle fait la politique de la classe qui la soutient. Voyons maintenant quelles étaient les mentalités des promoteurs du mouvement.

Traits généraux de la politique des papes. — Quels que soient les hommes qui se succèdent au Vatican, la politique de l'Eglise est dirigée par des principes séculaires, d'où une action persévérante, continue, parfaitement conséquente, tendant au même but : l'hégémonie de l'Eglise, la subordination du pouvoir civil au pouvoir religieux. Mais la rigidité de la doctrine catholique s'accommode fort bien d'un opportunisme qui lui permet de s'adapter aux circonstances, d'où des courants divers dans la politique papale, courants dictés par les événements et par le caractère de chacun des papes. Mais sous ces modalités différentes (1) la permanence de la doctrine s'avère rigoureusement respectée : il s'agit d'assurer le triomphe de l'Eglise. Tous les papes ont combattu systématiquement l'esprit de 89, la Déclaration des Droits de l'Homme, l'idéal démocratique, en proclamant que l'origine de tout pouvoir est en Dieu et en considérant les papes et les évêques comme les représentants de Dieu sur la terre. Tous, jusqu'en 1905, se sont opposés plus ou moins ouvertement aux institutions républicaines et se sont solidarisés avec les partis de réaction. Tous ont proclamé la subordination absolue de la société civile à la société religieuse. Tous ont basé leur politique sociale sur l'inviolabilité du droit de propriété et sur le principe d'autorité. Tous ont eu pour dessein de consolider l'ordre social existant en faisant accepter aux masses l'idée que les inégalités sociales sont choses naturelles, voulues; en prêchant le respect du statu quo, c'est-à-dire du salariat : de l'exploitation de l'homme par l'homme, en détournant les travailleurs de la lutte émancipatrice, en leur faisant croire à la possibilité d'un règlement amiable entre patrons et ouvriers. Tous ont condamné le socialisme (« doctrine perverse, pernicieuse invention ») et ont fortifié cette « gendarmerie sacrée » que le capitalisme rétribue largement.

Les papes

Pie IX (1846-1878). — Dès 1846, il annonça qu'il suivrait les traditions de ses prédécesseurs d'illustre mémoire. Il se prononça :

Contre le suffrage universel, « plaie horrible qui afflige la société humaine, plaie qui détruit l'ordre social et qui mériterait à juste titre d'être appelé mensonge universel » (1874, discours aux pèlerins);

Sur l'inégalité des hommes, « il est naturel et invariable que les uns l'emportent sur les autres, soit par diverses qualités de l'esprit et du corps, soit par des richesses ou d'autres biens extérieurs de cette sorte » (1849);

Contre l'école laïque, « maximes impies, machinations tendant à souiller et à dépraver par les erreurs les plus pernicieuses et par toute sorte de vices l'âme tendre et flexible des jeunes gens » (*Sur les erreurs modernes,* 1864). En 1871, l'opposition violente de l'Eglise met en échec le projet de Jules Simon sur « l'obligation, la gratuité, la laïcité de l'enseignement ». Battu, J. Simon s'en tient modestement à l'obligation. Mgr Dupanloup, président de la commission chargée d'examiner le projet, conclut au rejet de « l'obligation » et demanda la suppression des écoles normales. Le but de l'Eglise est « de posséder la direction de l'enseignement à tous les degrés, d'avoir la surveillance de toutes les écoles ». Le père Didon déclare sans ambages : « L'Université catholique ne méritera son nom que le jour où elle enseignera le savoir humain tel que le comprend la doctrine chrétienne... Il faut effacer de la langue française cet affreux barbarisme : « Université de France ». Grâce à l'agitation du clergé, la Ligue de l'Enseignement est menacée de dissolution; le Cercle d'Amiens est fermé, sous prétexte d'avoir distribué des ouvrages contraires à la morale : *Déclaration des Droits de l'Homme, Vie de J.-J. Rousseau;*

Contre la liberté de conscience, « délire, liberté de perdition, vanité extrêmement nuisible que la sagesse chrétienne et la foi doivent éviter » (id.);

Sur la science, « Dieu parlant à l'homme n'a pas à appuyer ses dires d'arguments. Il lui appartient d'affirmer. Le rôle de la science humaine est d'obéir comme une humble suivante ».

Ce fut sous son pontificat que l'Eglise triomphante fit preuve de l'*intolérance* la plus étroite, de « l'exclusivisme le plus mesquin ». Les attaques contre la République devinrent de plus en plus haineuses, une campagne d'excitation contre le gouvernement qui se refusait à réinstaller le pape dans les Etats de l'Eglise fut organisée dans le pays.

L'évêque de Poitiers appelle de ses vœux un roi, ordonne des prières publiques pour le captif du Vatican et conduit 40.000 pèlerins en Vendée pour obtenir de la vierge « qu'elle replace au front de la France et à celui de l'Eglise les diadèmes qu'on leur a ravis ». L'intolérance ne se confine pas dans les sacristies; elle se glisse dans l'administration et les services publics. « Les journaux, les employés qui montrent leur attachement à la République sont suspendus. Les enterrements civils dans le Rhône sont interdits après 7 heures du matin » (Debidour). On vendait dans toute la France des cartes postales représentant Pie IX enfermé dans une prison, on s'arrachait les brins de paille de son cachot! Une souscription fut ouverte pour la construction du Sacré-Cœur, église réparatrice. Il s'agissait de guérir la France, repentante, blessée par la Révolution et la Commune. Insulte cinglante, défi insolent, non relevé, au Paris révolutionnaire.

(1) Sur ce sujet, voir l'étude de G. Michon : *Les documents pontificaux.*

Pie IX, auteur du *Syllabus,* promoteur du mouvement ouvrier, fut l'un des adversaires les plus farouches des idées modernes et du libéralisme. Il lança l'anathème contre les membres de l'Eglise « qui propagent et sèment la révolution en prétendant concilier catholicisme et liberté », et condamna énergiquement le mouvement des Chevaliers du Travail qui, en Amérique, avait conduit victorieusement plusieurs grèves et fait reculer le patronat.

LÉON XIII (1878-1903). — Léon XIII, nous l'avons vu, changea habilement d'attitude envers la République. Il fit des avances au gouvernement républicain, mais ses déclarations patelines ne doivent pas nous faire illusion. Il est l'homme qui s'est élevé :

Contre la liberté de conscience, « qui est une dépravation de la liberté ». « Si on crie à l'intolérance, écrivait en 1900 le jésuite Van den Brule, nous ne reculerons pas, la vérité est intolérante, elle ne peut reconnaître le faux... En France, à cette heure, demandons partout et toujours la liberté, jusqu'à ce que nous nous en emparions. » Dans l'encyclique *Libertas,* Léon XIII réaffirmait que « la liberté des cultes n'est pas légitime en soi, qu'il faut servir Dieu suivant la vraie religion »;

Contre la souveraineté populaire, « impiété nouvelle, inconnue même des païens, qui a fait dire que l'autorité publique tire son principe, sa majesté, sa force de commander, non de Dieu, mais de la multitude du peuple » (1878). « En faisant dépendre le pouvoir, la puissance publique, de la volonté du peuple, on commet d'abord une erreur de principe et, en outre, on donne à l'autorité un fondement fragile. De telles opinions sont un stimulant perpétuel aux passions populaires... qu'on verra croître chaque jour en audace et préparer la ruine publique, en frayant la voie aux conspirations secrètes et aux séditions ouvertes »;

Contre la liberté de la presse, « la liberté ne doit pas s'appliquer au mal, à l'erreur; même le bien, le vrai, doivent être propagés avec une liberté prudente ». « La liberté de parole et de presse entraînent la violation des grands principes naturels, elles ne sont pas des droits absolus » (*Libertas*);

Contre l'école laïque, « contraire aux bonnes mœurs et au bien social. Des jeunes gens, auxquels on n'aura point inspiré la crainte de Dieu, ne pourront supporter aucune des règles desquelles dépend l'honnêteté de la vie, ne sachant rien refuser à leurs passions ils se laisseront facilement entraîner à jeter le trouble dans l'Etat. » (8 février 1884).

Le 22 novembre 1898, un manifeste affiché sur les murs de Paris réclamait la destruction de l'Université. « En cendres l'Université. Qu'il ne reste plus une pierre de ce palais où l'on distille depuis 100 ans, goutte à goutte, le poison qui porte lentement la mort dans le corps social », etc... Et dans l'encyclique *Libertas,* Léon XIII déclarait que « la liberté de l'enseignement ne peut exister que pour des choses vraies; tout enseignement qui n'est pas conforme à la religion est nécessairement faux ».

C'est sous son pontificat que l'Eglise se jeta dans le boulangisme, dans l'affaire Dreyfus, faisant preuve d'une haine toujours en éveil contre les institutions républicaines et d'un antisémitisme forcené. Evêques, moines, curés tonnaient sans relâche contre les revisionnistes. « Nous vous conjurons, disait Mathieu, archevêque de Toulouse, d'éviter l'esprit critique; la pierre de touche des familles vraiment bonnes, vraiment chrétiennes, c'est leur attitude à l'égard du prêtre. »

Les appels à la guerre civile se firent ouvertement. « Quand bien même il y aurait de la casse à cette occasion [loi sur les congrégations], ce n'est pas cela qui nous inquiéterait. Dans l'histoire du monde, quelques horions de plus ou de moins, c'est peu de chose » (Delamarre, coadjuteur de l'archevêque de Cambrai). « L'athéisme, voilà notre plaie. Bonaparte l'avait bien deviné. Un peuple athée ça ne se gouverne pas, ça se mitraille » (Mgr Touchet). Ces appels prirent une acuité telle qu'ils réveillèrent le mouvement anticlérical bourgeois.

Il est souhaitable que les prolétaires n'ignorent pas ce nouvel aspect du catholicisme militant qui pose son masque de feinte douceur pour brandir le glaive des grands massacres : « Assez de manifestations qui n'aboutissent qu'à des levées de cierges bénis. La foule aimerait mieux des levées de boucliers et d'épées. L'encens du sanctuaire c'est bien, mais la foudre, encens de la bataille, ce serait dix fois mieux. J'applaudis et je salue la matraque. Elle est la sœur cadette de la faux vendéenne... La résistance pacifique est une chinoiserie, une comédie, c'est la résistance de ceux qui ne veulent pas résister » (discours prononcé à Cholet par le père Coubé). « Lorsque la persuasion a échoué, lorsque l'amour a été impuissant, il faut s'armer de la force coercitive, brandir le glaive, terroriser, sévir, frapper. L'emploi de la force en cette conjoncture n'est pas seulement licite et légitime, il est obligatoire... Malheur à ceux qui masquent leur faiblesse criminelle derrière une insuffisante légalité, à ceux qui laissent le glaive s'émousser » (discours de distribution de prix du père Didon au collège des Dominicains, 1898).

Le père Coubé récidivait en janvier 1901 devant 60.000 personnes; il faisait un violent appel au glaive électoral et transformait la vierge en « vierge guerrière ». « A la bataille sous le labarum du Sacré-Cœur. Un labarum n'est pas un signe de paix, mais un signe de guerre ».

Si conservateur que fût Léon XIII, ce fin politique, n'avait pas donné assez de gages au monde catholique; l'avènement de Pie X fut salué comme une délivrance.

PIE X (1903-1914). — Il n'allait pas décevoir ses alliés; sa première encyclique sur l'action populaire chrétienne rappelle aux fidèles que la société humaine est composée d'éléments inégaux, que les rendre égaux serait détruire cette société; qu'il est conforme à l'ordre établi par Dieu qu'il y ait des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, tous unis par un lien d'amour.

En 1906, *l'autocrate* parle plus catégoriquement encore : « L'Eglise est par essence une société inégale, c'est-à-dire une société comprenant deux catégories de personnes : les pasteurs et le troupeau, ceux qui occupent un rang dans les différents degrés de la hiérarchie et la multitude des fidèles. Et ces catégories sont tellement distinctes entre elles que dans le corps pastoral seul résident le droit et l'autorité nécessaire pour promouvoir et diriger tous les membres vers la fin de la société; *quand à la multitude, elle n'a d'autre devoir que celui de se laisser conduire et, troupeau docile, de suivre ses pasteurs* » (*Vehementer*).

En 1910, il condamne le *mouvement démocrate chrétien* du Sillon, coupable d'avoir fondé son mouvement social sur le principe d'égalité, sur une fausse notion de fraternité et sur la dignité humaine.

Le Sillon est taxé d'apostasie (le ton n'a pas changé à l'égard des organisations sociales qui ne sont pas dans l'obédience du pape ; en 1935, Mgr Curien, évêque de La Rochelle, déclarait que

« la Franc-Maçonnerie mobilise le ban et l'arrière-ban de ses troupes : Maçonnerie, Ligue de l'Enseignement, Ligue des Droits de l'Homme, tout cela saupoudré *d'une pincée de Jeune République*, afin de donner au mélange une apparence acceptable. Et voilà comme on crée le front commun, contre l'Eglise d'abord, soyez-en sûrs. »).

Seule l'Eglise peut résoudre la question sociale, « il lui suffit de reprendre les organismes brisés par la Révolution et de les adapter au nouveau milieu, *car les vrais amis du peuple ne sont ni révolutionnaires, ni novateurs, mais traditionnalistes* » (Pie X).

En 1907, condamnant les *modernistes*, il interdit aux clercs et aux prêtres de suivre les cours des universités civiles.

En 1911, continuant la campagne de dénigrement menée contre les institutions républicaines, Mgr Marty stigmatisait en ces termes *l'école laïque :* « Considérée en elle-même, quels que soient ceux qui la dirigent, l'école laïque est une école d'impureté. Le crime est son aboutissant naturel. Par son principe et ses effets, elle tend à la ruine de toute idée religieuse et prépare fatalement la destruction de la famille et de la société. »

Benoit XV (1914-1922). — Benoît XV fut trop préoccupé par la question de la guerre (que nous ne pouvons aborder ici) pour se prononcer sur la politique sociale. Comme les autres papes, il justifia les inégalités entre les hommes en confondant, volontairement sans aucun doute, les inégalités sociales et les inégalités naturelles. Il affirma clairement « le caractère naturel, nécessaire, légitime, de l'inégalité des fortunes, ainsi que de la distinction et de l'inégalité des classes sociales, toutes choses voulues par le créateur dans l'ordre harmonieux de la Providence comme les conditions normales et humaines de notre épreuve sanctifiante d'ici-bas » (1914).

De lui, cet exposé simpliste des causes de guerre et de désordre ; elles sont au nombre de quatre : absence de bienveillance naturelle, mépris de l'autorité, luttes injustes entre les différentes classes, appétit démesuré des biens périssables. Un homme doué d'une profondeur de vue aussi transcendante est tout désigné pour être le pasteur des peuples !

Pie XI (1922), qui lui succéda et qui siège encore à Rome, fut un défenseur acharné du *droit de propriété*, qu'il considère comme un droit naturel reçu du Créateur, sur lequel repose toute la société, l'ordre « certain et bien réglé ». Il alla même jusqu'à affirmer que l'abus du droit de propriété n'atténuait pas la légitimité de ce droit (*Quadragesimo Anno*) et il se défendit d'avoir laissé « s'infiltrer dans l'enseignement des théologiens un concept païen de la propriété » (que le droit de propriété dépend de l'usage qui est fait de la chose possédée).

Dans son allocution de Noël, Pie XI « exhorte les chefs d'Etat à unir leurs efforts pour écarter d'eux et de leurs populations les ravages terribles dont inéluctablement les menacent le socialisme et le communisme ».

Il condamna l'*Ecole laïque*, « peste de notre temps ». Ne pouvant la détruire, il tenta de la discréditer et favorisa la pénétration du corps enseignant par les Davidées (1), dont les principaux objectifs sont :

1° Réintroduire à l'école publique l'enseignement religieux confessionnel à l'occasion des leçons de morale principalement et à la faveur des programmes officiels de 1887 eux-mêmes;

2° Discréditer l'œuvre politique et sociale de la révolution française en montrant dans des leçons d'histoire de France l'excellence de l'ancien régime. Rendre sensible aux élèves le rôle important joué par l'Eglise dans la formation de notre unité nationale.

Ce fut ce pape social qui, se prononçant sur le chômage, osa écrire : « Si ceux qui, par suite d'une excessive surproduction, ont été jetés dans le chômage et le dénûment, voulaient donner le temps convenable à la prière, travail et production rentreraient bien vite dans les limites convenables. » Ce jugement témoigne d'un égoïsme borné, incapable de s'élever au-dessus d'intérêts personnels et d'une pauvreté d'esprit ou d'une malhonnêteté intellectuelle qui en disent long sur le degré d'asservissement spirituel du « troupeau » à qui s'adresse Pie XI.

Ce fut lui qui en 1929 signa les accords de Latran qui scellaient l'union de l'Eglise catholique et du fascisme. Union d'ailleurs grassement monnayée par le Duce, en espèces (1.750 millions de lire sont dus au Saint-Siège par l'Italie; sur cette somme, 750 millions sont versés en argent comptant, le milliard restant est constitué en rente 5 % sur l'Etat italien) et en concessions : l'enseignement religieux catholique est donné dans toutes les écoles; des effets civils légaux sont attachés à la célébration du mariage religieux; les congrégations religieuses reçoivent la personnalité civile et les plus amples facultés de recrutement et d'action. Le gouvernement s'engage à réviser toute la législation italienne en matière ecclésiastique; on voit renaître, sous la protection d'un régime qui depuis six ans les avait fort maltraitées, toutes les organisations sociales, ouvrières, éducatrices.

C'est Pie XI qui, à l'heure actuelle, payant sa dette au fascisme, a dirigé ou fait diriger une véritable mobilisation de toutes les forces de l'Eglise en faveur de la guerre mussolinienne : le Vatican a autorisé les évêques à faire sonner les cloches pour la mobilisation civile que Mussolini a ordonnée. A propos de la collecte de l'or, les évêques ont donné leurs anneaux et leurs croix, etc.; les curés, les cardinaux ont adopté intégralement les leitmotivs de la propagande et de l'agitation fasciste; les chefs de l'Eglise mènent campagne contre la S.D.N., contre l'Angleterre, ils présentent la guerre en Afrique comme une croisade pour le triomphe du christianisme. Pie XI a, nous le voyons, toutes les qualités requises : indépendance vis-à-vis des pouvoirs constitués, désintéressement, profondeur de vues, tolérance, pour être un arbitre impartial entre les nations et les classes.

Les laïcs

Les grands chefs du mouvement eurent comme auxiliaires des clercs et des laïcs. Il arriva que les uns et les autres étaient des conservateurs notoires. « Mgr von Ketteler, archevêque de Mayence, appartenait au parti autoritaire et féodal; Henri Edouard Manning, archevêque de Westminster, était un ardent ultramontain; le cardinal Mermillod, évêque de Fribourg, était lui aussi un infaillibiliste convaincu et ennemi de toute liberté laïque, etc... » (Nitti, *Le socialisme catholique*, cité par Rossi, *Monde*, 1931).

En France, le comte de Mun et René de la Tour du Pin avaient tous deux servi dans l'armée versaillaise. « L'encyclique et le syllabus étaient leur boussole ». De Mun est l'ennemi irréductible de la Révolution, « crime d'un jour et d'une époque, esprit de négation qui repousse toute doctrine, esprit d'indépendance et d'orgueil qui refuse toute obéis-

(1) Sur ce sujet voir la brochure de Marceau Pivert : « Les Davidées ».

sance », qu'il juge incompatible avec le catholicisme; à Vermorel qui déclarait : « Entre la Révolution et l'Eglise, il y a incompatibilité; il faut que l'Eglise tue la Révolution ou bien la Révolution tuera l'Eglise », de Mun répondait : « Nous reconnaissons l'incompatibilité, mais nous n'acceptons pas le dilemme. Le vainqueur est marqué d'avance. L'Eglise tuera la Révolution, parce que l'Eglise ne peut mourir. La Révolution, ajoute-t-il, prétend fonder la société sur la volonté de l'homme au lieu de la fonder sur la volonté de Dieu; elle met la souveraineté de la raison humaine à la place de la loi divine ; la contre-révolution, c'est le principe contraire, c'est la doctrine qui fait reposer la société sur la loi chrétienne. » Il oppose les droits de Dieu aux droits de l'homme. Il définit ainsi le *catholicisme social* : « *C'est la doctrine qui peut lutter contre la Révolution* (1), enseignant que l'homme est essentiellement dépendant, qu'il n'est libre qu'à cette condition et que la liberté ne saurait exister que par le respect de l'autorité. » Son but était de fonder, avant tout, une œuvre chrétienne. L'intérêt de l'Eglise prime celui de l'ouvrier. Il n'est question de celui-ci que pour assurer celui-là. Son intention était de refaire dans la société la hiérarchie des classes de l'ancien régime, supprimée par les faux principes d'égalité, de rétablir le droit d'aînesse, d'édifier la société sur une base exclusivement catholique et d'inculquer aux ouvriers le sentiment de leur dépendance vis-à-vis des classes dirigeantes, toujours bienfaisantes, ayant conscience de leurs responsabilités. Elu député en 1876, son élection fut contestée; l'enquête révéla de tels faits d'intimidation et de pression sacerdotale qu'elle ne fut pas validée; il fut réélu peu après par les mêmes moyens. Fervent boulangiste, administrateur des fonds donnés par le comte de Paris et la duchesse d'Uzès, il fut un des derniers ralliés à la République. Ses menées réactionnaires furent telles que le pape, qui avait alors adopté la politique du gant de velours, de la persuasion, se vit forcé de le rappeler à l'ordre.

Il est symptomatique que le mouvement social chrétien ait été accaparé par des réactionnaires notoires, des ennemis irréconciliables des principes de 89. Il semble que la présence de tels hommes à la tête du mouvement aurait dû constituer un sérieux avertissement pour la classe ouvrière. Nulle équivoque n'était possible pour un travailleur ayant gardé son sens critique. L'ouvrier qui entrait dans les associations de M. le comte de Mun aurait dû savoir qu'en gagnant quelques avantages matériels il abdiquait toute indépendance, il trahissait sa classe et ses véritables intérêts.

Les encycliques

« Le plus grand scandale du XIXᵉ siècle, déclarait Pie XI en 1929, c'est que l'Eglise a perdu la classe ouvrière. » Comme il faut, pour les raisons indiquées plus haut, reconquérir les masses, l'Eglise décide de se jeter dans la mêlée sociale. L'action populaire cite une quarantaine de documents pontificaux parus entre l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) et *Quadragesimo Anno* (1931). Nous n'en retiendrons que quatre.

Rerum Novarum, sur la condition des ouvriers, débute par une série de précautions oratoires destinées à rassurer la bourgeoisie qui aurait pu se méprendre sur les intentions du pape. Un conflit redoutable met aux prises les « classes inférieures » et les « riches ». Quelles sont ses causes ? Les progrès du machinisme, la disparition des corporations, l'affaiblissement du sentiment religieux. Quels remèdes peut-on préconiser à ce mal qui « saisit l'esprit humain avec véhémence ». Il en est de deux sortes, les mauvais et les bons. Les mauvais remèdes sont préconisés par les socialistes qui poussent au pillage, à la haine et tendent à rendre plus précaire la situation des déshérités, à les empêcher de posséder (*sic*), ils portent atteinte au droit de propriété inviolable, à la famille, « ils tendent à établir l'égalité dans l'indigence, la misère et le dénuement ». Quels sont les bons remèdes ? Ceux que préconise l'Eglise. Avant tout, qu'il reste bien établi : 1° que le premier fondement à respecter par tous ceux qui veulent sincèrement le bien du peuple, c'est l'inviolabilité de la propriété privée; 2° que l'Eglise est le seul agent capable de fournir une solution au conflit.

Quels sont ses enseignements :

L'homme doit prendre sa condition en patience, la nature a créé les hommes différents, il faut accepter l'inégalité et toutes les calamités qui accablent l'homme et qui sont le fruit du péché originel.

Les deux classes ne sont pas ennemies, au contraire, « elles sont destinées à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre, c'est la violence des révolutions politiques qui a divisé le corps social en deux classes et qui a creusé entre elles un abîme immense ». Sous la direction de l'Eglise, la *collaboration des classes* sera possible, les « pauvres » devront travailler consciencieusement, les « riches » devront les traiter humainement, l'un et l'autre seront récompensés dans la vie éternelle. Le riche qui aura donné son superflu aux pauvres aura accompli un devoir, non de stricte justice, mais de charité. Le pauvre ne devra pas rougir de sa condition, Jésus-Christ s'est fait indigent; il ne doit pas léser son patron, ses revendications mêmes doivent être exemptes de violence et ne jamais revêtir la forme de sédition. L'ouvrier payé équitablement devra être parcimonieux, pour devenir un possédant; on verra ainsi « se combler l'abîme qui sépare l'opulence de la misère » (véritable motif de cette touchante sollicitude). *Il appartient à l'Etat de servir l'intérêt commun,* de faire régner l'ordre et la paix, de prévenir et d'empêcher les grèves, de veiller à ce que les travailleurs ne se trouvent pas aux prises avec la misère. C'est à lui qu'il incombe de réglementer la journée de travail (« la durée du repos doit se mesurer d'après la dépense de force que l'ouvrier est appelé *à restituer* »!!!) et d'intervenir dans la fixation du salaire.

C'est l'Etat qui doit s'assurer que l'accomplissement des devoirs religieux des ouvriers est bien observé. Dans le domaine moral, il devra veiller « à ce que la promiscuité des sexes ou autres excitations ou vices ne constituent pas un péril pour la moralité ».

Les ouvriers peuvent se grouper dans des organisations mixtes — elles figurent dans l'encyclique parmi les œuvres de bienfaisance propres à soulager l'indigence et à opérer un rapprochement des classes— syndicats et corporations. L'objet principal de ces organisations est le perfectionnement moral et religieux.

Ce sont là les idées essentielles de la charte du catholicisme social; on croit rêver quand on se rappelle que ce « signe levé entre les nations » provoqua un délire de compliments chez les catholiques et suscita des applaudissements chez les so-

(1) Souligné par nous.

cialistes allemands et français! Jean Longuet fit, à la Chambre, l'éloge de *Rerum Novarum.* La faiblesse de la partie critique est telle, l'argumentation si enfantine, parfois si grotesque (partie relative au socialisme), que l'on se demande si ce n'est pas faire un trop beau sort à ce document, prétentieux et vide, que de réfuter son programme. Les causes de la crise dénoncées par le pape sont bien plutôt des effets que des causes, l'analyse en est faible et confuse; Léon XIII confond volontairement la petite propriété, fruit du travail, avec la grande propriété capitaliste; il mêle ces considérations de digressions sur les animaux, sur la famille, sur la société socialiste, il fait des incursions dans le domaine philosophique, politique, moral; tous les arguments sont présentés sur le même plan.

Comment expliquer pareille nullité de la part du souverain le mieux informé du monde, placé au centre d'organismes parfaitement outillés pour le renseigner ? Cette superficialité est voulue — le succès des médiocrités sonores est connu — et une tactique prudente, fort prisée des jésuites, lui fait préférer l'ambiguïté de formules balancées, de phrases équivoques, même creuses, à un texte précis, dense, mais compromettant. Il s'agit de jouer sur deux tableaux et de gagner sur les deux.

La partie constructive est aussi pauvre, elle témoigne d'une ignorance complète des lois du marché auxquelles sont soumis les capitalistes eux-mêmes. Pour Léon XIII, la question sociale est une question morale : d'un côté des agneaux en quête de pasteur, de l'autre de bons bergers; la terminologie même : « classe déshéritée, indigents, faibles, pauvres » indique que le pape considère la classe ouvrière comme étant incapable de se conduire, formant ce troupeau, cette multitude qui n'a qu'un devoir : obéir. Après une affirmation nette sur le travail, « source unique d'où procède la richesse des nations », on s'attend à voir proclamer les droits des travailleurs; or, le pape se contente de souhaiter platoniquement que ces hommes, « qui sont pour les nations le principe de biens indispensables », ne se trouvent pas aux prises avec les horreurs de la misère!

La suite des mesures préconisées témoigne d'une méconnaissance totale de la réalité, d'une parfaite indifférence quant aux moyens de réaliser ces souhaits purement académiques. Les classes restent des entités figurant sous les noms « opulence », « misère »; elles sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans le giron de l'Eglise. Les conflits patronaux et ouvriers seront arbitrés par des hommes prudents et intègres appartenant aux deux classes. Le tableau est idyllique! Il a le malheur de paraître quinze jours après Fourmies, cinq ans après le massacre de Chicago. Son ambiguïté s'explique quand on se souvient que cette encyclique était surtout destinée à être un programme électoral. On se rappelle les mises en garde de Naudet (*Pourquoi les catholiques ont perdu la bataille*) : « Il faut reconquérir le suffrage universel. Pour cela, il faut un programme. Les socialistes ont un programme : la socialisation de la propriété. Nous avons dit au suffrage universel : utopie. Les radicaux ont un programme : l'impôt sur le revenu. Nous avons dit: injustice. » On construisit donc un programme électoral qui eût le double avantage de duper l'ouvrier et de rassurer le patron.

Graves de communi (18 janvier 1901). — Malgré la modération de ce texte, l'apologie nette du régime de la propriété et du salariat, la mise en valeur du principe d'autorité — « la raison reconnaît aux uns le droit de commander et impose aux autres le droit corrélatif d'obéir » — l'encyclique fut mal accueillie par la classe possédante : les gouvernements s'irritèrent de cette immixtion dans leur domaine, ils craignirent cette surenchère démagogique; les patrons virent d'un mauvais œil l'Eglise faire allusion à la réglementation des heures de travail, à la fixation d'un juste salaire; les ouvriers restèrent indifférents. Dix ans après *Rerum Novarum,* Léon XIII éprouva le besoin de publier une deuxième encyclique — *Graves de communi* — sur la question sociale; ce nouveau document marquait, sur bien des points, un recul.

Emu des controverses soulevées par les catholiques qui craignent que les termes « action chrétienne populaire », « chrétiens sociaux », ne déguisent mal le gouvernement populaire, le pape tient à préciser que *démocratie chrétienne et démocratie sociale n'ont rien de commun* [dont acte] : « le mot démocratie ne doit signifier que bienfaisante action chrétienne parmi le peuple »; aussi l'Eglise s'applique-t-elle à développer les sociétés de bienfaisance et de coopération.

Ici le ton est net, le caractère sacré de la propriété est réaffirmé, le principe d'autorité est une fois de plus vanté, la condamnation de la social-démocratie catégorique, son incompatibilité avec la démocratie chrétienne — « qui doit maintenir la distinction des classes, qui, sans contredit, est le propre d'un Etat bien constitué » — est clairement établie. Il n'est plus question — même dans le domaine théorique — des droits du travail, mais exclusivement des devoirs du peuple. Les principales maximes à faire pénétrer dans l'âme des ouvriers sont les suivantes : nécessité d'une seule et unique direction, celle du pape; se tenir toujours en garde contre les séditieux et les séditions, respecter comme inviolables les droits d'autrui; accorder de bon gré aux maîtres le respect qu'ils méritent et fournir le travail qui leur est dû; ne pas prendre en dégoût la vie domestique, si riche en biens de toutes sortes; avant tout, pratiquer la religion. Le patronat peut être tranquille, la doctrine de *Gravês de communi* sert admirablement ses intérêts, elle lui prépare une classe ouvrière soumise, veule, prête à subir son esclavage sans l'ombre d'une protestation.

Telle est la doctrine sociale de Léon XIII. Il ressort de ces abstractions vagues : 1° que le principe de la propriété et le principe d'autorité doivent rester les bases de la société moderne; 2° que le régime du capitalisme et du salariat n'est pas à condamner, il doit seulement évoluer vers un corporatisme chrétien; 3° que l'union des classes doit s'opérer sous la direction de l'Eglise; 4° que c'est d'une « abondante effusion de charité » qu'il faut attendre le salut. De l'aveu même des chefs du mouvement catholique, *Rerum Novarum* est une œuvre contre-révolutionnaire. M. Boissart, secrétaire général des Semaines sociales en France, déclare, dans un article de la *Vie catholique* du 6 juin 1931 : « Tous les postulats formulés par Léon XIII ont reçu satisfaction dans la législation et dans les institutions, et se sont révélés comme *les meilleurs antidotes contre la révolution sociale.* »

Quadragesimo Anno. — Quarante ans après *Rerum Novarum,* Pie XI jugea nécessaire de se prononcer à son tour sur la crise économique et sur la restauration de l'ordre social.

Au mépris de toute vérité historique, se livrant à une démagogie perfide et à un éloge immodéré de *Rerum Novarum,* « signe levé parmi les nations », il prétend que la question sociale ne date que de la parution de « cet immortel document ». Ce sont les principes de Léon XIII qui ont contribué à faire prendre conscience aux ouvriers de leur véritable dignité, des droits et des devoirs de leur classe. Que penser de ce falsificateur de l'histoire qui sup-

prime d'un trait de plume Spartacus, les jacqueries, juin 48, etc. ? En proférant une affirmation aussi injurieuse pour le prolétariat, un mensonge aussi éhonté, il spécule sur l'ignorance des masses travailleuses qui connaissent mal l'histoire du mouvement ouvrier, si habilement déformée par l'enseignement de classe. La mauvaise foi de Pie XI est flagrante puisqu'il n'ignore pas le *Manifeste communiste* qu'il va abondamment plagier, la Commune, l'Internationale si souvent invectivée, et les nombreuses grèves que les jaunes des syndicats chrétiens ont tenté de faire avorter. Après avoir rappelé les innombrables bienfaits de *Rerum Novarum,* Pie XI définit la doctrine sociale de l'Eglise en matière économique et politique. Il pose en principe : 1° *le droit absolu pour l'Eglise de se prononcer avec une souveraine autorité sur les problèmes économiques et sociaux,* étant donné que l'économie est subordonnée à l'éthique. — 2° *La reconnaissance du caractère inviolable du droit de propriété.* Pie XI rappelle, en le soulignant, le principe fondamental établi par Léon XIII, à savoir « que le droit de propriété ne se confond pas avec son usage ». Il est faux d'affirmer que le droit de propriété est périmé et disparaît par l'abus qu'on en fait. Pour corriger les excès pouvant découler de ce droit de propriété, le pape enjoint les riches à pratiquer la charité et la magnificence. De quelle façon un capitaliste pourra-t-il mériter le ciel ? En faisant prospérer ses dividendes. « Celui qui consacre les ressources plus larges dont il dispose à développer une industrie, source abondante de travail rémunérateur, pratique d'une manière remarquable et particulièrement appropriée aux besoins de notre temps l'exercice de la vertu de magnificence. » (*Quadragesimo Anno,* p. 47, éd. Spes). — 3° *L'interdépendance du capital et du travail.* Une phrase imprudente de Léon XIII sur « le travail source unique de richesse » et un précepte connu de saint Paul : « Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus » déplaisaient aux possédants. Pie XI prit soin d'interpréter ces textes. Paul n'a jamais voulu dire ce qu'il a dit. Il faut voir dans ce précepte la condamnation de ceux qui, en refusant de travailler, risquent d'être à la charge d'autrui ! Les riches parasites peuvent vivre bien tranquilles. Continuant à faire l'interprète, Pie XI déclare que Léon XIII a voulu affirmer que « nulle richesse, nulle prospérité ne seraient possibles sans les efforts combinés de tous les membres ». « Le travail de l'un et le capital de l'autre doivent s'associer entre eux, puisque l'un ne peut rien sans le concours de l'autre ». Une collaboration des classes est donc souhaitable; elle est possible, une fois assurée une plus équitable répartition des ressources de ce monde « suivant les exigences du bien commun »; d'où la nécessité d'un juste salaire qui permette à l'ouvrier de vivre et d'accéder à la propriété. Si l'on ne se décide pas à se résoudre à cette mesure, la paix sociale et la tranquillité ne pourront plus être défendues contre l'assaut révolutionnaire. Ayant ainsi un os à ronger, « les travailleurs déposeront sincèrement les sentiments de haine et d'envie que les fauteurs de la lutte de classes exploitent avec tant d'habileté, ils accepteront sans rancœur la place que la divine Providence leur a assignée ou plutôt ils en feront grand cas » (*Quadragesimo Anno,* p. 102, éd. Spes). — 4° La nécessité de substituer aux classes opposées (la lutte de classe est reconnue par Pie XI qui n'en est pas à une contradiction près, puisqu'il accuse par ailleurs les révolutionnaires d'être les fauteurs de cette lutte) des groupements professionnels corporatifs : « La considération de la profession prime la conscience de classe ». Dans ces groupements, patrons et ouvriers prendront place côte à côte. Le libéralisme du pape est si grand qu'il tolère que les ouvriers « eux-mêmes » contribuent à donner une solution à la question sociale! En cas de conflits entre employeurs et employés, « chacune des deux parties pourra délibérer séparément sur ces objets et prendre des décisions que comporte la matière ». Les ouvriers peuvent être tranquilles avec des prescriptions aussi précises et judicieuses : tous les conflits trouveront une prompte solution ! L'exemple de l'Italie montre que le corporatisme supprime les conflits, plus de grèves, plus de lock-out, mais cette restauration de l'ordre social ne peut se faire que par l'éviction des organisations socialistes. — 5° Le droit à *l'intervention de l'Etat.* Ayant affirmé qu'il y a un intérêt général et un bien commun, Pie XI charge l'Etat de veiller à la sauvegarde de ce bien : *a)* en protégeant la propriété individuelle; *b)* en décidant de mettre un terme à la lutte de classes en « mettant tous ses soins à reconstituer les corps professionnels »; *c)* en substituant à la liberté du marché un principe directeur juste et efficace; *d)* en pratiquant une politique des salaires, indispensable si l'on veut supprimer le chômage, « car nul n'ignore qu'un niveau ou trop bas ou exagérément élevé des salaires (dans quel pays de cocagne cela se passe-t-il ?), engendre également le chômage. » En résumé, l'autorité publique doit « diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou que l'exige la nécessité ». L'ouvrier est averti, il sait ce que signifient les termes « contenir » et « exigences de la nécessité » dans un Etat de classes, les euphémismes de Pie XI ne parviendront pas à lui cacher la nullité et l'hypocrisie de la croyance à un Etat arbitre, impartial, dans une société de classes.

Le régime capitaliste n'est pas « intrinsèquement mauvais », il est évident « qu'il n'est pas à condamner en lui-même » (*Quadragesimo Anno,* p. 80, éd. Spes). Il a subi des déviations, il a été vicié du fait que la dictature économique a succédé à la libre concurrence; on remédiera à ces erreurs, d'une part, en réglant les rapports du travail et du capital selon les lois de la justice commutative et l'aide de la charité chrétienne; d'autre part, en faisant appel à l'autorité publique pour diriger l'économie.

Le régime peut être sauvé sans avoir recours aux solutions socialistes, qui d'ailleurs sont en train d'évoluer. Les socialistes, qui dénonçaient violemment les tares du régime, sont en train de glisser vers les doctrines chrétiennes. Ils atténuent leurs attaques contre la propriété, ne préconisent plus la lutte de classes; mais quel que soit leur recul, il y a incompatibilité absolue entre la conception socialiste et les principes de l'Eglise catholique : « personne ne peut être en même temps *bon catholique et vrai socialiste* » (nous sommes entièrement de cet avis). Le parti communiste est resté le parti de la violence; il s'est montré inhumain, a causé des ruines épouvantables en Europe orientale. Le pape stigmatise « ceux qui lâchement passifs négligent de supprimer cet état de choses ».

C'est en revenant à l'Evangile, en se plaçant sous l'autorité divine de l'Eglise, que la Société sera sauvée.

L'encyclique *Quadragesimo Anno* a le mérite d'être moins ambiguë que *Rerum Novarum.* Le capitalisme est menacé, il ne sera pas sauvé par des phrases. Pour prolonger le statu quo, pour sauver le régime du profit, les remèdes sont nets : l'Etat corporatif, l'Etat fasciste seul peut aider le capitalisme à sortir de cette crise. Il faut renforcer le principe d'autorité, reconstruire l'économie sur la base des organisations professionnelles et livrer un combat sans merci à l'U.R.S.S. Le pape, qui n'a pas

un blâme à l'égard des méthodes mussoliniennes, se répand en invectives contre la révolution russe; l'appel à l'intervention armée est net.

L'analyse de la situation économique est beaucoup plus poussée, beaucoup plus sérieuse que celle de Léon XIII (mais pas plus courageuse : aucun des responsables, aucune des grandes organisations visées : trusts, cartels, banques, n'y est désigné de façon précise). Le pape s'est visiblement inspiré de la méthode du matérialisme historique pour étudier la crise et constater des faits indiscutables. Mais ne nous laissons pas prendre à ce pseudo-marxisme et « n'allumons pas un cierge à la gloire de l'Esprit saint » qui a dicté quelques sages paroles sur la concentration des capitaux (Paul Faure, *Au seuil d'une révolution*). S'il y a utilisation des mêmes méthodes d'analyse, similitude de mots, les conclusions sont nettement opposées. A aucun moment, Pie XI ne condamne le régime capitaliste dans son essence (Paul Faure commet une erreur regrettable, — car elle peut accentuer la confusion qui règne dans certains esprits social-chrétiens, — en écrivant que l'encyclique « formule en termes aussi nets que ceux que nous employons nous-mêmes » la condamnation du système capitaliste).

La lecture de *Quadragesimo Anno* confirme une fois de plus que le socialisme scientifique est en contradiction absolue avec la religion, tant au point de vue philosophique qu'au point de vue de l'action pratique, de l'action militante. Le pape le réaffirme d'ailleurs — « en termes aussi nets que ceux que nous employons nous-mêmes » — dans l'encyclique de la crise mondiale. *Quadragesimo Anno* a démasqué l'adversaire : l'Eglise soutient et approuve l'expérience fasciste. En se rangeant du côté de l'Italie, elle ne fait d'ailleurs qu'appliquer logiquement sa doctrine antilibérale, autoritaire, de grande puissance capitaliste menacée. Ayant partie liée avec le Capital, elle cherche à justifier son glissement vers un régime corporatif et à préparer idéologiquement la transformation économique qu'il tente désespérément d'opérer. Partout où le fascisme a été instauré, l'Eglise l'a inspiré et soutenu : en Autriche, Schuschning, comme l'a été Dollfuss, est l'homme de la papauté et des jésuites. Le régime corporatif autrichien, le régime corporatif portugais sont inspirés par l'encyclique *Quadragesimo Anno*; Gil Robles, en Espagne, comme de La Rocque en France, sont les hommes des jésuites. La semaine d'études sociales d'Angers a clôturé ses travaux par une apologie du corporatisme, c'est-à-dire du fascisme. Lettres épiscopales, *Semaines religieuses, Croix* et autres publications cléricales ont pris position en faveur des ligues, contre le peuple et contre la liberté (M. Giron, l'*Ecole libératrice*). Le *Document catholique* du 23 décembre 1934 déclare nettement : « En Allemagne, depuis six bons mois, nous avons l'Etat nationaliste. Cet Etat est antilibéral. Dans son attitude antilibérale, il se trouve foncièrement d'accord avec la doctrine sociale catholique. »

Le pape vient d'ailleurs de confirmer sa position. Il est pour les fascismes d'Europe, contre le mouvement de front populaire. Dans le discours qu'il a prononcé à l'exposition vaticane de la presse catholique, il « s'en prend au communisme, non seulement à cause de la Russie soviétique, mais des événements du Mexique, d'Espagne, de l'Uruguay, du Brésil. Tout est communisme à ses yeux. Communisme, la lutte des paysans mexicains contre la féodalité agrarienne et cléricale, la « faim de terre » du paysan andalou et la révolte de la conscience populaire contre la terreur blanche du régime Lerroux-Gil Robles en Espagne, et de la dictature Vargas au Brésil » (A. Leroux, *Populaire* du 18-5-36). Le pape s'indigne de la tactique du front populaire qui, à l'aide de connivences incroyables (frappez-vous la poitrine, chrétiens révolutionnaires, membres de la Jeune République), gagne les masses et les entraîne vers la conquête de la liberté. A ces fauteurs de trouble au service de la cause du mal, il oppose l'action de « l'envoyé de la Providence », de Mussolini. « Que Dieu lui concède (une bénédiction à l'Exposition), lui qui en a si visiblement béni la préparation et en a permis les débuts dans une atmosphère générale et locale, lointaine et voisine, si propice et si inespérée, jusqu'à les faire coïncider avec l'allégresse triomphale de tout un grand et bon peuple pour une paix qui veut être et qui a confiance d'être le prélude de la véritable paix européenne » (cité par Leroux).

Le 3 mai 1932, nouvelle encyclique *Caritate Christi*, sur la question sociale, celle-là traitant plus particulièrement du chômage. Lamentations renouvelées sur la crise la plus terrible que l'homme ait connue, « frappant les pauvres et les riches, faisant des capitalistes les plus puissants les premières et scandaleuses victimes ». Le pire mal est que l'ennemi de l'Eglise choisisse cette période catastrophique pour attaquer la religion et l'accuser d'avoir partie liée avec les puissants. Pour défendre l'Eglise, « pour dominer le déchaînement des puissances des ténèbres », il faut faire appel à la prière et à la pénitence. Comme toujours, le remède au mal social est la résignation et la charité. « Que les personnes aisées fassent quelque réduction volontaire sur leur train de vie et donnent aux pauvres le produit d'un tel retranchement. Que les pauvres souffrent avec une plus grande résignation des privations que leur imposent les difficultés du temps et la condition sociale que la divine Providence leur a assignée dans ses dispositions mystérieuses, mais cependant toujours inspirées par l'amour. » Le ton de *Caritate Christi* n'est pas celui de l'Eglise triomphante. Les remèdes préconisés par les papes auraient-ils fait faillite ? Se pourrait-il que les chômeurs aient refusé d'oublier leurs malheurs en s'abîmant dans la prière; que la naïveté voulue du pontife les ait mis en défiance, qu'ils aient compris quelle formidable hypocrisie il y a de la part de l'Eglise à se présenter comme arbitre impartial, alors qu'elle est inféodée au Capital ? L'inquiétude perce dans cette encyclique. Le pape n'ignore pas que de la ruine du régime dépend celle de la religion. L'*Action Populaire*, qui commente l'encyclique, avoue que l'Eglise n'espère plus qu'en un miracle pour sortir de la bataille présente, fortement compromise. « L'Eglise et le pape sentent ensemble leur impuissance. L'inventaire des forces en présence laisse l'angoisse la plus anxieuse planer comme une grande ombre noire sur aujourd'hui et sur demain. Le pape nous demande d'obtenir l'inespéré et, si jose dire, l'inespérable. Il s'agit de prier et de souffrir pour obtenir de Dieu un miracle. » (R.P. Berne, cité par A. Lapraz, *Bulletin des Instituteurs libres penseurs de la Haute-Savoie*).

De la lecture des encycliques il ressort que les papes se posent en défenseurs de la propriété privée et du principe d'autorité, que les inégalités sociales sont acceptées par eux comme des choses voulues par la divine Providence, qu'ils tentent d'orienter les masses vers l'Etat fasciste, qu'ils ont jeté l'Eglise dans la mêlée sociale, afin de prolonger l'existence du régime capitaliste et de faire accepter par les travailleurs le salariat, l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination des possédants, au premier rang desquels ils figurent.

Réalisations

Dès que l'Eglise s'est rendu compte que les masses ouvrières, adroitement embrigadées, pourraient devenir un moyen de domination, elle créa des organisations capables de détourner les travailleurs des syndicats ou des partis politiques. En 1871, les Cercles catholiques ouvriers sont fondés par de Mun, ils sont sous la dépendance étroite des « Comités catholiques » formés de patrons. En 1873, il existe 130 comités, 150 cercles ouvriers. Dès 1888, le mouvement s'accentue, la défaite des conservateurs en France a décidé Léon XIII à utiliser le mouvement social au profit du Saint-Siège.

Les organisations

A l'heure actuelle, les catholiques ont une organisation sociale parfaite. L'Eglise, ayant dû renoncer à créer en France un parti confessionnel, a porté son effort sur les syndicats chrétiens qui doivent frayer la voie aux organisations corporatives (ces syndicats comptent environ 150.000 membres, nous avons vu qu'ils repoussent l'idée de la lutte de classe) en même temps qu'elle essayait de pénétrer nos organisations syndicales. « Plus peut-être que le noyautage de l'enseignement public par les Davidées, le noyautage des milieux syndicaux par les « jocistes » s'opère sur une vaste échelle. Nous avons connu des secrétaires de syndicats confédérés, des délégués à une union locale confédérée, catholiques militants, propageant les mots d'ordre catholiques. » (Lapraz).

Des prêtres, aidés des élèves des grandes écoles (qui eux ont le sens de classe) vont chercher des travailleurs dans la banlieue rouge pour les amener dans les organisations chrétiennes. L'Action Populaire distribue par milliers des brochures habilement faites, rédigées dans le style pseudo-ouvrier, si fort à la mode chez les curés démocrates, destinées à cacher aux ouvriers la réalité de la lutte de classe, à les détourner de toute idée de révolution, en leur laissant croire qu'une solution amiable est possible entre patrons et ouvriers. L'Eglise, très habilement, s'insinue dans le ménage ouvrier pour gagner les adultes en ouvrant aux enfants ses garderies, ses pouponnières, ses patronages. « L'avantage primordial de la garderie et de la pouponnière vient de ce qu'elles mettent l'Eglise en contact journalier avec les parents... Ces rencontres donnent lieu continuellement à des confidences, à des demandes plus ou moins voilées qui aboutissent bien vite à des baptêmes, des régularisations de mariage. Enfin, *cette précoce mise en tutelle* a le privilège d'orienter de bonne heure l'enfant vers l'Eglise... » « Le patronage constitue l'organisme le plus important de la conquête religieuse du peuple et l'arme maîtresse pour la formation des jeunes. Il permet d'atteindre indistinctement les enfants des foyers chrétiens et ceux qui élevés dans les écoles laïques, sans lui, échapperaient entièrement à l'action du prêtre. Il devient un correctif puissant aux idées subversives que renferme trop souvent l'enseignement des maîtres enrôlés dans les milices du socialisme. » (*Le Dieu qui bouge*, père Lhande). Des œuvres annexes viennent s'adjoindre à ces institutions : cercles d'études, cours du soir, sociétés de musique, de sport ouvrier. « Deux de ces œuvres annexes ont donné en particulier des résultats d'une indéniable fécondité : d'un côté, le scoutisme; de l'autre, l'institution récente des groupements de la J.O.C. (id.). Le couronnement de l'œuvre, c'est en effet cette J.O.C. qui a son journal tirant à 85.000 exemplaires et qui a donné des grands résultats non seulement en France mais dans tous les pays capitalistes. D'après Baby (*Le rôle social de l'Eglise*), l'Internationale de la jeunesse catholique compte plus de 3 millions d'adhérents.

Le pape, qui décoche des pointes perfides à l'adresse du socialisme, accusé d'embrigader la jeunesse « sous couleur d'amitié », trouve toute naturelle cette « précoce mise en tutelle » et cette bienfaisance désintéressée!

Le *Bulletin des Instituteurs libres penseurs de Haute-Savoie* donne cette liste des grandes institutions catholiques : l'Association catholique de la jeunesse française, l'Union sociale des ingénieurs catholiques, la Jeunesse étudiante catholique, la Fédération nationale catholique, la Ligue patriotique des Françaises, la Ligue catholique des femmes françaises, l'Union féminine civique et sociale, l'Union catholique de la France agricole, Banque, Bourse et Assurances, la Fédération gymnique et sportive des patronages de France, la Jeunesse ouvrière chrétienne, la Jeunesse ouvrière agricole chrétienne, les Syndicats chrétiens, les Cheminots et Postiers catholiques. Liste incomplète, sans doute. Il y faudrait ajouter, entre autres, les Universitaires catholiques. Un « ordre » est en formation pour grouper les travailleurs apôtres de l'atelier, l'ordre de « Jésus-Ouvrier ». On voit que l'effort réalisé par l'Eglise dans le domaine théorique, le souci qu'elle a eu de donner une doctrine sociale à ses militants (la hiérarchie catholique signale que près de 2.000 lettres, mandements ou brefs émanant d'évêques de seize nations ont été publiés sur ce sujet) ne l'ont pas empêchée de réaliser dans le domaine pratique un effort considérable. L'enjeu était, nous l'avons vu, d'importance. Il s'agissait de reconquérir les masses ouvrières et de s'en servir comme un pion sur l'échiquier de la diplomatie papale. Pour réaliser ce programme, l'Eglise a pu disposer de collaborateurs zélés, d'un clergé qui représente une armée de « permanents », ainsi que d'énormes sommes d'argent.

Les bailleurs de fonds

Beaucoup conservent prudemment l'anonymat, préférant sans doute que le public ne connaisse pas leurs manœuvres. Pour la banlieue de l'Est, le père Lhande avoue avoir dépensé au moins dix millions « en très peu de temps », à la suite de dons généreux et anonymes (cité par Baby). Mais certains donateurs se sont fait connaître et il est intéressant de noter que ce sont de gros capitalistes, *de gros industriels*, ceux qui ont intérêt à utiliser cette « gendarmerie sacrée » qu'est l'Eglise pour la garde de leurs dividendes et de leurs châteaux. Ils ouvrent grand leurs bourses, en échange de quoi l'Eglise leur fournit une doctrine et des militants chargés d'endormir le peuple et de le détourner de la lutte de classe.

La *Compagnie du Chemin de Fer du Nord* a fourni, au Drancy, le matériel et la main-d'œuvre nécessaires pour des œuvres de bienfaisance. A Suresnes, le père Lhande a fondé, grâce à une famille industrielle du Nord, d'une firme très connue, la Cité-Jardins du Mont-Valérien.

La Compagnie P.L.M., « qui comprend l'intérêt d'une bonne formation morale parmi les enfants de ses cheminots, vient d'aménager de vastes terrains avec baraques pour leurs patronages » (père Lhande).

A Billancourt, Renault, le croix de feu, a soutenu

la création de patronages; mais il pourrait faire mieux, le rusé père Lhande connaît le moyen de le décider : « Si on pouvait posséder un terrain plus vaste et des locaux mieux aménagés, nul doute que cette énorme cité, pleine de menaces pour le jour où la direction ne s'entendrait plus avec ses milliers d'employés, ne fût assagie par les forces morales de la religion ».

M. François de Wendel a été un des premiers actionnaires de la société anonyme des « Editions Spes », qui sont contrôlées par les jésuites et d'où sortent les innombrables brochures de propagande destinées à gagner les masses ouvrières et à les « contenir dans le devoir ».

Terrain d'action de l'Eglise

Comment le prolétariat peut-il expliquer cette collusion entre le gros capitalisme et l'Eglise, sinon en reconnaissant que l'Eglise, puissance capitaliste (qui possède d'innombrables affaires commerciales, qui compte parmi les membres du clergé des financiers, dont certains fort compromis, et qui spécule en Bourse) associée aux puissances d'argent, est l'alliée de ces donateurs et qu'elle se soucie peu de *faire cesser une exploitation dont elle vit.* « Croyez-vous — écrivait un curé en 88 — que mon diocèse se compose de communes ? Erreur. Il se compose de cent cinquante châteaux qui entretiennent mes œuvres. » En outre, n'avoue-t-elle pas elle-même que *la misère est un terrain favorable à la propagande religieuse :* « Le confort dans la nourriture et le logement met à l'abri de ces violents sursauts par quoi une âme peut être un jour reprise et orientée vers une voie nouvelle. Dieu peut permettre à la souffrance d'être bonne conseillère et à la lutte pour la vie d'avoir pour résultat les victoires de l'esprit; l'action religieuse a une portée immédiate auprès de populations neuves, étonnamment sensibles à un idéal dont leur misère même leur fait sentir le besoin profond » (père Lhande). On n'est pas plus impudemment cynique !

Dans un monde d'où le paupérisme serait exclu, où l'homme ne serait pas livré à un régime d'exploitation dont il ne saisit pas le mécanisme et qui l'écrase et l'abrutit, l'Eglise n'aurait plus de rôle à jouer. « La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées en lutte contre les exploiteurs que la croyance aux divinités, aux diables, aux miracles naît de l'impuissance du sauvage en lutte contre la nature » (Lénine). « La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions. La critique du ciel se transforme en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique » (Marx). « A ceux qui plaidaient pour la religion en affirmant qu'elle donne des consolations, Feuerbach répliquait avec raison que toute consolation est réactionnaire. Quiconque s'efforce de consoler des esclaves au lieu de les inciter à la révolte, se fait l'auxiliaire des esclavagistes » (Lénine). « Toutes les classes d'oppresseurs ont besoin, pour sauvegarder leur domination, de deux agents dans la société : le prêtre et le bourreau. Le bourreau réprime la protestation et la révolte des opprimés; le prêtre leur fait entrevoir, ce qui n'engage à rien, un adoucissement à leurs maux, la récompense de leurs sacrifices; cependant que se maintient la classe dominante, le prêtre enseigne la résignation aux opprimés et les détourne de l'action révolutionnaire » (Lénine).

Conclusions

De cette étude, il ressort :

1° Que l'Eglise n'est entrée dans la mêlée sociale que pour prolonger son existence liée intimement à celle du capitalisme;

2° Qu'il y a hypocrisie flagrante de sa part à se déclarer soucieuse d'améliorer la condition des ouvriers en spiritualisant le capitalisme, alors qu'elle préconise la restauration du régime d'exploitation, puis son évolution vers une forme corporative qui n'est autre que le fascisme. Entre *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*, l'évolution est nette; l'Eglise a passé de la conception capitaliste à la conception fasciste;

3° Que sur le terrain idéologique et le terrain pratique, ses doctrines et son action sont incompatibles avec la doctrine et l'action révolutionnaires. Elle est, au dire même d'un de ses dignitaires, « la grande puissance conservatrice organisée. Elle a conservé, au milieu de la formidable poussée socialiste de ces derniers temps, les droits de la propriété privée, la vraie notion de la justice et du droit, le respect des droits individuels et, en maintenant ces vérités, elle a gardé au monde la vraie base de l'ordre social » (Mgr Verdier, *Revue apologélique,* 1922). Son but est de maintenir l'homme dans un esclavage spirituel et matériel qui doit lui assurer, à elle et à son alliée, la direction de cette multitude qu'elle assimile à un troupeau. Elle a d'ailleurs souligné elle-même cette antinomie foncière : « Personne ne peut être en même temps bon catholique et vrai socialiste » (Pie XI);

4° Que l'Eglise ne doit pas être considérée seulement comme une puissance spirituelle, mais comme un implacable adversaire politique et social; qu'il ne faut pas séparer la lutte contre le capitalisme de la lutte contre l'Eglise; que la propagande anticléricale prolétarienne n'est qu'un aspect de la lutte de classe.

Madeleine Hérard.

« Nous restons encore quelques-uns qui n'avons pas perdu l'habitude de penser que le mensonge est toujours contre-révolutionnaire. »

Marcel MARTINET.

« Culture prolétarienne ».

« Vive l'impérialisme ! Vive le traité de Versailles ! »

Nous ne voulons pas être tantôt sanctionnistes contre l'Italie, aux ordres de la bourgeoisie anglaise, tantôt antisanctionnistes quand il s'agit de l'Allemagne de Hitler.

M. THOREZ.

Telles sont donc les paroles proférées par Maurice Thorez, secrétaire de la section française de la soi-disant Internationale Communiste à l'assemblée des militants dits communistes du 14 mai (1), *et qui ont été, paraît-il, couvertes par les applaudissements enthousiastes de l'assistance.*

Ainsi l'évolution impérialiste de ce qui ose s'appeler encore l'Internationale Communiste — dont nous avions signalé les prodromes il y a déjà près de dix ans, et qui, depuis un an, a marché à pas de géants — s'achève cyniquement.

Pendant sa première dizaine d'années, l'Internationale Communiste a dénoncé le traité de Versailles, elle a fait de la lutte contre le traité de Versailles le fondement de sa politique internationale; pendant dix ans l'Internationale Communiste a dénoncé le colonialisme, elle a fait de la lutte des peuples colonisés contre les puissances colonisatrices la base de sa politique.

Aujourd'hui, cette même Internationale Communiste demande, par la voix de Thorez, que carte blanche soit laissée à l'Italie pour coloniser l'Abyssinie, afin de ne pas permettre à l'Allemagne de violer le traité de Versailles !

La France — a clamé, avec raison, durant dix ans, l'Internationale Communiste — a voulu, par le traité de Versailles, faire de l'Allemagne sa vassale, en lui imposant notamment un désarmement quasi-total et l'interdiction de fortifier ses frontières, alors qu'elle, restait armée jusqu'aux dents, et établissait la plus puissante ligne d'attaque qu'on ait jamais osée !

L'Allemagne échappe aujourd'hui à ce vasselage en réarmant, et en établissant des ouvrages de défense en face de la ligne d'attaque française. Vite, des sanctions ! Vite, le blocus économique de l'Allemagne ! Vite, sans doute aussi, la réoccupation militaire de la Rhénanie ! Le traité de Versailles doit être intangible ! — proclame maintenant cette même Internationale Communiste.

Le peuple abyssin n'a lui, rien à voir dans l'affaire. Il n'est ni de ceux qui ont imposé, ni de ceux qui ont « violé » le traité de Versailles. Il est simplement un peuple qu'on est en train de conquérir; il est un peuple qui est en train d'être conquis par l'Etat fasciste type; par la puissance coloniale qui, hier, ne trouvait rien de mieux, pour soumettre la Cyrénaïque, que d'y supprimer la majeure partie de la population en faisant mourir de faim des tribus entières, parquées de force en des déserts, où il ne pousse même pas une touffe d'alfa !

Qu'importe ! Abandonnons ce peuple à ses nouveaux maîtres — proclame l'Internationale Communiste — afin de punir l'Angleterre de ne pas se montrer assez empressée à maintenir par la force les clauses du Traité de Versailles !

Et l'assemblée des militants « communistes » de la région parisienne d'applaudir !

*
**

Beaucoup plus que les paroles du valet de Staline, ce sont les applaudissements qui sont graves. Car, ne nous y méprenons pas, ils ne sont pas seulement ceux de quelques centaines ou de quelques milliers de fanatisés, ils sont ceux d'une grande majorité du prolétariat français.

Les dernières élections l'ont montré.

La victoire du Front Populaire n'est qu'accessoirement une victoire contre le fascisme; elle fut avant tout, une victoire du chauvinisme. C'est sous le signe de la lutte contre l'Allemagne que le Parti communiste a mené toute sa campagne électorale, et... le succès lui est aussitôt venu.

Vous faites une campagne où, sans afficher un internationalisme bien vigoureux, vous ne faites tout de même pas une campagne nationaliste : vous avez dix députés. Vous faites une campagne sous le signe de la nation, et de la lutte contre le « boche » : vous avez soixante-dix députés.

D'une part, répudiation de la lutte de classes : une fois éliminées tout juste les 200 familles, il n'y a plus que la « nation française », bourgeoisie et prolétariat ne font plus qu'un; d'autre part, répudiation de l'internationalisme : les intérêts de la « nation » avant tout, — telles ont été les deux caractéristiques de la campagne du Front Populaire, et telles furent les deux choses essentielles (encore une fois ne nous faisons pas d'illusions là-dessus) qui ont permis son succès.

Or voici plus d'un siècle qu'une propagande presque exclusive auprès de la classe ouvrière française a porté sur le double motif : lutte de classes et internationalisme.

Et voici le résultat : Un succès total couronne, pour la première fois, les efforts de ceux qui s'étaient faits les champions de ce double principe, mais... c'est le jour où ils en prennent l'exact contre-pied.

Tel est le fait !

Il n'est pas très agréable, mais il est.

R. LOUZON.

---

(1) La sténographie revue et corrigée de l'exposé de Thorez, publiée par l'*Humanité* du 17 mai, a présenté sous une forme un peu différente les déclarations de Thorez sur ce point. Mais... il ne s'agit que d'une différence de forme. Voici le texte officiel d'après l'*Humanité* de cette déclaration de Thorez : « *Il faut tenir compte que si les dirigeants du Labour Party, avec qui a parlé notre camarade Léon Blum, ont été avec raison partisans des sanctions contre Mussolini, où leur position s'apparentait à celle de leur bourgeoisie; ils ont, là encore, comme la bourgeoisie anglaise, tendance à nier la gravité de la menace hitlérienne contre la paix en Europe et dans le monde.* » Il est intéressant, en outre, de reproduire ce passage du compte rendu du discours de Thorez dans le *Journal* du 15 mai : « *...M. Thorez a exprimé l'espoir que le chef du futur gouvernement n'engagerait pas les conversations avec les travaillistes britanniques, qui nient le danger hitlérien, et qui sont partisans des sanctions dans le seul intérêt de la bourgeoisie anglaise.* » C'est très clair !

Le Congrès extraordinaire de la C.N.T.

Dimanche 10 mai, le 2e Congrès extraordinaire de la C.N.T. s'est officiellement clos par un meeting monstre auquel participèrent plus de 60.000 auditeurs. La plus grande partie massée à la Plaza de Toros de Saragosse et le surplus s'écrasant dans les salles et dépendances de l'Iris Park où les discours étaient diffusés.

De Barcelone, de Madrid et d'autres régions, amenés par trains spéciaux, autocars et camionnettes, d'importants contingents de travailleurs étaient venus se joindre au prolétariat aragonais. Foule silencieuse, attentive, habituée à ne pas applaudir. — « Nous ne sommes pas des pitres que l'on acclame » disent les militants confédéraux — beaucoup de jeunes, des soldats, des têtes noires, sèches, ridées de paysans.

Clôture officielle, ce qui n'empêcha pas les délégués de poursuivre l'examen de quelques points d'inégale importance pendant les journées de lundi et de mardi.

Un congrès d'une douzaine de jours; si beaucoup de temps fut perdu sur des questions de pure forme, dans l'ensemble quantité de problèmes sérieux ont été largement discutés et résolus.

◇◆◇

L'orientation générale du congrès a été déterminée par le grand courant d'unité d'action qui existe en Espagne actuellement, courant qui s'est surtout fait sentir dans les importantes questions des syndicats de l'opposition et des rapports avec l'U.G.T. Les syndicats dits de l'opposition rentrent au sein de la Confédération après une longue période de scission. Ces organisations s'étaient séparées de la C.N.T. lors des tentatives insurrectionnelles dont l'initiative revenait à la F.A.I.

Partisans du syndicalisme « pur », leurs militants voulaient dégager la C.N.T. de l'influence trop directe des groupes anarchistes.

Au congrès, chaque tendance a eu la possibilité de s'exprimer longuement, de faire l'historique des scissions locales, souvent de reconnaître les erreurs commises de part et d'autre.

Ces discussions ont eu lieu dans une atmosphère de calme et de camaraderie réciproque.

Finalement, tous se sont mis d'accord pour affirmer la nécessité de l'unité au sein de la C.N.T., malgré certaines divergences dans l'appréciation des événements passés.

La tendance de la F.A.I. ayant revisé de nombreux points de tactique, l'opposition reconnaissant la difficulté pour elle de se maintenir en dehors de l'organisation nationale, le congrès a ratifié la fusion dans un grand enthousiasme.

La question des Alliances Révolutionnaires a été uniquement envisagée sous l'angle syndical.

Le congrès a décidé de s'adresser à l'Union Générale des Travailleurs en vue de conclure un pacte d'alliance à caractère révolutionnaire. Décision prise à une immense majorité, les seuls adversaires étant quelques dizaines de délégués anarchistes « traditionalistes ».

Le pacte est proposé sous la forme suivante :

L'U.G.T., en acceptant l'alliance, reconnaît la faillite du système de collaboration politique et du parlementarisme. En conséquence de quoi toute forme de collaboration au régime actuel doit être abandonnée. La révolution sociale aura à détruire complètement le système politique et social actuel.

Ce sont les travailleurs librement réunis qui détermineront sans contrainte le nouveau mode d'organisation de la société.

Ces propositions serviront de base de discussion aux centrales U.G.T. et C.N.T. Par la suite, les commissions désignées par les deux organisations feront des propositions définitives aux syndiqués.

Le referendum syndical rendra le pacte applicable au cas où le nombre de voix favorables atteindra 75 % dans chaque centrale.

◇◆◇

En dehors de ces points, l'ordre du jour comprenait un grand nombre de questions importantes.

Parmi celles-ci, la question agraire, qui se pose devant tous.

La C.N.T. exige l'expropriation sans indemnité de toutes les terres excédant 50 ha. et leur mise en valeur par les syndicats agricoles, sous la forme collective.

Elle demande à tous les militants qui sont en rapport avec les travailleurs des campagnes de lutter énergiquement contre les tendances individualistes et propriétaires, de s'opposer au morcellement des terres, d'encourager toutes les tentatives de culture en commun, soit sous le contrôle syndical, soit sous le contrôle communal. Comme mesures immédiates, elle préconise le refus de payer les impôts, les hypothèques ou les redevances aux propriétaires.

◇◆◇

Pour ce qui est du chômage, la semaine de trente-six heures devient le mot d'ordre immédiat, diffusé par tous les organes corporatifs, mais présenté sous la forme suivante : salaire inchangé, embauche proportionnelle de chômeurs syndiqués.

Dans le domaine politique, la C.N.T. demande le rétablissement des garanties constitutionnelles, notamment la suppression de la censure.

Pour la politique extérieure, elle constate la faillite de la S.D.N. et décide de propager le mot d'ordre de grève générale face à la mobilisation. Par l'intermédiaire de ses groupes de jeunesses, la C.N.T. assurera la liaison des soldats avec la masse ouvrière.

◇◆◇

Sur le chapitre doctrinal, une longue discussion eut lieu à propos de la définitition du « communisme libertaire », considéré comme but final de la Confédération.

Remarquons simplement que des idées pratiques germent peu à peu malgré la grande confusion et le caractère parfois puéril des résolutions. L'idée de la défense armée de la révolution, la création de corps de travailleurs armés est aujourd'hui acceptée.

Ceux qui, en France par exemple, ont vécu les luttes que durent entreprendre les « révisionnistes » pour imposer des idées aussi simples comprendront la valeur de cette acceptation.

Ainsi, en Espagne, l'idée d'une transformation révolutionnaire est acceptée et considérée comme normale et réalisable.

Ce n'est pas seulement le cas des militants de la C.N.T.

La gauche socialiste — celle qui suit Largo Caballero, une grosse partie de l'U.G.T., la majorité du prolétariat ibérique, peut-on dire — est acquise aux conceptions révolutionnaires.

Aussi, le congrès de la C.N.T. a-t-il eu des échos nombreux dans tous les coins de la péninsule.

La proposition d'alliance de la C.N.T. a été bien accueillie par *Claridad*, l'organe de Caballero. Sans doute avec des réserves, des regrets sur l' « apolitisme » de la C.N.T., sur le refus de celle-ci en ce qui concerne l'unification syndicale, etc., mais nous sommes loin de la situation qui existait en 31...

C'est que Caballero espère entraîner derrière lui l'ensemble des forces anarcho-syndicalistes dans la lutte contre la démocratie bourgeoise (si le réformiste ne se réveille pas en lui, ce qui n'est pas exclu).

A franchement parler, la période des grandes manœuvres est entamée.

Aucune des grandes organisations ne peut à elle seule ni lancer ni faire triompher un mouvement

insurrectionnel. C'est pourquoi chacune compte, dans l'action, par un moyen quelconque, se montrer assez habile, suffisamment entraînante pour retirer tout le profit de l'entreprise et orienter le mouvement sur ses conceptions et ses mots d'ordre propres.

Caballero a pour lui sa vieille habitude de la manœuvre, son équipe parlementaire, des troupes bien en main, l'appui — mais aussi le contrôle — des communistes, des fonds fort probablement.

De son côté, la C.N.T. a un grand prestige; elle contrôle des masses rudes mais ardentes, elle renferme des militants trempés par la lutte dans l'illégalité, par l'exil, par la prison; elle a pour elle une tradition d'action directe et une grande santé révolutionnaire.

Et enfin — l'expérience de la liquidation de Pestaña et de ses partisans est là pour le rappeler — il existe de nombreux noyaux d'anarchistes qui emploieront tous les moyens pour faire triompher leur volonté, leur doctrine, leur idéal : une société de travailleurs organisés syndicalement et communalement où tout serait organisé, administré, géré, contrôlé par la démocratie ouvrière, sans aucune contrainte venant d'un parti ou d'une élite quelconque.

Le pacte — s'il est accepté — est la première phase d'une lutte commune dont les conséquences peuvent être incalculables.

RIDEL.

Madrid, 13 mai 1936.

◆◇◆

Entretien avec Pestaña

Angel Pestaña qui, trente ans durant, milita à la C.N.T. avec un courage et une énergie que nul ne nie, est à l'heure actuelle dirigeant du Parti syndicaliste et député de Cadix. Sa connaissance profonde du mouvement social espagnol, ses liaisons actuelles avec les milieux gouvernementaux font que ses vues sur la situation doivent être tenues pour sensées et réfléchies.

Nous lui avons posé quelques questions concernant les problèmes que se posent aujourd'hui les militants anxieux de l'avenir de la République espagnole, et il nous a répondu clairement, attaquant les sujets sans détours.

Grand, mince, des yeux d'hommes habitué à juger rapidement, les cheveux grisonnant aux tempes, Pestaña donne une impression de calme énergie et de volonté d'action.

Malgré les attaques très violentes dont il fut l'objet (les luttes entre confédérés et opposants se terminèrent à coups de revolver en certains endroits), Pestaña parle sans haine de ses anciens compagnons de lutte. Bien au contraire, il semble en parler avec beaucoup de compréhension et même semble-t-il d'affection.

⁂

Voici l'essentiel de ses réponses.

1. — *Croyez-vous que la République bourgeoise a des chances de durer ?*

— Oui ! à condition de mener une politique très nette de réformes sociales. L'ensemble du pays veut du travail, si le gouvernement fait un effort dans ce sens il sera soutenu par tous les travailleurs.

L'Espagne est économiquement arriérée. Exemple : il existe *86* compagnies de chemin de fer, pour un réseau qui ne dépasse pas *17.300* kilomètres au total. Autre exemple : la silice nécessaire à la fabrication du cristal est importé de France, alors que l'Espagne pourrait en fournir.

D'autre part, la mise en valeur des terres abandonnées ou mal cultivées rend indispensable la réforme agraire.

La République a vingt ans d'efforts à fournir pour arriver à relever les conditions de vie de l'ouvrier espagnol au niveau européen.

La révolution bourgeoise n'est pas terminée. Une base sociale peut lui être donnée par le développement de la petite paysannerie.

2. — *Le Parti socialiste peut-il songer à prendre le pouvoir à brève échéance ?*

— Non ! les dissensions intérieures rendent cette éventualité impossible. Si le Parti socialiste avait maintenu son unité et évité de grossières erreurs, il aurait pu prétendre au rôle dirigeant.

Largo Caballero, réformiste traditionnel, est aujourd'hui bolchévisant. Influence d'argent ou transformation individuelle.

Si le Parti communiste fusionne avec la fraction de gauche du P.S.E., Caballero sera éliminé par la suite, contrairement au rôle qu'il compte jouer. C'est sans doute en prévision de cette éventualité qu'il ne rompt pas encore avec le Parti.

3. — *Quel est le rôle et l'influence du P.C.E. ?*

— Beaucoup de bruit, de propagande, de moyens. Presque pas d'adhérents. Les élus communistes aux Cortès l'ont été par des voix socialistes ou radicales.

4. — *La C.N.T. peut-elle jouer un rôle décisif dans la situation ?*

— Oui ! Mais seulement si elle change sa tactique et ses positions traditionnelles.

Si elle ne s'adapte pas aux situations nouvelles, elle tombera.

Sans être actuellement une menace directe pour le régime, elle constitue néanmoins l'élément de trouble et d'agitation le plus dangereux pour la République. Ses militants manquent de sens politique et pratique. Ils en sont restés à la vieille tradition anarchiste. Leur courage et leur sincérité ne fait pas de doute.

Ils sont un produit naturel de l'Espagne. Même l'organisation détruite, l'esprit subsisterait.

5. — *La menace de droite — coup d'Etat par exemple — est-elle sérieuse ?*

— Non ! Le moment propice est passé. La période de désarroi — très inquiétante à certaines époques — est terminée pour les droites. L'épuration de l'armée et des appareils de l'Etat leur enlèvera toute possibilité d'agir. Leur actuelle forme d'activité, attentats et gestes terroristes, prouve leur faiblesse.

6. — *En cas de guerre européenne, l'Espagne participera-t-elle au conflit ?*

— Sauf complication, non !

Au contraire, la neutralité permettrait à l'industrie espagnole de se redresser et de se développer par la fourniture de matériel, à supposer que la guerre qui vient serait semblable à la dernière. Le refus ouvrier et l'intérêt patronal rendent donc l'entrée de l'Espagne dans une guerre peu probable.

7. — *Qu'est-ce que le Parti syndicaliste ?*

— C'est une organisation groupant des militants pour la plupart affiliés à la C.N.T., quelques-uns à l'U.G.T. qui veulent donner au syndicalisme tout son développement en le faisant participer aux luttes politiques qui, qu'on le veuille ou non, passionnent les travailleurs.

Cette façon de voir est d'ailleurs partagée par bien des syndiqués de la C.N.T.

L'expérience a prouvé qu'en se cantonnant sur le terrain strictement corporatif, le syndicalisme ne pouvait répondre aux nécessités révolutionnaires.

⁂

Nous rapportons les paroles de Pestaña aussi fidèlement que possible, considérant que son avis est un élément d'appréciation certain.

Cela ne signifie évidemment pas que nous souscrivons à ses solutions. Les erreurs qu'a commises l'anarcho-syndicalisme espagnol — erreurs reconnues par les militants de la C.N.T. eux-mêmes — peuvent être considérées comme des tares inhérentes à l'organisation, mais les animateurs actuels les considèrent comme des fautes de tactique facilement réparables.

De toute façon le mouvement syndicaliste libertaire tente une expérience dont le succès de la Révolution espagnole dépend.

RIDEL.

Madrid, 8 mai 1936.

FAITS ET DOCUMENTS

La résolution du Comité Confédéral national

Voici le texte de la résolution adoptée à l'unanimité par le Comité Confédéral national du 18 mai, à propos des offres de participation ministérielle adressées à la C.G.T.

Confirmant la réponse de la commission administrative à la lettre fraternelle du Parti socialiste, le Comité confédéral national exprime sa satisfaction que l'attitude de la C.G.T. ait été exactement appréciée et qu'ainsi soit ouverte la possibilité d'une collaboration effective à l'œuvre du gouvernement de demain.

Cette collaboration s'établira dans le cadre même qu'a tracé la résolution d'unanimité de Toulouse :

« Participation officielle des organisations confédérées à des organismes divers (organismes de direction économique d'application du Plan, comités de cogestion. Conseil économique, B.I.T., S.D.N.) agissant pour la défense de l'intérêt général des masses laborieuses » (1) et à des organismes d'étude et de préparation tels que : organisme financier, comité de direction de l'économie, organisme de coordination de transports et route, organisme de coordination de l'énergie (mine, pétrole, électricité, gaz), organismes pour les questions agricoles, organismes concernant l'enseignement et l'apprentissage, organisme pour les questions administratives.

Cette collaboration se développera dans le maintien de son indépendance et sera conçue avec la ferme volonté d'aider à la réalisation des espoirs formulés par les masses populaires: lutte contre la misère, contre les privilèges des oligarchies, contre les marchands de canons, pour la paix, pour la nationalisation des industries de guerre.

Elle aura donc pour base l'application des réformes immédiatement réalisables que le mouvement syndical demande, mais dont la portée ne se limite point aux intérêts directs des salariés de l'industrie privée et des collectivités. L'action nouvelle dont le pays a signifié l'extrême urgence, doit bénéficier à tous ceux qui vivent de leur travail. Les revendications de la C.G.T. expriment cette nécessité, elles s'inscrivent dans le cadre d'une politique ayant pour objet essentiel de ranimer l'activité de la nation par le relèvement du niveau de vie et du pouvoir d'achat des producteurs.

Ainsi la C.G.T. met au tout premier plan la lutte vigoureuse contre le chômage. C'est qu'il s'agit là d'un problème-clé de la rénovation économique, dont la solution commande à la liquidation si pressante de la crise agricole, et à la reprise de l'activité industrielle et commerciale.

Le Comité déclare que la collaboration de la C.G.T. doit avoir pour premier objet cet effort fondamental.

C'est à un programme de grands travaux, conçu massivement et financé de manière adéquate, entre autres mesures par la Caisse nationale de réassurances, qui doit alimenter une « masse de manœuvre » et, d'autre part, il se lie directement à l'action contre les oligarchies financières que doivent être demandés à la fois la remise rapide au travail des chômeurs, la réouverture des carrières aux jeunes et le démarrage de l'activité économique. La C.G.T. est prête à apporter sa contribution effective à la mise en œuvre de cette action, dont elle doit souligner l'urgence et dire que de son exécution dépend l'avenir de la politique nouvelle.

Des réformes pressantes devront être réalisées concernant la diminution des heures de travail pour tous les salariés : le régime des contrats collectifs, l'organisation du contrôle ouvrier, d'une part par le dépôt de projets de lois et, d'autre part, imposées aux preneurs des commandes de l'Etat, des départements et des communes par une action gouvernementale.

La lutte contre le chômage réclame également la prolongation de la scolarité obligatoire, qui doit être immédiatement relevée à 15 ans pour être ensuite portée à 16 ans, après réorganisation des conditions nouvelles de l'éducation et avec le concours des organisations syndicales de l'enseignement.

Les organisations ouvrières ne limitent pas l'œuvre qu'elles attendent du nouveau gouvernement à ces revendications immédiates. Elles voient dans la réalisation de celles-ci la condition nécessaire d'un effort plus ample qu'elles appuieront de toutes leurs forces, conscientes de la contribution qu'elles doivent apporter à l'œuvre commune.

Le Comité confédéral national a tracé le cadre général de la collaboration à laquelle la C.G.T. est prête, sans crainte des difficultés et qu'elle apportera, par exemple, dans un « commissariat contre le chômage » doté de pouvoir de décision quant à l'application des mesures destinées à promouvoir la politique de grands travaux, et constitué par des organes techniques capables de contribuer pleinement à une politique positive de résorption du chômage et de reconstruction économique.

(1) Ce n'est point là le texte exact de la résolution de Toulouse, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte en se reportant à celle-ci (*R.P.* n° 218, du 10 mars 1936). Par exemple, depuis Toulouse, les « comités de gestion » sont devenus des comités de « cogestion ». Il serait bon que les organismes directeurs de la C.G.T. aient un peu plus de respect pour les textes adoptés par les congrès.

Léon Blum a reçu les jaunes

Le Populaire *du 27 mai nous a appris que le nouveau président du Conseil avait, au cours de ses consultations préliminaires, le 26 mai, jugé bon de recevoir M. Tessier, qui n'est autre que le secrétaire général de la Confédération des travailleurs chrétiens. Bien des militants se sont étonnés que Léon Blum ait ainsi traité sur le même pied la C.G.T. et l'organisation jaune de la rue Cadet. Est-ce en signe de protestation que le secrétaire de la Fédération des Employés, O. Capocci, a publié, le lendemain même, dans le* Peuple, *cet article où se trouve apprécié à sa juste valeur le rôle de l'organisation dudit M. Tessier ?*

Nous avons lu, les uns et les autres, les mémoires, les confessions des espionnes et des espions de la guerre, vu des traîtres monnayer leurs tristes aveux. Nous avons haussé les épaules et méprisé la presse qui donnait asile à de tels vomissements.

Il en est dont la trahison est l'élément naturel dans lequel ils vivent.

Mais ce qui est plus vil encore, ce sont ceux qui en raison de leur trahison prétendent mieux servir ceux qu'ils trahissent.

C'est le cas de la Confédération française des travailleurs chrétiens.

Nous la voyons, elle et ses filiales, s'insinuer partout pour représenter les intérêts des travailleurs, prendre part aux grèves, s'infiltrer dans les mouvements ouvriers, et cela pour mieux les trahir.

Elle l'avoue, elle le proclame, elle en tire argument, elle s'en nourrit comme certains animaux se nourrissent de leur fiente.

J'ai en mains un tract de propagande de ces messieurs qui ont *repris nos revendications*, et où, après quelque assaisonnement de paix sociale (comme en Autriche) nous trouvons en page 4, deuxième alinéa, la phrase suivante :

« *Par contre, la C. F. T. C. s'est opposée aux mouvements de grèves politiques et révolutionnaires fomentés en 1919 et en 1920 par la Confédération Générale du Travail; elle a notablement contribué à leur faire échec.* »

Grèves politiques, les grèves de 1919-1920 pour l'application de la loi de huit heures, que les pa-

trons se refusaient à appliquer ? Grèves politiques, les grèves menées pour le contrat collectif de travail et l'augmentation des salaires ? Grèves politiques, les grèves menées contre les magnats du fer et du rail ?

Tout cela pour justifier leur infâme trahison. Attendons-nous à d'autres trahisons. Le 12 février 1934 ils qualifièrent aussi de grève politique ce mouvement formidable dressant la classe ouvrière pour la défense de la liberté et aussi de l'ordre.

Ce jour-là, eux, les partisans de l'ordre, en ordonnant, sous prétexte de neutralité, à leurs membres, de ne pas suivre le mot d'ordre de grève, prenaient position en faveur des incendiaires de la place de la Concorde.

Que nos camarades confédérés retiennent cet aveu et quand les légionnaires de la trahison se présenteront à eux, dans les grèves, qu'on relise tout haut ce deuxième paragraphe de la page 4 de leur tract.

Il faut que cette phrase les poursuive partout,

Wells, l'Etat et la S. D. N.

Nous croyons utile de reproduire in extenso la lettre adressée au Times *par le vieil écrivain socialiste anglais Wells au sujet de la Société des Nations, dont la presse quotidienne française a publié quelques extraits :*

Les récents événements ont été l'occasion d'un grand nombre de suggestions sur la manière de reconstruire la S.D.N. et de lui redonner de la vie. Puis-je me permettre — même si cela a un petit arrière-goût de « je vous l'avais bien dit » — de rappeler certaines vérités élémentaires qui s'opposent au succès de toutes les tentatives de rapiéçage de la Ligue du genre de celles dont il est maintenant question ?

Depuis qu'elle naquit à Versailles, la S.D.N. s'est targué de la prétention impossible d'établir la paix mondiale permanente en même temps qu'elle se montrait d'une faiblesse extrême, d'une incapacité et d'un manque d'ingéniosité total pour s'organiser à cette fin. Elle fut instituée comme une ligue mondiale d'Etats souverains (or, la souveraineté est par soi-même la négation de toute action concertée d'avance), et aucun pouvoir fédéral effectif ne lui fut accordé. Ce fut simplement une création de politiciens basée sur une affirmation juridique ridicule, à savoir que les Etats souverains sont analogues à des individus, et que tout Etat souverain a des droits égaux à ceux de tout autre. Par quelques déclarations grandiloquentes, elle chercha à obtenir que des Puissances qui sont le produit de nécessités guerrières, qui sont organisées pour intervenir par la force dans les conflits entre Etats, et qui sont saturées de toute une histoire et tradition guerrières, se mettent à liquider cette lutte réciproque pour l'existence qui a fait d'elles ce qu'elles sont. N'est-il donc pas temps que nous commencions à reconnaître la gravité de cette erreur et à chercher dans quelque autre direction la réalisation d'une paix humaine réelle ?

La structure originelle de l'Etat tel que nous le connaissons était, je le répète, celle d'une organisation *de force*. Elle avait pour but d'imposer la paix à l'intérieur et de se mettre en mesure de faire la guerre à l'extérieur. Ce ne fut que partiellement et accidentellement que l'Etat d'alors assura des fonctions économiques, culturelles et autres. Il percevait des impôts, mais c'était principalement pour entretenir ses forces armées. Il frappait la monnaie *sur demande*, parce qu'il parut être l'autorité qui convenait le mieux à ce travail lorsque le besoin d'un contrôle des monnaies commença à se faire sentir. Il avait une sorte de « propriété éminente » sur le sol en dehors de celui des « villes libres », parce qu'il n'y avait pas d'autre mesure qui lui permît de restreindre les incessantes guerres privées. Mais l'exploitation des richesses naturelles, le logement et l'alimentation du peuple, l'instruction et toute une série d'autres fonctions essentielles qu'assument les Etats modernes n'étaient pas de son rôle à l'origine. Ce n'était même pas lui qui mariait. Dans une grande partie du monde, l'instruction n'était pas une affaire nationale, mais une chose internationale, car elle dépendait d'une organisation cosmopolite : l'Eglise ou l'Islam. Le commerce n'était réglé que par la coutume et par l'offre et la demande.

Le rapide accroissement des interventions de l'Etat dans la vie matérielle et spirituelle ne date que d'un siècle environ. C'est une chose qu'on n'avait jamais vue. Elle fut imposée aux gouvernements par la grande révolution mécanique des cent dernières années qui obligea les hommes à travailler de concert, et c'est surtout aujourd'hui que nous commençons à nous rendre compte que les traditions de combat des Etats souverains indépendants rendaient presque inévitable que le contrôle croissant qu'ils prenaient sur la monnaie, l'économie et l'éducation serait employé par ces gouvernements de combat dans des buts de combat. Dès lors, notre espoir dans la paix mondiale ne gît-il pas, non dans la constitution d'une alliance mondiale de tous les combattants contre personne — car c'est à cela qu'aboutit l'idée d'une Société des Nations — mais dans la suppression du contrôle des Etats, institutions essentiellement combattantes, sur les intérêts communs de l'humanité? Nous ne demandons pas une addition de gouvernements nationaux, mais une subordination des gouvernements nationaux. Nous n'avons pas besoin d'une ligue politique, mais d'un effort sérieux pour obtenir que le contrôle mondial que les conditions de la vie moderne requièrent sur la monnaie, l'économie et l'intelligence soit mis dans les mains d'autorités fédérales *ad hoc*, qui soient d'un nouveau type, d'un type non-combattant, et qui soient mondiales ou aussi mondiales que possible. Un Office Monétaire mondial, une organisation mondiale de l'instruction et du savoir, un Institut d'hygiène mondial, une Direction générale des transports, le recensement ininterrompu et la distribution de la production — pour citer au hasard quelques-unes des possibilités — seraient sans doute moins imposants que le Conseil Mondial d'une « Société des Nations », mais ils constitueraient une ligne d'approche beaucoup plus efficace vers une paix mondiale permanente. Dès leur départ, ils prendraient la forme de services généraux exempts de toute idée de combat ou de concurrence et ils donneraient à l'humanité sa meilleure chance de repousser définitivement à l'arrière-plan des affaires humaines le côté guerrier de la vie.

La création et le développement de semblables associations fédérales pour les intérêts communs de l'espèce humaine sont peut-être une chose extrêmement difficile. Cela exige une immense action de soutien de la part de l'opinion, action menée du dehors et indépendamment de l'Etat. Mais il n'est pas d'autre voie pour échapper à l'actuelle organisation guerrière de la société. La tentative d'associer les actuels Etats de combat dans le but de préserver la paix du monde a manifestement fait faillite. Cette faillite fut prévue en 1918; maintenant, la démonstration en est faite. L'idée en était grandement attirante pour des gens impatients et qui ne pensent pas, mais elle avait presque autant de réalité que celle d'une société végétarienne entre loups. L'Etat souverain indépendant a des dents et des griffes; par nature, il vit pour l'attaque et la défense. Dans les ministères des Affaires étrangères et dans les ambassades, il n'existe aucune voie qui conduise à la paix. Toute organisation susceptible d'établir la paix mondiale devra être beaucoup plutôt établie sur le modèle de l'Eglise catholique, ou de la Croix-Rouge, ou de l'Ordre des Templiers, ou de la Franc-Maçonnerie, ou du Parti communiste. Très certainement, après une expérience de dix-huit ans, les gens commencent à voir que la Société des Nations est une impasse dans laquelle on a gaspillé une somme immense d'espoirs et de bonnes intentions.

Le gérant : M. Chambelland.



LA COOTYPOGRAPHIE – COURBEVOIE – DÉP. 09-00

LA R. P. est vendue au numéro...

... à PARIS

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse;
Marchand de journaux, 25, rue de la Grange-aux-Belles ;
Kiosque, angle de la rue de la Douane et de la place de la République;
Librairie de la Poste, angle de la rue Coypel et de l'avenue des Gobelins;
Kiosque, angle du boulevard de Port-Royal et de la rue Saint-Jacques;
Kiosque, angle de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Jacques;
Kiosque, 17, boulevard Saint-Michel;
Ancienne Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince;
Kiosque, angle du quai Conti et du quai de Corse;
Librairie de « La Lumière », 69, boulevard Saint-Germain.
Librairie Picard, boulevard Saint-Michel.
Librairie des Travailleurs, 47, rue Bénard (14e).

... en PROVINCE

ALGER. — Chez Crespo, 7, rue Berthézenne;
AMIENS. — Chez Barbet, 3, rue Dom-Grenier;
DIJON. — Chez Mad. Hérard, 35, rue Sambin;
FIRMINY. — Navant, à la Bourse du Travail;
MARSEILLE. — Kiosque de la Bourse du Travail, rue de l'Académie;
MONTPELLIER. — Chez Louman, 23, rue de la Valfère;
NARBONNE. — Chez Pierre Albert, maison Gaillard, route de Carcassonne.
TOULON. — Chez Cambier-Roscius, avenue de Verdun;